

DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE N° 13838 - 8 F

DIMANCHE 19-LUNDI 20 NOVEMBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Les bouleversements dans les pays socialistes, la rencontre de Paris et la recherche d'un nouvel équilibre européen

Contagion

POUR le régime tchécoslovaque, les choses sont simples: les dizaines de milliers d'étudiants qui ont manifesté vendredi soir dans les rues de Prague «Liberté!», «A bas le Parti communiste!», «Vive Havel!», et «Jakos à la poubelle!» ne sont que des «démocrates anti-socialistes» mus par la seule volonté de détruire l'Etat, la Constitution, le parti, le gouvernement et de déstabiliser le pays. N'a-t-on pas vu, dans leurs rangs, des personnes connues pour leurs ambitions personnelles en 1968 et 1969, à l'époque du «printemps de Prague»? Autrement dit: les perturbateurs sont toujours les mêmes, et il n'y a pas de quoi s'inquiéter outre mesure.

Tout porte à croire cependant que les autorités ne s'attendent pas à un rassemblement d'une telle ampleur. Il avait été organisé par l'Union des jeunes communistes et, surtout, par un «comité d'étudiants indépendants», pour commémorer le soulèvement d'octobre 1939 contre la tyrannie nazie. Une révolte qui avait entraîné le 17 novembre, il y a cinquante ans, la fermeture des universités, l'arrestation de neuf étudiants par la Gestapo, sans compter de nombreuses déportations dans les camps de concentration.

L'HOMMAGE aux victimes de ces événements, autorisé par le régime, s'est vite transformé en une manifestation pour la liberté et la démocratie, et c'est à ce moment-là, dans la soirée, que les unités anti-émeutes ont commencé à charger la foule à coups de matraque et de grenades lacrymogènes, avec la douceur qu'on leur connaît. Bientôt, plusieurs dizaines de blessés et autant d'arrestations.

C'est désormais à intervalles réguliers que le secrétaire général du parti, M. Miroslav Jakes, et ses amis doivent faire face à ce genre de manifestations. Le 28 octobre, déjà, des milliers de Pragueois avaient bravé les interdictions et étaient descendus sur la célèbre place Venceslas pour commémorer le sixième et onzième anniversaire de la création de la République.

L'OPPOSITION tchécoslovaque, sous étroite surveillance pendant tant d'années, se sent maintenant encouragée par les grands remous menés en Hongrie, en Pologne, en RDA et même en Bulgarie, où Petar Mladenov est en train de balayer rapidement la vieille garde bulgare. Le peuple, lui, comprend de moins en moins pourquoi la Tchécoslovaquie devrait rester, avec la Roumanie, à l'écart de ce processus, et ce n'est certainement pas la timide libéralisation des voyages à l'étranger, annoncée il y a quelques jours, qui convaincra les gens que M. Jakes s'est engagé dans la voie des réformes.

En visite à Moscou, ces jours-ci, M. Jan Fojtik, l'idéologue du parti tchécoslovaque, a assuré que l'URSS n'est pas mécontente de la ligne suivie par les «camarades de Prague». Ce serait pourtant fort étonnant, et on doit se demander si M. Jakes, qui continue à avancer à la vitesse de l'escargot, ne se retrouvera pas, un beau matin, comme plusieurs de ses collègues de l'Est, en minorité au bureau politique. En Europe communiste, on n'en est plus à une surprise près!

M 0146 - 1120 0 - 6,00 F



• A Prague, la police réprime une importante manifestation • Les Douze tentent d'harmoniser leurs positions sur l'aide à l'Est

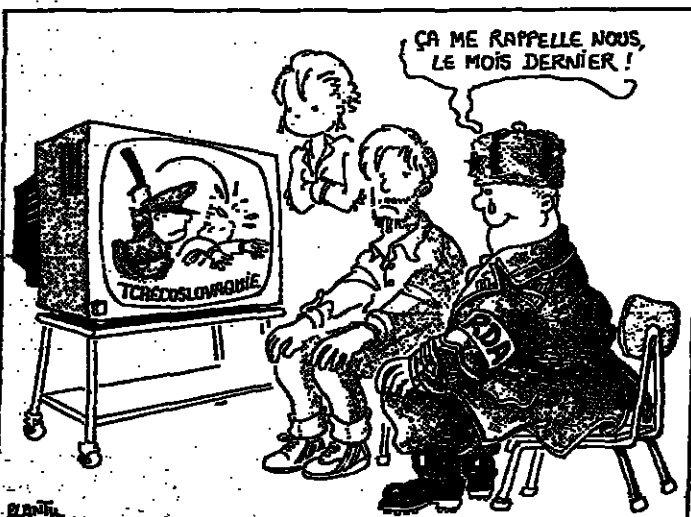
Les douze chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE devaient se retrouver samedi soir 18 novembre à l'Elysée à l'invitation de M. Mitterrand pour tenter de définir une réponse commune à la crise des pays communistes.

A Prague, les forces anti-émeutes ont réprimé avec une extrême brutalité une manifestation de plusieurs dizaines de mil-

liers de personnes qui, à l'occasion de l'anniversaire du soulèvement antinazi de 1939, réclamaient des réformes.

En RDA, le Parlement a confirmé à la quasi-unanimité (489 voix pour, cinq contre et six abstentions) le gouvernement formé par M. Hans Modrow. Il a également décidé de préparer une nouvelle loi électorale et a chargé une commission d'étudier

une modification de la Constitution. On n'attend aucune décision formelle du dîner de l'Elysée, qui précède de deux semaines la rencontre de MM. Bush et Gorbatchev prévue pour les 2 et 3 décembre au large de Malte. Il apparaît clairement cependant que les partenaires occidentaux de la RFA ne jugent pas d'actualité la question de la réunification allemande.



Pas de réunification au menu...

Le dîner des treize à l'Elysée - qui seront quatorze, en fait, puisque M. Rocard a été invité à rejoindre à table les douze chefs d'Etat et de gouvernement et M. Jacques Delors - devrait avoir surtout une fonction symbolique, et personne ne s'attendait, samedi, qu'il permette de définir clairement cette nouvelle politique avec les pays de l'Est en général, avec la RDA en particulier, que tout le monde appelle de ses vœux mais qu'on a tant de peine à voir se dessiner.

«Le vrai message, c'est le fait que la réunion ait lieu», a déclaré vendredi 17 novembre M. Hubert

Védrine, le porte-parole de l'Elysée, précisant qu'il ne serait question que «de confirmer ou de fixer des caps à partir d'une réflexion sur les responsabilités de l'Europe», mais certainement pas d'élaborer un texte commun.

Que l'on décide ou non la création d'une commission de travail ou d'un groupe d'étude quelconque pour mettre à plat les multiples propositions esquissées ici et là en ce qui concerne l'aide aux pays de l'Est, un point est déjà clair au moins.

JACQUES AMALRIC
Lire la suite page 4

La fin du « tsar bulgare »

La « déjivkovisation » s'accélère en Bulgarie.

Samedi, des dizaines de milliers de manifestants ont réclamé des élections libres

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Il fut un temps, en terre socialiste, où l'on attendait au moins que le chef soit défunt avant de livrer son nom en pâture aux masses. Au rythme où vont les choses ces jours-ci, plus question d'observer le délai de grâce... Todor Jivkov n'aura donc pas eu droit au traitement de faveur dont avait bénéficié son ami Leonid Brejnev. Une semaine à peine après son éviction du pouvoir, l'ex-numéro 1 bulgare a pu s'entendre, en direct, à la télévision vendredi 17 novembre, traiter de « tsar » par un député

membre du comité central, tandis que des manifestants déchiraient son effigie, en riant aux éclats, sur la place publique à Sofia.

Au lendemain d'un second plénum du comité central du Parti communiste bulgare (PCB), qui a permis au nouveau leader, P. Petar Mladenov, de renforcer sa position en écartant du bureau politique trois fidèles du chef déchu, le signal de la « déjivkovisation » a été donné par un héros de la résistance antifasciste, M. Slavcho Transki, avec toute l'autorité que lui confère sa chevelure blanche,

dès l'ouverture de la séance de l'Assemblée nationale.

Lancé par une attaque en règle contre celui qui régna trente-cinq ans sur le pays, le député a raconté comment, pour décourager ses détracteurs, Todor Jivkov aimait à rappeler que [son] « père avait vécu cent deux ans ». « Ce tsar que nous avons fait héros de la République populaire de Bulgarie et héros du travail socialiste avait plus de palais que les tsars bulgares », s'est écrié M. Transki.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 3

Assassinat d'un lieutenant-colonel en Espagne

Le troisième attentat mortel de l'ETA en deux semaines

page 5

M. Jacques Médecin inculpé d'ingérence

L'affaire du mensuel Action Nica Côte-d'Azur

page 8

L'Assemblée des Verts

Des babies cool de 1968 jusqu'au Parlement européen

page 7

Le projet de synagogue d'Aix-les-Bains

La communauté juive souhaite l'apaisement

page 8

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale

invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 16

Folie meurtrière au Salvador

Les combats se poursuivent avec une rare intensité et les populations civiles paient un tribut de plus en plus lourd

SAN-SALVADOR

de notre correspondant en Amérique centrale

Une semaine après le début de l'offensive lancée par la guérilla contre la capitale salvadorienne, l'armée n'a toujours pas réussi à reprendre le contrôle de certains quartiers de la banlieue nord. La population civile continue de payer un tribut très lourd, et la communauté étrangère a été touchée à son tour par le conflit. Un journaliste britannique, David Blundy, quarante-six ans, correspondant du *Sunday Correspondent* à Washington, a été tué, vendredi 17 novembre, dans un échange de coups de feu à San Salvador.

On signale également le cas d'un coopérant français, Thierry

Neappey, professeur au lycée français de San-Salvador, qui serait soumis à de mauvais traitements depuis son arrestation, dimanche, par la police. Selon le témoignage de compagnons de cellule relâchés vendredi - il s'agit de membres de l'Eglise luthérienne des Etats-Unis, arrêtés pour avoir donné une assistance médicale à des guérilleros blessés - le jeune professeur a été interpellé alors qu'il prenait des photos au centre-ville.

Il aurait été soumis à un interrogatoire brutal, après avoir passé le test de la paraffine, qui permet de déceler les traces de poudre laissées sur les mains par l'utilisation d'armes à feu.

Malgré l'intervention de l'ambassade de France, les auto-

rités refusent toujours de confirmer la détention de M. Neappey. Le président de la République, M. Alfredo Cristiani, qui a remercié la France pour l'envoi d'une aide médicale, acheminée par Médecins sans frontières, a cependant reconnu qu'il y avait trois étrangers détenus: un Français, un Cubain et un « Oriental ». Il a ajouté qu'il n'était pas en mesure de donner des détails supplémentaires.

BERTRAND DE LA GRANGE

Lire la suite page 6

Lire également l'article de JAN KRAUZE « Washington subit les événements »

Micro Valley
Apple Center

Macintosh Plus + Lecteur supplémentaire + Works
(logiciel intégré: tableur, traitement de texte, base de données, communication)



12990 Frs TTC

Disponible sur stock

Micro Valley

Apple Center

ouvert de lundi à samedi

de 8h à 20h non stop

7, rue sainte Lucie 75015

PARIS - M^{re} Charles Michel

Téléphone :

01 46 00 00 00

A L'ÉTRANGER: Algérie, 4,30 DA; Maroc, 6 dr.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 40 fr.; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; G.-B., 60 p.; Grèce, 160 dr.; Inde, 90 p.; Italie, 2.000 L.; Liban, 0,400 DL; Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Pays-Bas, 2,80 f.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 335 F CFA; Suède, 14 sh.; Suisse, 1,80 f.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

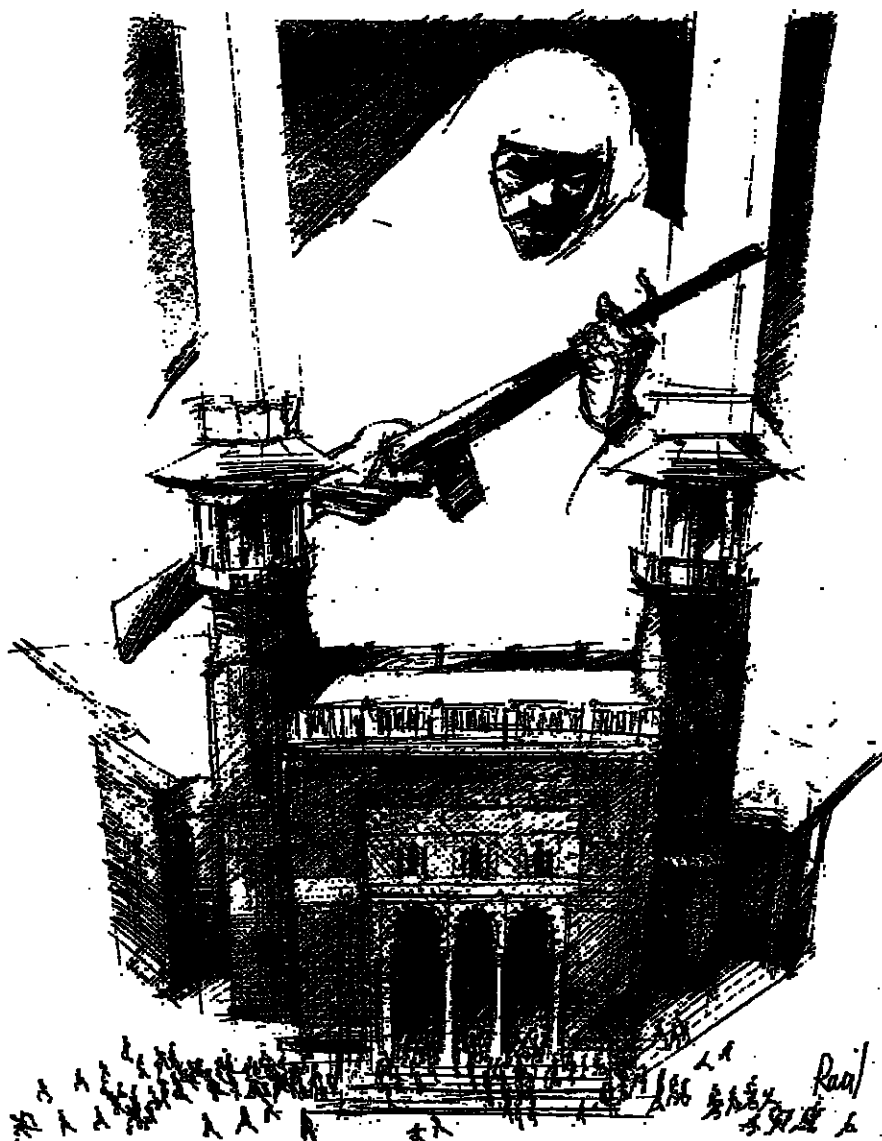
هكذا من الامم

حکذا من الاحول

DATES

Il y a dix ans

La prise de la Grande Mosquée de La Mecque



colonne. Dimanche, Ryad annonce avoir reconquis le Haram et Cherif. En réalité, les combats se poursuivent dans les sous-sols, qui ne comptent pas moins de 270 pièces. « Prenez les vivants ! » a ordonné le roi Khaled. Mais, devant cette résistance acharnée, les Saoudiens doivent se résoudre à faire appel à l'aide étrangère. Sollicitée, la France envoie des gendarmes du GIGN conduits par le capitaine Barril. Après une heure d'efforts de conversion à l'islam (La Mecque est fermée aux non-musulmans), les spécialistes français sont à pied d'œuvre et indiquent le mode d'emploi des gaz incapacitants qu'ils ont apportés dans leur Caravelle. Les souterrains sont inondés, des pneus sont brûlés pour forcer les intégristes à quitter leur tanière. Lorsque le mardi 4 décembre, à 1 h 30, Juhaymane et son dernier carré se rendent, cela fait deux semaines que le monde entier est suspendu au sort de la Grande Mosquée de La Mecque.

Les combats ont fait plus de cent trente morts, dont soixante gardes nationaux et soixante-quinze rebelles, parmi lesquels Mohammed al Qahani, l'épéiste Madhi, qui n'ira jamais libérer Jérusalem. On s'en doute, les profanateurs du saint des saints de l'islam n'avaient aucune clemence à attendre de leurs vainqueurs. Leur sort était scellé par les Ecritures. Les quatre-vingt-deux insurgés considérés comme des meneurs sont condamnés à la peine de mort : soixante-trois seront exécutés. Le 9 janvier 1990, les populations des villes de Ryad, Médine, La Mecque, Abha, Tabout, Dammam, Haïl et Baidia sont invitées à assister à la décollation des hérétiques. Le fait d'avoir répété les exécutions sur tout le territoire illustre leur valeur d'exemple pour toutes les tribus du royaume. L'interrogatoire « intensif » des conjurés a en effet permis aux autorités de conclure que ceux-ci n'étaient pas télécommandés de l'étranger, et ce n'est pas la présence, parmi les suppliciés, de quelques Égyptiens, Yéménites du Nord et du Sud, Soudanais, Irakiens et autres Koweïtiens qui suffit à prouver la réalité d'un complot international. Certains ont rejoint le mouvement après qu'il eut été déclenché.

Agitation chiite

Mais, tandis que les combats se poursuivaient à La Mecque, la province orientale du royaume entraînait à son tour en ébullition, ayant l'inquiétude des gouvernements occidentaux sur la capacité de survie du régime saoudien. Bien avant les événements de la Grande Mosquée, la tension était déjà vive dans cette région où les chiites, majoritaires, étaient traités en citoyens de seconde zone par les autorités et par leurs compatriotes sunnites. Cette année, les manifestations de l'Achoura subissent à la fois le contrecoup de la révolution iranienne et des événements de La Mecque qui enflamment les esprits. A l'approche de l'Achoura, les manifestations se multiplient et lorsque, le 28 novembre, un policier frappe un manifestant dans la ville de Qatif, les échauffourées qui s'ensuivent font dix-sept morts. La répression est étonnante. Les autorités de Ryad se trouvent désormais confrontées à deux crises simultanées, bien que différentes : l'agitation chiite dans la province orientale, encouragée par les appels de la radio iranienne, et l'insurrection de la Grande Mosquée.

Concernant La Mecque, les responsables saoudiens, en particulier le prince Nayef, ministre de l'Intérieur, répètent avec insistance que les rebelles ont agi seuls et qu'aucun Etat n'est impliqué dans les événements de La Mecque. Cette insistance est aussi un aveu : accaparée qu'elle était par la surveillance des chiites pro-iraniens, la police saoudienne n'avait pas vu venir le danger qui venait du cœur du royaume. Loin d'être un châtiment, Juhaymane était un sommet d'obédience wahabite, comme la majorité des Saoudiens, et appartenait à la tribu Oteibi, l'une des tribus bédouines du Nejd qui ont aidé Ibn Saoud à conquérir son pays. Ancien capitaine dans la garde nationale, l'armée blanche du prince Abdallah, il avait fréquenté certains des principaux chefs religieux du pays, c'est à partir de leur enseignement qu'il fonda sa dénonciation des turpitudes de certains membres de la famille royale.

OLIVIER DA LAGE

(1) Envoyé d'Allah.

Il n'est que 5 h 30, mais, pourtant, près de cinq cent mille fidèles se pressent dans la Grande Mosquée de La Mecque pour entendre les prières de l'aube. L'aube du quinzième siècle de l'Hégire. Car ce mardi 20 novembre 1979 correspond, dans le calendrier musulman, au 1^{er} du mois de moharram 1400. Bien que le Hadj — le pèlerinage —, soit achevé depuis quatre semaines, de nombreux pèlerins ont tenu à rester pour marquer l'événement. Le précheur du jour, le cheikh Mohammed bin Soubayyal, vient à peine de terminer les prières qu'un jeune homme barbu fait irruption, le repousse et s'empare du micro, tandis que des coups de feu sont tirés par des Bédouins qui sont à ses côtés. « Mon nom est Juhaymane. Je suis frère du Mahdi (1) que voici ! Reconnaissez la corruption ! » Des cris fusent de part et d'autre de Juhaymane et de son compagnon. « Vive le Mahdi ! »

Un garde qui s'approche est tué net par un coup de fusil, tandis qu'ici et là on voit apparaître des armes à feu, jusque-là dissimulées sous les robes des assaillants. Les Kalachnikov et 22 long rifle ont été introduites sur quatorze brancards recouverts d'un linceul, faisant croire aux gardes, à l'entrée, qu'il s'agissait de cadavres apportés dans le saint des saints de l'islam avant d'être enterrés, comme cela arrive souvent. C'est la panique. On ne sait pas combien ils sont. Plusieurs dizaines ? Des centaines peut-être ? Au milieu de la fusillade, les pèlerins courent en tous sens, cherchant à s'échapper avant que ne se referment les trente-neuf portes de la Grande Mosquée vers lesquelles se sont rués les partisans de Juhaymane. Beaucoup tombent sous les balles. D'autres se rallient au nouveau « messie ». L'imam de la Grande Mosquée, le cheikh Mohammed bin Qabil, réussit à s'enfuir en retirant ses vêtements qui risquaient de l'identifier et en revêtant le simple linceul des pèlerins. Il quitte le Haram el Cherif par une porte latérale qui n'était pas sous le feu des assaillants. Aussitôt libre, l'imam donne l'alerte. Selon lui, il ne s'agit pas d'une prise d'otages, car l'otageur a dit : « Si vous voulez prier, priez ; si vous voulez sortir, sortez ! ». Mais surtout, parmi les agresseurs, le cheikh Mohammed bin Qabil a reconnu Juhaymane, qui a été, pendant quatre années, son étudiant à l'université islamique de La Mecque. Il remarque aussi que les jeunes gens ont avec eux des coffres de dates, ce qui leur permet de soutenir un siège prolongé.

L'Arabie saoudite coupée du monde

Juhaymane se lance dans une violente diatribe contre la « corruption » de la famille royale saoudienne, « sans Dieu et au-delà de toute rédemption ». Il dénonce en particulier la sécularisation et l'occidentalisation du royaume. La Grande Mosquée est désormais isolée, mais les paroles de Juhaymane résonnent dans les rues avoisinantes et dans tout le centre de la cité, à partir des haut-parleurs fixés au sommet des sept minarets. Les citoyens de la ville sainte entendent l'orateur flétrir le goût supposé de leur gouverneur, le prince Fawaz, pour le jeu et le whisky. Ce n'était pourtant pas la première fois que Juhaymane développait ses thèses, et la police n'en ignorait rien. Ancien disciple d'Ibn Baz, la plus haute autorité religieuse du royaume, qui, naguère encore, professait que la Terre était plate, Juhaymane et ses compagnons ne perdaient pas une occasion de dénoncer la modernisation de leur pays, en particulier l'apparition de femmes à la télévision. Ils avaient fait imprimer au Koweït des pamphlets intégristes. Dans l'un d'eux, on pouvait lire : « La famille royale est corrompue. Elle adore l'argent et le dépense en palais, non en mosquées. Si vous acceptez ce qu'ils disent, ils vous enrichiront. Sinon, ils vous tortureront ». La distribution de ce texte valut à Juhaymane un séjour en prison à Juhaymane et à une centaine de ses partisans. Mohammed al Qahani, ancien étudiant en droit islamique, en faisait partie. Au printemps 1979, Dieu apparut en rêve à la sœur de Juhaymane qui persuada ce dernier que Qahani était le « messie ». Mohammed al Qahani, qui épousa peu après la sœur de Juhaymane, se laissa à son tour convaincre sans difficulté de son rôle historique. Dès lors, les deux hommes travaillèrent à leur projet et organisèrent la conjuration.

« Qui est ce fou ? » s'exclame le prince Sultan, ministre de la défense et frère du roi

Khaled, en apprenant la nouvelle. L'organisation minutieuse de la prise de la Grande Mosquée fait craindre un complot ayant des ramifications en province et à l'étranger. Il ne faut surtout pas que les agresseurs puissent contacter d'éventuels complices, déclare Khaled, qui décide aussitôt de couper toutes les lignes de télé et de téléphone avec l'étranger. A Tunis, où est réuni un sommet de la Ligue arabe, le prince héritier Fahd ne parvient pas à savoir ce qui se passe dans son pays. Le prince Abdallah, chef de la garde nationale, interromp ses vacances au Maroc et rentre précipitamment en Arabie pour reprendre la situation en main.

Cependant, de premiers témoignages commencent à parvenir à Djeddah, où résident les ambassades. Et de premiers récits, incomplets et contradictoires, sont chiffrés et transmis par radio à Paris, à Londres ou à Washington. Certaines rumeurs font état d'insurrections simultanées dans plusieurs villes du royaume, notamment à Médine. Le premier, le porte-parole du département d'Etat rend public la nouvelle dans la soirée du mardi. Dans un premier temps, la référence messianique au Mahdi fait penser que la révolte est d'inspiration chiite, d'autant que, depuis la révolution islamique au début de l'année à Téhéran, l'ayatollah Khomeiny n'a pas fait mystère de vouloir renverser la dynastie saoudienne. Les chiites vivent en effet dans l'attente du retour du douzième imam, l'imam caché. Mais le « mabdiisme » est aussi une tradition sunnite qui a surtout marqué l'histoire du Soudan. Et, à l'annonce des événements de La Mecque, les spécialistes de l'islam se rappellent qu'une tradition assez répandue veut que, au seuil d'un siècle nouveau (certains vont jusqu'à préciser qu'il s'agit du quinzième), après les prières du matin, le Mahdi apparaîtra et sera proclamé après les prières de l'aube. Les habitants de La Mecque voudront le tuer, mais il triomphera et ira libérer Jérusalem.

Juhaymane et les siens n'auraient pu imaginer date plus symbolique pour leur action. Non seulement elle intervient, comme le veut la légende, au seuil du siècle, mais c'est le premier jour du mois musulman de moharram, qui revêt pour les chiites une dimension particulière puisque, depuis treize siècles, le dixième jour de ce mois, ils

commémorent chaque année la douleur et l'émotion la mort au combat de Hussein, fils d'Ali, le gendre du prophète, à la bataille de Karbala lors de l'Achoura. A Téhéran, Khomeiny condamne aussitôt la prise de la Grande Mosquée comme un complot des sionistes et des Américains. Au Pakistan, des manifestants en l'honneur du consulat de l'ambassade des Etats-Unis à Islamabad, le consulat à Karachi, et le centre culturel américain de Rawalpindi, tuant deux marines. En Inde, des centaines de milliers de musulmans descendent dans les rues de Srinagar manifester leur émotion. On signale également des manifestations au Bangladesh et en Iran. Partout dans le monde musulman, de l'Indonésie au Maroc, c'est la stupeur et la colère devant l'incroyable nouvelle et ce sacrilège sans précédent.

L'assistance de la France

Sur place, le prince Sultan est venu coordonner la contre-offensive et a installé son PC à l'hôtel Shubra, près de la mosquée. Quelques heures plus tôt, le roi Khaled avait obtenu des docteurs de la foi islamique, la permission de reconquérir le saint des saints où toute violence est proscrite, en ayant, si nécessaire, recours à la force. L'autorisation est accordée sans difficulté, le Coran lui-même apportant la réponse : « Ne les combattez pas près de la Mosquée Sacrée à moins qu'ils ne vous attaquent en ce lieu-même. S'ils vous combattent, tuez-les, car tel est le châtiment des incrédules » (II, 191). Les autorités estiment à présent à près de trois cents le nombre des rebelles et sont désormais convaincus qu'ils n'ont pas de complicités à l'extérieur. Les communications seront rétablies le lendemain matin, à temps pour rassembler les marchés financiers. L'électricité ayant été coupée, les soldats avancent dans le noir... et sont tirés comme des lapins par les insurgés, retranchés dans les étages supérieurs et les minarets. Leur tâche est d'autant plus délicate qu'il s'agit de ne pas endommager la Kaaba, où repose la Pierre noire, et que le roi lui a demandé d'épargner, dans la mesure du possible, la vie des pèlerins innocents. Ce n'est que le vendredi que les soldats saoudiens mettent le pied dans la mosquée où l'on se bat colonne après

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beauvère-Méry, fondateur.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDOPUB 266 136 F

Impression :
Le Monde
94832 IVRY

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-1037

Représentations sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-61

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

BP 597 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-98-72

	FRANCE	MONDIAL	EUROPE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	394 F	700 F
6 mois	728 F	762 F	752 F	1 400 F
1 an	1 380 F	1 388 F	1 380 F	2 650 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
leur demande deux semaines avant
leur départ. Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Vous avez l'obligation d'écrire
pour les noms propres en capitales
d'imprimerie.

521 MCN203

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beauvère-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet

Correspondant en chef :

Claude Sales

Administrateur général :

Bernard Wouta

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDOPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-06-81

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

LAURENT FABIOUS

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Jacques AMALRIC (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Pierre-Marie CHRISTIN (RTL)

Les bouleversements dans les pays de l'Est

En RDA

Berlin-Est réaffirme l'existence de deux États allemands

Les Allemands de l'Est désirent de passer une partie du week-end en Allemagne de l'Ouest semblaient devoir être plus nombreux encore que la semaine dernière. Samedi 18 novembre, la première manifestation autonome organisée par les dirigeants de Neues Forum pourrait permettre au mouvement d'opposition de préciser ses intentions, notamment par rapport à un parti communiste décidé à conduire le changement à son rythme.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

A la veille du week-end des centaines de milliers d'Allemands de l'Est s'apprêtent à franchir la frontière entre les deux Allemagnes et la ligne de démarcation de Berlin pour profiter de leur nouvelle liberté de voyager. Les Allemands de l'Ouest avaient pris leurs dispositions pour un afflux encore supérieur à celui de la fin de semaine précédente où à peu près deux millions de personnes étaient venues du côté occidental. Près de dix millions de visiteurs ont été défilés depuis l'ouverture de la frontière en RDA pour une population d'environ 16 millions et demi d'habitants.

Durant toute la semaine, les routes de RDA ont été encombrées dans les régions frontalières de files de « Trabi » et les stations-service prises d'assaut par des automobilistes précautionneux. Dès vendredi, l'attente à certains postes-frontières atteignait plusieurs heures. Les chemins de fer est-allemands ont mis tous leurs trains disponibles pour desservir les principales villes de RFA.

La première grande mobilisation autonome, organisée samedi matin

à Leipzig par Neues Forum représentait dans ces conditions une véritable gageure. Le mouvement, qui a réuni des millions de signatures dans la seconde ville est-allemande à l'occasion des manifestations de lundi, est loin d'avoir réussi la percée à laquelle il aurait pu prétendre comme principal mouvement d'opposition. Trop souvent perçu comme un parti d'intellectuels, on lui reproche aussi de ne pas avoir pris suffisamment de distances à l'égard du Parti communiste.

Légitimité

Dans sa déclaration gouvernementale, prononcée vendredi devant la Chambre du peuple, le nouveau premier ministre, M. Hans Modrow, considéré comme l'un des chefs de file des réformateurs du Parti communiste, a d'ailleurs largement pris prétexte du consensus existant entre les principales forces politiques de RDA, y compris, a-t-il insisté, avec « les nouvelles initiatives des citoyens » pour justifier le maintien d'une « société socialiste ». L'annonce par M. Modrow, que la Chambre a confirmée dans ses fonctions par un vote, samedi 18 novembre, de la composition de son gouvernement n'a pas suscité de surprise dans le pays. La présence d'onze ministres sur vingt-huit appartenant aux partis du bloc national autres que le Parti communiste, ne signifie pas, il est vrai, grand-chose tant que le Parlement n'aura pas été élu lors d'élections libres. L'unionisme qui régnait vendredi dans les discours prononcés au Parlement après la déclaration gouvernementale du premier ministre, n'était guère de nature à démontrer le contraire. Le changement continu pour le moment à être conduit par le Parti communiste, à son rythme. La déclaration de M. Modrow

confirme l'intention des communistes de prendre les devants pour ne pas se laisser surprendre.

En attendant de nouvelles règles électorales et une éventuelle réforme constitutionnelle, les citoyens se verront garantir, par de nouvelles législations, leurs droits les plus élémentaires, comme ceux de rassemblement, de réunion. Le système éducatif doit cesser d'être un instrument de bourrage de crâne, et une « nouvelle approche » est permise en ce qui concerne la défense de la sécurité d'Etat.

Ces mesures suffiront-elles à stabiliser et à rendre viable une Allemagne de l'Est dont l'existence continue à susciter de nombreuses questions ? M. Modrow n'a pas manqué de souligner qu'il faut établir « la légitimité de la RDA comme Etat socialiste et comme Etat allemand souverain » sur de nouvelles bases, justifiant du même coup à ses yeux le maintien de deux États allemands « comme élément indispensable de l'équilibre européen ».

L'offre faite par M. Modrow à la RFA d'engager avec elle de nouvelles relations contractuelles dans tous les domaines possibles. (Le Monde du 18 novembre) traduit l'espoir des nouveaux dirigeants est-allemands de voir la République fédérale jouer le jeu. Reste à voir jusqu'où Berlin-Est est prêt à aller dans cette direction. Interrogé vendredi soir sur ce point, M. Modrow s'est refusé à préciser sa pensée et a rejeté la balle vers Bonn. Mais le président du Parti national-démocrate, M. Harigmann, dont la formation est associée au Parti communiste au sein du bloc national, a affirmé de son côté devant le Parlement que l'idée de « confédération » correspondait à la « situation objective de la RDA et au sentiment d'une grande partie de sa population ».

HENRI DE BRESSON

M. Modrow préconise une réforme profonde de l'économie

Le tableau qu'a donné le premier ministre, M. Modrow, de l'état de l'économie est-allemande ne laisse plus guère de doute sur les difficultés importantes que s'apprête à affronter la RDA. C'est, en effet, un véritable cri d'alarme qu'a lancé le nouveau chef du gouvernement, vendredi 17 novembre, devant la Chambre du peuple, à l'intention à la fois de ses propres concitoyens, mais aussi, et surtout, peut-être de la RFA.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Insuffisance de la production industrielle et agricole, manque de productivité, incapacité à maîtriser les équilibres budgétaires, étouffement général du système par une bureaucratie omnipotente : on est loin de l'apologie triomphante des succès de la politique socialiste tant célébrée avant le quarantième anniversaire de la RDA, début octobre, par les thuriféraires du régime. Les députés ont, par exemple, appris que le déficit budgétaire prévu pour 1990 était de 15 milliards de marks est-allemands, sans que le gouvernement ait d'idées bien précises sur la manière dont il entend le réduire ou le financer. Financier, le ministre des finances du gouvernement sortant avait reconnu que l'Etat avait été obligé de recourir, l'année dernière, à des emprunts massifs pour financer la construction de logements ou l'importation de biens de consommation, et s'est déclaré incapable de donner un chiffre d'inflation, évalué à un rythme d'environ 10 % et 12 % par an.

Le gouvernement de M. Modrow est décidé à aller aussi loin que faire se pourra pour limiter désormais le rôle de l'Etat dans l'économie et laisser au marché son rôle de régulateur. Si le credo socialiste est

réaffirmé à tout bout de champ, on n'en admet pas moins aujourd'hui que le rôle de la planification centrale doit être sérieusement réduit, que le marché doit devenir un élément organique de l'économie planifiée, que le système de fixation des prix et des subventions doit être sérieusement révisé.

D'une manière générale, l'heure est à la réduction de la présence de l'Etat partout où cela est possible. M. Modrow a annoncé un important dégraissage de l'administration et une décentralisation des responsabilités, aussi bien pour les entreprises que pour les collectivités locales. L'entreprise privée est à développer dans les services, l'artisanat, la sous-traitance. On envisage même de revoir le système des combinats, tant vanté comme modèle de gestion socialiste, et l'on appelle de ses vœux le capital étranger à prendre des participations ou à monter des opérations conjointes avec les entreprises est-allemandes.

Initiative

M. Modrow n'est pas allé cependant jusqu'à emprunter aux industriels les plus francs certains vérités difficiles à dire. Hormis certains secteurs de pointe, le parc industriel est-allemand est dans un état souvent déplorable. Dans certaines basses vallées des grandes villes, on se croirait en plein XIX^e siècle. La politique d'investissement de ces dernières années, comme l'a reconnu M. Modrow, a souvent été catastrophique. Des entreprises ont été obligées de maintenir des branches d'activité non rentables pour sauvegarder l'emploi. Si le pays veut s'aligner sur le marché européen, de nombreux dirigeants industriels reconnaissent que des restructurations seront inévitables avec des conséquences que personne n'ose encore imaginer, sur l'emploi et le niveau de vie.

Autre problème abordé, mais seulement en filigrane, par M. Modrow : celui de la différence

de productivité avec celle des concurrents de l'Ouest.

Les habitudes de travail elles-mêmes se ressentent des lourdeurs du système. M. Modrow a invité ses concitoyens à redoubler d'efforts et d'imaginations. « Dans cette situation, a-t-il dit, chaque initiative compte. » Mais demander la confiance des gens est plus facile que de l'obtenir. Et, pour le moment, le premier ministre est bien obligé de déclarer que trop de gens profitent de leur nouvelle liberté de se rendre en visite à l'Ouest pour négliger leurs occupations professionnelles.

Avec l'ouverture des frontières, la principale sanction à attendre de ces déséquilibres est d'ordre monétaire. Le taux officiel de 1 mark est-allemand pour 1 mark ouest-allemand est totalement artificiel. A l'Ouest, le cours de la monnaie est-allemande au marché noir ne cesse de baisser. Il était, ces jours-ci, de l'ordre de 10 à 12 marks « est » contre 1 mark « ouest ». Interrogé, vendredi 17 novembre en fin de journée, sur l'éventuelle dévaluation du mark, le premier ministre s'est irrité, rejetant la responsabilité des tensions qui s'exercent sur la monnaie est-allemande sur les spéculateurs qui changeraient du mark est-allemand à des taux, a-t-il estimé, « qu'on n'avait pas même vus au début des années 60 ». C'est-à-dire à la construction du mur. Le spectre de l'économie est-allemande accablée à la faillite par la spéculation et le marché noir hante les esprits sans qu'il soit, pour le moment, venu à personne l'idée d'expliquer qu'il faudrait peut-être un jour payer les prix des erreurs économiques accumulées. On préfère encore, pour le moment, tabler sur une aide miracle de la RFA et des pays occidentaux. Faisant allusion à la prochaine visite du chancelier Kohl en RDA, M. Modrow a déclaré : « Le changement dans notre pays ne doit pas être seulement suivi avec sympathie, mais exige également d'être aidé politiquement et économiquement. »

H. de B.

Le retour de l'« oncle Willy »

BONN

de notre correspondant

La presse ouest-allemande est unanime : un seul homme politique ouest-allemand s'est montré à la hauteur des événements qui viennent de se dérouler à Berlin et en RDA. Il s'agit de M. Willy Brandt, septante-deux ans, président d'honneur du SPD et ancien bourgmestre de Berlin-Ouest. Son discours au Bundestag, jeudi 17 novembre, en réponse à la déclaration gouvernementale du chancelier Kohl était sans doute l'un des meilleurs qu'il ait fait de sa longue carrière : même M. Theo Weigel, président de cette CSU bavaroise pour qui l'ex-chancelier représente quelque chose d'équivalent au diable, fut obligé d'en convenir : la hauteur de vue et l'humour ravageur avec lequel Willy Brandt distribuait bons et mauvais points au gouvernement méritaient un coup de chapeau.

Force est de constater qu'il est à peu près le seul à ne pas s'être grossièrement trompé sur le cours qu'allaient prendre les choses en RDA : n'annonçait-il pas, dès la fin du mois de septembre, dans un entretien publié par le Monde, qu'il était possible que « deux ou trois cent mille personnes » se trouvent bientôt dans les rues de Leipzig ou de Dresde ? Le vieil homme sentait également venir la fin d'une période qu'il avait inaugurée : celle du rapprochement à petits pas avec les dirigeants de la RDA. Il exhortait le gouvernement et les forces politiques de son pays à faire preuve d'imagination pour être en mesure de faire face à la situation.

Le Parti social-démocrate, qui ne s'est pas signalé par une lucidité plus grande que le gouvernement en la matière, a remis son destin entre les mains de celui à qui on rendait, hier, des hommages d'autant

plus solennels qu'ils étaient le signe d'un plus grand éloignement du pouvoir. Ni M. Hans-Jochen Vogel, président du parti, ni l'espérance Oskar Lafontaine ne sont parvenus à profiter de ces événements historiques pour acquiescer une « plus-value » de stature leur permettant de faire la différence avec le chancelier en prévision des futures élections de l'an prochain.

M. Kohl, qui est aussi fin tacticien en matière de politique politique qu'il est belour et sans imagination dans son œuvre de chancelier fédéral, ne cesse de couvrir Willy Brandt de louanges : cela lui permettra, le moment venu, de critiquer d'autant plus son adversaire direct, lors des prochaines élections.

La montée de Walter Momper

L'autre révélation de cet octobre allemand, c'est le bourgmestre de Berlin-Ouest, M. Walter Momper. Cet homme était, à un an, quasiment inconnu du grand public. Lui-même ne croyait pas à sa victoire lors des élections au Parlement de la ville du mois de janvier dernier. Or, non seulement il a su faire fonctionner sans accrochage fatal une coalition avec les Alternatifs, dont beaucoup prédisaient le rapide échec, mais il a su se montrer à la hauteur du défi extraordinaire que représentait l'ouverture du mur et l'afflux de centaines de milliers de Berlinois de l'Est dans les rues de Berlin-Ouest.

Ces deux hommes passeront lourd à l'heure des décisions au sein du SPD. Ni l'un ni l'autre ne peuvent prétendre à être conciliés à la chancellerie : Willy Brandt est trop vieux, et Walter Momper, trop neuf. Mais le soutien de l'un et de l'autre sera nécessaire à celui qui voudra défaire Helmut Kohl.

LUC ROSENZWEIG

La fin du « tsar bulgare »

(Suite de la première page.)

M. Tranki a demandé, par ailleurs, l'ouverture d'enquêtes sur la Fondation Lioudmila-Jivkova — la fille de M. Jivkov, — « qui a permis à beaucoup de gens de s'enrichir » et sur le montant des sommes perdues au jeu par son fils Vladimir.

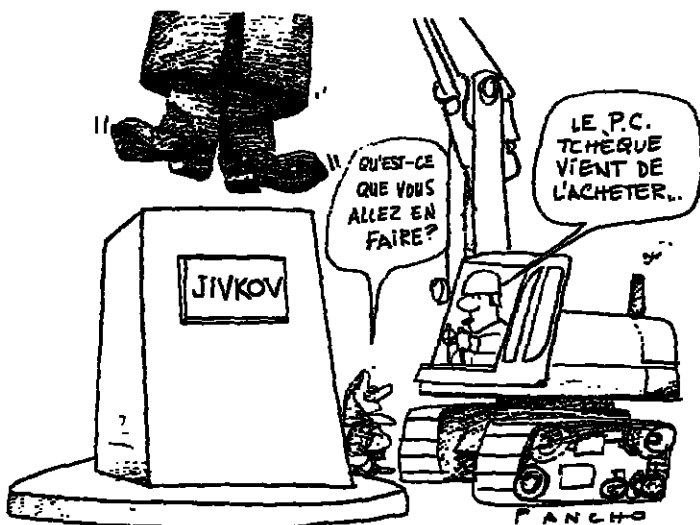
Quelques heures plus tard, un meeting convoqué par une organisation du régime, le Front de la patrie, pour permettre au peuple d'exprimer son soutien aux réformes et à la nouvelle direction du PCB, tournait rapidement au rassemblement anti-Jivkov. Le meeting lui-même, censé faire pendant à la grande manifestation organisée samedi 18 novembre par l'ensemble des mouvements indépendants, ne dura guère plus de quarante minutes et l'un vit même le président de l'Union des Écrivains, Pavel Matev, s'y faire siffler. Il y avait là quelque dix mille personnes — loin des cent mille dont fit état la télévision bulgare plus tard, — dont une bonne partie, d'humeur très joyeuse, étaient venues simplement par curiosité et décidèrent spontanément de rester là, sur la place de l'Assemblée nationale, pour jouer du plaisir nouveau d'être librement ensemble dans la rue. Au son des flonflons déversés par les haut-parleurs, surgirent de cette foule des pancartes plus audacieuses que les sempiternels slogans pour la perestroïka : « Jugement pour les coupables », « Moins de milice, plus de démocratie », « Que l'on juge les millionnaires et les assassins de Gorounia ! » (général tué dans les années 60 pour avoir tenté de renverser Jivkov), ou encore cette pancarte demandant la démission de trois membres supplémentaires du Politburo qui, selon l'opposition, ont aidé, au dernier moment, M. Mladenov à se débarrasser de M. Jivkov pour sauver leur place à la tête du parti.

Sous les vivats et les rires de la foule, un étudiant se jucha sur un podium dressé pour les caméras de télévision et jeta aux manifestants des morceaux d'affiches de l'ancien numéro un qu'il déchirait consciencieusement. Une voiture de la milice diffusait des appels à la dispersion auxquels personne ne prêtait attention et, peut-être dans le but de faire obtempérer les manifestants alors que la nuit tombait, décida de traverser la foule. Mal lui en prit, car elle se trouva aussitôt cernée par quelques centaines de personnes, qui se mirent à siffler et à taper sur la voiture. A grande coupe de marche arrière brutale, la « Volga » finit par se dégager et battit en retraite, sous les huées de la foule.

Pour des élections libres

On vit aussi dans cette manifestation quelques banderoles réclamant des élections libres, « tout de suite ». Mais de cela, il n'avait pas été question dans la journée à l'Assemblée nationale où les députés élurent M. Mladenov chef de l'Etat en remplacement de Todor Jivkov, abolirent l'article 273 du code pénal réprimant les « affirmations » susceptibles de discréditer l'Etat, et adoptèrent une modification des structures du gouvernement, dans le sens d'une organisation plus rationnelle du secteur économique.

Certes, M. Mladenov — interrogé par une équipe de « la Cinq » confisa, dans les couloirs, qu'il était « personnellement pour » des élections libres, « mais il faut voir l'expérience en RDA et surtout », s'exprima-t-il d'ajouter, prudent, « bien sûr, en Union soviétique ». Devant les députés, le mot d'élections anticipées ou libres n'a pas été prononcé et les députés eux-mêmes ont compris



qu'ils devaient rester en fonctions jusqu'à la fin de leur mandat. Le premier ministre, Guéorgui Atanasov, est, lui aussi, maintenu dans ses fonctions.

Les députés auront toutefois, a promis M. Mladenov dans un discours au contenu on ne peut plus gorbatchévien, un nouveau rôle à tenir, puisque le Parlement, privé de ses prérogatives depuis des années par une pratique politique diffamante, doit recouvrer toutes ses fonctions législatives dans le cadre d'un « Etat de droit moderne, humaniste, démocratique et socialiste ». C'était là un des thèmes essentiels de Mikhail Gorbatchev il y a près de deux ans, un thème auquel a d'ailleurs pleinement adhéré dans la foulée le président de l'Assemblée nationale, M. Stanko Todorov, lui-même une semi-victime de Todor Jivkov puisqu'il fut chassé du Politburo en juillet 1988.

Ouverture

M. Todorov a dénoncé le fait que, en violation de la Constitution, « pas un gouvernement ne soit venu rendre de comptes devant le Parlement depuis huit ans ». « Nous savons très bien qu'il était derrière cette pratique, a-t-il poursuivi, l'activité législative du Parlement était complètement bloquée » et l'on gouvernait par décrets. « Ne pensez pas

que c'était facile pour moi ! » s'est encore écrié le président de l'Assemblée nationale avant de blanchir sa conscience, en révélant qu'il avait proposé sa démission il y a dix-huit mois, « mais ni le bureau politique ni le Conseil d'Etat ne l'ont acceptée, alors j'ai dû la retirer... »

On a tôt fait de se battre la coulpe ces derniers jours à Sofia et du coup, quelques députés s'y sont mis aussi. « Cette ambiance jusqu'ici nous opprimait », a reconnu l'un d'eux, Vladimir Kalaldjiev : les députés ont sans doute eux aussi été complices. Son collègue Nikolai Khatov, lui, avouait carrément le soir à la télévision : « Cela fait huit ans et demi que je viens dans ce bâtiment, et c'est la première fois que je me sens député. »

Encore toute émerveillée par des ouvertures attendues depuis si longtemps, l'opposition bulgare ne s'offusque pas pour l'instant de ces revirements. L'heure est à la tolérance, souligne, radieuse, l'écrivain Eliza Dimirova, qui milite courageusement depuis un an au sein du Club pour le soutien de la glasnost et de la perestroïka. La porte de son appartement garde encore les traces d'insultes peintes en blanc cet été. « Nous sommes un petit pays, dit-elle, nous devons surmonter nos blessures pour appuyer ce processus, qui sera dur et long ».

SYLVIE KAUFFMANN

هكذا من الامم

حکومت الاصل



EUROPE

Les bouleversements dans les pays de l'Est et l'attitude des Occidentaux

• En UNION SOVIÉTIQUE

Une charge contre M. Ceausescu et un encouragement aux réformes chez les autres alliés

MOSCOU

de notre correspondant

« Rien n'est éternel », déclarait, vendredi 17 novembre, M. Chevardnadze devant le Soviet suprême, et cette déclaration a dû faire passer une mauvaise nuit à M. Ceausescu. Car si le ministre des affaires étrangères soviétique avait en vue l'ordre européen issu de la guerre, les *Izvestia* publiaient le même jour, sous le titre de « Perspectives radieuses, tâches grandioses », une véritable charge contre le dictateur roumain.

Après avoir sobriement noté que, « à l'approche du quatorzième congrès du Parti communiste roumain (...), la presse publie des télégrammes de travailleurs », l'organe du gouvernement soviétique cite, sans commentaires, mais avec une ironie assassine, quelques-uns de ces textes :

« Très estimé et aimé camarade Nicolae Ceausescu, libéré ainsi dans les *Izvestia*, dans l'atmosphère de la puissance essor spirituel dans lequel les travailleurs, tout le peuple accueillent le grand forum des communistes roumains, permettez-nous, très estimé camarade secrétaire général Nicolae Ceausescu, héros entre les héros, mineur d'honneur du pays, de vous annoncer que les cent dix mineurs de la brigade du quatrième secteur de la mine Petrila (...) ont rempli et dépassé le plan quinquennal. »

Pour un Soviétique, c'est le fou rire nerveux assuré, mais ça continue, l'air de rien, sur un quart de page, avec le « dirigeant éclairé de la nation, génial bâtisseur de la Roumanie socialiste » et « son activité révolutionnaire quotidienne titanesque » ou encore « l'ère Ceausescu » marquée par « des créations grandioses qui survivront au siècle. »

Si les *Izvestia* ne disent pas que ces « créations » ont notamment détruit tout Bucarest et ravagé les

campagnes de Transylvanie, elles indiquent en revanche, qu'il « n'est un secret pour personne que la décision [de rembourser intégralement la dette extérieure] s'est traduite dans le pays par des étalages vides dans les magasins d'alimentation [et] de cruelles économies de chauffage. »

« Il n'est pas exclu, note en conclusion le quotidien, que le congrès examine la situation dans les pays socialistes » puisque « le camarade dirigeant brillant et clairvoyant Nicolae Ceausescu » a relevé au cours du dernier plénum du PCR que « certaines erreurs et fautes [s'y] font sentir dans des directions droitières, liquidatrices et réformatrices. »

Du côté tchécoslovaque, en revanche, les pressions discrètes et l'évolution générale du bloc semblent donner quelques premiers résultats. Au moment même où les étudiants de Prague défilent au cri de « Ça a marché en RDA ! », et se font faire la fête avec une sauvagerie voulue et planifiée, l'idéologue de la direction tchèque débattait, en effet, à Moscou, des « objectifs urgents de la restructuration en URSS et en Tchécoslovaquie. »

Reçu par son homologue soviétique, M. Medvedev, et par M. Frollov, nouveau directeur de la *Pravda* et homme de confiance de M. Gorbatchev, M. Fojtik a également examiné avec eux « les problèmes compliqués qui se posent dans la préparation des documents du [prochain] congrès » du PC tchécoslovaque. L'exégèse est aisée : il y a désaccords à Prague sur l'urgence de la perestroïka. M. Fojtik est venu en parler à Moscou et il en a profité pour estimer avec ses interlocuteurs (et c'est là l'expression d'une ligne) que « les récents événements de la RDA signifient une accélération du processus de renouveau socialiste dans ce pays. »

Il n'y aurait, autrement dit, qu'avantage à en faire autant à Prague — opinion que ne contesterait certainement pas M. Chevardnadze, qui a expliqué, lui, devant les députés soviétiques que « les processus en cours dans les pays de l'Est européen étaient logiques et historiquement justifiés. »

Après avoir félicité la nouvelle direction est-allemande pour ses « pas audacieux et innovateurs » qui sont, a-t-il dit, « dans l'intérêt du socialisme, des alliés du pacte de Varsovie et de l'Europe entière », M. Chevardnadze a souhaité le succès du gouvernement de M. Mazowiecki en notant que depuis sa formation la tension avait baissé en Pologne.

Hommages aussi au changement en Bulgarie, mais, si « rien n'est éternel » et si les réalistes actuels de l'Europe « changeront, bien sûr », M. Chevardnadze a longuement insisté sur le fait que « personne n'avait le droit de changer unilatéralement [ces] réalités » que sont l'existence de « deux États allemands, de deux alliances politico-militaires et de frontières établies après guerre et fixées par des actes juridiques internationaux. »

C'est tout pour mot ce qu'a parallèlement dit M. Gorbatchev aux présidents des Parlements français et ouest-allemand. Et cela signifie que si la démocratisation de l'Europe centrale n'est pas considérée comme contraire aux intérêts d'Etat de l'URSS, toute évolution non négociée de l'équilibre stratégique européen le serait. Mais puisque cette évolution est inévitable, et souhaitable pour elle aussi, l'URSS est prête à en examiner les lignes directrices.

L'important dans le sommet de Malte, a expliqué M. Chevardnadze, est la « réelle impulsion qui sera donnée à la recherche de solutions mutuellement acceptables. »

BERNARD GUETTA

• En HONGRIE

MM. Delors et Dumas engagent le pouvoir et l'opposition à trouver un accord sur l'économie

BUDAPEST

de notre envoyé spécial

On peut penser que, samedi soir à l'Élysée, MM. Roland Dumas et Jacques Delors recommanderont aux Douze de la CEE d'accorder aux Hongrois l'important prêt relais que ceux-ci réclament avec insistance. Ce devrait être le résultat logique des entretiens que les deux responsables communautaires ont eus vendredi 17 novembre à Budapest, tant avec le gouvernement hongrois qu'avec les dirigeants de l'opposition.

Le gouvernement, dirigé par M. Nemeth et ses amis du Parti socialiste hongrois (PSH, ex-communiste), hérite à annoncer le programme de redressement économique exigé par les experts du Fonds monétaire international, à la veille d'une série de consultations électorales. Il ne pourrait le faire que si les partis d'opposition le soutenaient sur ce point. Une perspective qui n'enthousiasme pas forcément ces derniers.

Le gouvernement, dirigé par M. Nemeth et ses amis du Parti socialiste hongrois (PSH, ex-communiste), hérite à annoncer le programme de redressement économique exigé par les experts du Fonds monétaire international, à la veille d'une série de consultations électorales. Il ne pourrait le faire que si les partis d'opposition le soutenaient sur ce point. Une perspective qui n'enthousiasme pas forcément ces derniers.

Le gouvernement, dirigé par M. Nemeth et ses amis du Parti socialiste hongrois (PSH, ex-communiste), hérite à annoncer le programme de redressement économique exigé par les experts du Fonds monétaire international, à la veille d'une série de consultations électorales. Il ne pourrait le faire que si les partis d'opposition le soutenaient sur ce point. Une perspective qui n'enthousiasme pas forcément ces derniers.

Message reçu

MM. Dumas et Delors devaient manœuvrer avec doigté : « Nous avons retourné le problème dans tous les sens », a raconté M. Dumas. Ils savaient qu'il leur serait impossible de recommander aux Douze de consentir le prêt demandé s'il n'y avait pas, au moins, progression des négociations entre le FMI et le gouvernement hongrois. Une telle progression suppose la conclusion, entre le pouvoir en place (c'est-à-dire entre les réformateurs communistes) et les partis d'opposition, d'un pacte de non-agression sur le dossier économique. Une aubaine pour M. Nemeth et ses amis. C'est cependant ce qu'ont suggéré MM. Dumas et Delors, malgré leur souci de neutralité.

Il semble qu'ils aient été entendus : en tout cas, le mes-

PHILIPPE LEMAÎTRE

M. Fabius à Moscou avec la présidente du Bundestag

« Eviter le prosélytisme idéologique »

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, a achevé, vendredi 17 novembre, une visite officielle de deux jours à Moscou, avec la présidente du Bundestag de la République fédérale d'Allemagne, M^{me} Rita Süßmuth (CDU). M. Fabius et M^{me} Süßmuth ont rencontré, jeudi 16 novembre, les présidents du Soviet de l'Union et du Soviet des nationalités, MM. Primakov et Nichanov, et, vendredi, le premier vice-président du Soviet suprême, M. Loukianov, juste avant d'avoir un entretien d'une heure et demie avec le chef de l'Etat, M. Mikhaïl Gorbatchev. Le numéro un soviétique a insisté sur le fait qu'il n'était pas question de toucher aux frontières héritées de la deuxième guerre mondiale, ce que M. Fabius a résumé d'une phrase : « Les murs tombent, les frontières restent ! »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

L'idée de ce voyage franco-allemand destiné à renforcer les relations parlementaires avec l'Union soviétique avait été lancée dès le mois de février dernier. Ce déplacement a pris toutefois un relief particulier, à un moment où l'Allemagne fédérale est suspectée par certains de se détourner de la Communauté économique européenne au profit de l'Allemagne de l'Est. M^{me} Süßmuth s'est employée, à plusieurs reprises, à dissiper cette impression, en réaffirmant hautement l'ancrage de son pays dans la CEE, car il ne peut y avoir de coopération avec les Etats de l'Est « sans cohérence à l'Ouest. »

« Il n'y a pas de chemin particulier à la RFA. Ce que nous faisons, c'est pour l'Europe », a-t-elle affirmé, en soulignant l'importance et la valeur symbolique de la démarche franco-allemande effectuée par elle-même et le président Fabius dans la capitale soviétique. Elle a également profité de cette visite pour aborder avec ses interlocuteurs la question du statut des députés de Berlin-Ouest, qui n'ont qu'une voix consultative à Bundestag.

Pour sa part, M. Laurent Fabius a rappelé que « la vie parlementaire est au cœur de la démocratie ». Il a donc souhaité apporter aux Soviétiques l'expérience d'un parlement déjà ancien et recueillir, en retour, « un peu du vent qui souffle dans les parlements nouveaux ». Il a également estimé possible de réfléchir à la constitution, dans l'avenir, d'une chaîne de

télévision parlementaire à un niveau européen vaste.

Pas de pénurie des débats...

Evocant sa conversation avec le chef de l'Etat soviétique, M. Fabius s'est montré soucieux de voir l'Europe de l'Ouest ne pas risquer de fausser « la clé des évolutions à l'Est », en cherchant à précipiter le mouvement : « La démocratisation doit se poursuivre à l'Est, mais il doit y avoir stabilité. » Il faut éviter de jeter de l'huile sur le feu. Il y a des temps de l'Histoire qui doivent être respectés. Il ne faut pas chercher à profiter des difficultés intérieures de l'Union soviétique. (...) Il ne faut pas que ceux qui viennent faire, dans ce pays, de la coopération économique se comportent en prosélytes idéologiques », a-t-il dit, répondant ainsi au vœu de M. Gorbatchev.

M. Gorbatchev a expliqué, quant à lui, qu'il avait été indispensable de lancer les réformes politiques dans son pays avant les réformes économiques, même s'il était parfaitement conscient aujourd'hui de l'impatience du peuple soviétique. « Nous avons toutes les pénuries possibles, sauf celle des débats ! », a-t-il fait remarquer, en forme de boutade. Très intéressé par le développement de la coopération économique avec l'Ouest, notamment dans le domaine de la formation des cadres, il a chargé M. Fabius de faire part de cette attente à qui de droit à Paris.

PIERRE SERVENT

Le président américain s'informera auprès de M. Mitterrand des résultats du dîner des Douze

Le président américain George Bush s'est entretenu vendredi 17 novembre par téléphone avec MM. Mitterrand, Kohl, Mulroney et avec M^{me} Thatcher de l'évolution de la situation en Europe de l'Est. Les présidents français et américains sont convenus de se parler de nouveau après le dîner qui devait rassembler samedi à l'Élysée les dirigeants des douze pays de la Communauté européenne. M. George Bush avait insisté ces jours derniers sur l'importance qu'il attachait à la concertation avec ses alliés européens avant sa rencontre avec M. Gorbatchev les 2 et 3 décembre à Malte.

Répondant à un message que lui avait adressé le numéro un soviétique, le président américain a souhaité, à peu près dans les mêmes termes, que les changements en cours en Europe de l'Est et en URSS se déroulent de façon

La réunification n'est pas au menu

Suite de la première page

Ainsi, il devrait apparaître nettement au sortir de la table que les onze partenaires de la RFA sont d'accord sinon pour enterrer la question de la réunification du moins pour tout faire afin qu'elle ne se pose que dans quelques années.

L'ordre européen issu de la seconde guerre mondiale vacille sans doute, mais les Occidentaux, dont comme les Soviétiques, d'ailleurs, cherchent à se ménager un délai de grâce, à obtenir un sursis de l'histoire au nom de la stabilité.

C'est ainsi que, depuis quelques jours, l'émotion berlinoise étant passée, on évoque plus la question de la réunification dans la plupart des capitales occidentales que pour constater qu'elle n'est pas d'actualité.

L'expression a été utilisée par M. Roland Dumas, qui l'aurait empruntée au président de la République, mais on la retrouve à quelques nuances près dans la bouche de dirigeants américains, néerlandais, britanniques.

Le problème, c'est que cette constatation est surtout un souhait.

« calme et pacifique ». D'autre part, dans un entretien accordé vendredi à la radio de NBC, M. Bush s'est refusé à qualifier d'« évènement » la réunification de l'Allemagne. « C'est une question sur laquelle l'Union soviétique est très sensible », a-t-il noté. Il a indiqué que certains dirigeants étrangers avaient exprimé des « préoccupations en raison de précédents historiques », mais, a-t-il ajouté, « je ne pense pas que l'Histoire doive se répéter s'il y a un Etat allemand unifié. »

De son côté, le chancelier Helmut Kohl a demandé une fois de plus vendredi « la confiance » des voisins de l'Allemagne et écarté l'idée qu'« un nouveau nationalisme allemand » serait en train de naître, « comme certains le soupçonnent ». Promettant une fois de plus l'aide de la République fédérale

« calme et pacifique ». D'autre part, dans un entretien accordé vendredi à la radio de NBC, M. Bush s'est refusé à qualifier d'« évènement » la réunification de l'Allemagne. « C'est une question sur laquelle l'Union soviétique est très sensible », a-t-il noté. Il a indiqué que certains dirigeants étrangers avaient exprimé des « préoccupations en raison de précédents historiques », mais, a-t-il ajouté, « je ne pense pas que l'Histoire doive se répéter s'il y a un Etat allemand unifié. »

Les nouveaux dirigeants est-allemands ont fait de même, bien sûr, ainsi que certains responsables de mouvements oppositionnels. La situation n'en comporte pas moins beaucoup d'inconnues. Il n'est pas certain que le thème de la réunification n'apparaisse pas un jour dans les rues de la RDA, et personne ne peut prédire que la mise en contact massif de deux peuples allemands ne va pas entraîner une réaction chimique aux conséquences imprévisibles. On peut se poser la même question à propos des élections libres promises par M. Krenz.

Les Occidentaux, qui ont déjà été pris en défaut par la rapidité des événements, ne peuvent pas ne pas se poser ces questions. Ils y

répondent par l'aide à la RDA : pour eux, il faut en effet tout faire pour éviter que le régime ne s'effondre, ne se vide de sa substance. Pour que la question de la réunification ne se pose pas trop vite et « à chaud », le régime est-allemand doit survivre, devrait-on se livrer à des pratiques relevant de l'acharnement thérapeutique.

Se pose dès lors une autre interrogation : faudra-t-il conditionner cette aide à la RDA à la mise en place dans ce pays d'institutions réellement démocratiques, à commencer par l'organisation d'élections libres ? Les avis semblent partagés. Si le chancelier Kohl est de cet avis, le président Mitterrand estimerait en revanche, à en croire ses conseillers, qu'aucune « conditionnalité stricte » ne doit être émise.

L'aide économique

Autre sujet important, éminemment politique sous son aspect technique : comment donner un aspect communautaire à l'aide aux pays de l'Est en général, à la RDA en particulier ? Pour plusieurs pays occidentaux, c'est là un point fondamental si on veut éviter une trop rapide réunification économique de facto de l'Allemagne. La RFA est en effet la mieux placée pour aider la RDA en raison de la proximité, de la complémentarité des éco-

nomies, de la communauté de langue, pour ne rien dire de l'histoire. Les discussions seront ardues, et il est déjà clair que l'idée d'une banque européenne spécialisée lancée par M. Mitterrand ne fait pas l'unanimité, pas plus d'ailleurs que celle d'une Europe à plusieurs cercles dont le promoteur est M. Jacques Delors.

JACQUES AMALRIC

de la défense, a joint sa voix à celle des députés européens toriers, qui, à la veille de la rencontre exceptionnelle des Douze, ont exprimé leurs craintes de voir Mme Thatcher se démarquer de ses partenaires. Il serait « impensable », a estimé l'ancien ministre, que la Grande-Bretagne ne prenne pas pleinement part aux efforts de la CEE pour répondre de façon concertée aux événements d'Allemagne de l'Est.

Dans un message adressé à M. François Mitterrand, le chancelier autrichien Franz Vranitzky, enfin, a offert aux Douze la coopération de l'Autriche pour « la réalisation d'une tâche européenne commune », en faisant valoir « l'expérience particulière » dont dispose son pays en raison de sa proximité avec les pays d'Europe de l'Est.

L'expérience de l'aide à la Pologne et à la Hongrie, qui aurait dû être centralisée par la Commission de Bruxelles, ne pousse guère à l'optimisme : ces aides sont encore accordées — souvent chichement — d'une manière bilatérale, chaque pays donneur ne voulant pas se priver de retombées politiques importantes.

Les arrière-pensées, on le voit, ne devraient pas être absentes samedi soir à l'Élysée. Elles n'opposent pas seulement les Onze au chancelier Kohl, même si celui-ci réaffirme l'ancrage à l'Ouest et dans la CEE de la RFA. M. Mitterrand est bien décidé à profiter de la nouvelle situation régnant en Europe pour renouer d'obtenir le chancelier Kohl un engagement plus ferme dans l'affaire de l'Union économique et monétaire. Et M^{me} Thatcher, qui flaire le piège, plaide que ces engagements doivent entraîner non un renforcement de la CEE, qui ne peut être selon elle que bureaucratique, donc socialiste, mais un élargissement de l'Europe.

JACQUES AMALRIC



EUROPE

ESPAGNE
Assassinat
d'un lieutenant-colonel
MADRID
de notre correspondant

L'ETA militaire a commis, vendredi 17 novembre, son troisième attentat mortel en moins de deux semaines. Elle a choisi pour cela le centre de Madrid, dans le quartier populaire d'Atocha, face à la principale gare de chemin de fer de la capitale, où a été assassiné le lieutenant-colonel José Martínez Moreno, âgé de cinquante et un ans. Cet attentat n'a pas encore été revendiqué, mais personne n'a de doute à Madrid quant à son origine.

Il était un peu plus de 17 heures, et la voiture du lieutenant-colonel venait de s'arrêter à un signal lumineux sur la place d'Atocha. Deux hommes descendirent rapidement d'un autre véhicule et mitrillèrent à bout portant l'officier, qui est mort sur le coup, tandis que son chauffeur, un jeune conscript, était blessé. Malgré le trafic, dense, du centre de Madrid, les assaillants s'enfuirent à bord de leur voiture, qui allait être retrouvée peu après, partiellement incendiée par ses occupants. La police a immédiatement établi de nombreux contrôles sans succès aux principales sorties de la ville.

C'est la première fois que l'ETA militaire frappe à Madrid depuis l'assassinat, le 12 septembre, du procureur, M^{re} Carmen Tagle. L'organisation séparatiste a, en revanche, multiplié ces derniers jours les attentats au Pays basque. Le 6 novembre, était assassiné un sous-inspecteur de police à Getxo, en Biscaye. Et trois jours plus tard, un attentat manqué visait un autre membre des forces de l'ordre. Enfin, le 15, un jeune homme de Bilbao était tué par l'explosion d'une bombe placée sous sa camionnette.

THIERRY MALINIAK

■ **IRLANDE DU NORD** : deux assassinats. — Après la mort de l'un de ses dirigeants, Robert Glover, tué, mercredi 15 novembre, dans un attentat revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA), une société de construction d'Irlande du Nord a annoncé qu'elle retirait tous ses projets en cours avec les forces de sécurité britanniques. Par ailleurs, un suppléant du Régiment de défense de l'Ulster (UDR), à majorité protestante, a été tué, vendredi 17 novembre, près d'Armagh. L'assassinat, non encore revendiqué, est attribué à l'IRA. — (AP, Reuters.)

PROCHE-ORIENT

LIBAN

Le « non » chrétien bloque toujours la formation du gouvernement Hoss

BEYROUTH
de notre correspondant

L'éventuelle participation du chef du Front libanais et du parti Kataeb (Phalanges), M. Georges Saadé, au futur gouvernement conditionne toujours, après une semaine d'intenses consultations, la formation du cabinet d'union nationale de M. Salim Hoss. Le refus des autres partis chrétiens et de la milice des Forces libanaises d'entrer dans ce gouvernement, tant que le « cas » du général Aoun ne sera pas réglé, empêche, en effet, une large union. M. Hoss pourrait être contraint de former soit un cabinet de parlementaires, dont certains chrétiens, soit un gouvernement provisoirement restreint.

Profitant du regroupement non dénué d'ambiguïtés des partis chrétiens, le général Aoun s'est rendu, vendredi soir 17 novembre, au siège du patriarcat maronite de Bkerké. Là il a eu un entretien téléphonique avec le patriarche.

Mgr Nasrallah Sfeir, réfugié, après avoir été molesté par des partisans du général, dans sa résidence d'été de Dimane, dans le nord Liban sous contrôle syrien. Après les échanges très durs qui s'étaient déroulés, par le biais d'interventions publiques, entre les deux hommes, le général Aoun a invité le patriarche à rentrer à Bkerké, déclarant : « Je suis disposé à accomplir tout ce qu'on peut me demander pour assurer son retour ».

Cette visite n'est toutefois intervenue qu'après une mise au point du patriarcat affirmant « qu'il n'y a aucune opposition ou contradiction réelle entre les tenants de l'accord de Taëf et ses détracteurs », du moment que les uns comme les autres poursuivent un même objectif, la souveraineté complète et intégrale du pays ». Ce constat, qui déclare encore que le processus de Taëf peut être une « voie de salut » autant qu'un « facteur de division et de déstabilisation

accrues », insiste sur la nécessité « de préserver l'unité des rangs chrétiens ».

Ce souci d'unité fait grincer des dents dans le camp à majorité promusulmane où, comme le dit un responsable, « une fois de plus, et comme à chaque crise, les musulmans placent leur unité avant celle du Liban, et c'est en cela qu'est menacé, plus que l'accord, l'esprit de Taëf ». A Beyrouth-Ouest, les responsables s'interrogent aussi sur le fait de savoir si les hésitations de M. Saadé ne relèvent pas, en même temps, d'une volonté de surenchère lui permettant d'exiger les « meilleures » places pour les députés du camp chrétien. Ce blocage du camp chrétien a fait dire, vendredi, au général Aoun que « l'accord de Taëf est enterré » et qu'il va lui proposer « un substitut » prévoyant des réformes politiques et une élection présidentielle « sur une base représentative non parlementaire ».

FRANÇOISE CHIPAUX

Le premier ministre israélien en voyage aux Etats-Unis

M. Shamir durement critiqué par les dirigeants des organisations juives américaines

Washington (AFP). — Quarante et un dirigeants d'organisations juives américaines ont lancé un sérieux avertissement au premier ministre israélien Itzhak Shamir, actuellement en tournée aux Etats-Unis.

« De profondes divergences existent quant au principe de l'échange de territoires contre la paix avec des frontières garanties, un principe que certains rejettent d'office mais que, croyons-nous, la plupart des juifs américains ne rejettent pas », ont écrit dans une lettre ouverte adressée au chef du gouvernement israélien ces dirigeants, anciens ou en fonction, d'un nombre impressionnant d'organisations juives. Tout en soulignant que leur soutien pour Israël ne faiblit pas, les signataires demandent à M. Shamir lorsqu'il se rendra aux Etats-Unis de ne pas confondre courtisane et assentiment ni les applaudissements pour une approbation de toute sa politique ».

M. Shamir a également essuyé de sévères critiques au Congrès pour la

collaboration militaire entre Israël et l'Afrique du Sud.

La visite de M. Shamir à Washington, qui a quitté la capitale jeudi 16 novembre, pour une tournée de plusieurs villes, a été entourée d'un grand mutisme. La Maison Blanche et le département d'Etat n'ont fait que des déclarations évasives, affirmant que l'échange de vues entre le président George Bush et le premier ministre avait été productif, sans expliquer pourquoi. M. Shamir lui-même a affirmé avoir fait des progrès, sans dire lesquels.

Ce silence inhabituel a donné lieu aux interprétations les plus diverses. Une chaîne de télévision a affirmé que l'entretien à la Maison Blanche avait été tendu, un journal rapportant que M. Shamir avait fait des concessions. Une explication plus simple serait que les responsables américains, qui avaient fait savoir à l'avance qu'ils n'attendaient pas grand-chose de cette visite, avaient raison.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Révélation sur l'existence d'un « commando de la mort »

Johannesburg (AFP). — L'hebdomadaire *Vrye Weekblad* a publié, vendredi 17 novembre, une longue interview d'un ancien capitaine de la police sud-africaine, Dirk Coetzee, qui affirme avoir été le chef d'un « commando de la mort » responsable d'une série de meurtres politiques commis en Afrique du Sud et à l'étranger.

M. Coetzee, dont le nom a été cité par un autre membre de ce commando, M. Buzane Almond Nofomela, condamné à mort en attente d'être exécuté, s'est enfui il y a quelques jours à l'île Maurice, affirme *Vrye Weekblad*. Dans cet entretien, M. Coetzee, dont le groupe était basé à Vlasplaas, près de Pretoria, admet avoir participé au meurtre de Ruth First, l'épouse de Joe Slovo, l'un des dirigeants du Congrès national africain (ANC) tué par l'explosion d'un colis piégé au Mozambique, en 1982. Il affirme également que les explosifs qui ont servi à un attentat à la bombe contre les locaux de l'ANC à Londres, en 1982, sont entrés en Grande-Bretagne par la valise diplomatique. M. Coetzee fait en outre une série de révélations sur des attentats à la bombe commis contre d'autres responsables de l'ANC, et

sur une tentative d'assassinat contre son responsable militaire, Chris Hani. Il raconte comment les chimistes de la police sud-africaine injectaient du poison dans des bouteilles de whisky, qui étaient ensuite envoyées à Maputo pour être données à des militants de l'ANC.

Accusé par M. Nofomela d'avoir participé en novembre 1981 à Durban au meurtre de Griffiths Mxenge, un avocat anti-apartheid, M. Coetzee a reconnu les faits, en avouant qu'il avait ordonné à ses hommes de maquiller le crime en cambriolage. Sa version des meurtres corrobore celle donnée par M. Nofomela, qui avait confessé son appartenance au commando quelques heures avant la date prévue de son exécution. Condamné à mort pour un meurtre de droit commun, cet homme avait alors obtenu un délai de grâce pour permettre aux autorités d'enquêter sur ses révélations.

Un porte-parole de la police a annoncé qu'une enquête était ouverte sur les révélations de M. Coetzee. Ce porte-parole, le major-général Herman Stadler, s'est étonné que « le capitaine Coetzee, qui a été suspendu de la police sud-africaine il y a plusieurs années, fasse maintenant de telles accusations irrévérencieuses depuis un pays étranger, où il ne peut pas être interrogé ».

Malgré l'inquiétude de Washington

La France autorise la livraison de trois avions Mirage à la Libye

Le gouvernement français a autorisé, jeudi 16 novembre, la livraison à la Libye de trois avions de combat (un intercepteur de défense aérienne Mirage F-1 et deux Mirage-5 qui sont des avions d'attaque Mirage-III simplifiés), placés sous embargo depuis 1986 conformément à une décision de la Communauté européenne de blocage des fournitures militaires après l'agression libyenne contre le Tchad. Déjà, en juin dernier (le Monde du 29 juin), la France avait repris ses livraisons à la Libye de pièces détachées pour des matériels considérés comme non offensifs.

A Paris, le Quai d'Orsay a justifié cette décision en affirmant que ces livraisons n'accroîtraient pas la capacité offensive de l'armée

libyenne. Mais, à Washington, le département d'Etat s'est déclaré « tout à fait inquiet et déçu » de cette décision, en estimant qu'il n'était pas encore temps d'alléger les sanctions contre la Libye qui « poursuit ses efforts pour soutenir les rebelles ichadites » malgré l'accord-cadre intervenu en août dernier entre Tripoli et N'Djamena.

Chez Dassault, la chaîne de fabrication des Mirage-III et des Mirage F-1 ne comprend plus que le montage de sept Mirage-III modernisés pour le Venezuela et de huit Mirage F-1 pour l'Irak. La chaîne ne sera pas arrêtée mais mise en sommeil le temps d'attendre la signature de nouveaux contrats.

EN BREF

■ **MAROC** : libération d'un dirigeant socialiste. — M. Mohammed Ali Kaddour, membre du comité central de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition progressiste), a été gracié par le roi Hassan II et remis en liberté jeudi, a annoncé, vendredi 17 novembre, le quotidien de l'USFP, *Al Ittihad Al Ichtiraki*. M. Ali Kaddour avait été condamné à mort par contumace à l'issue du procès intenté contre les instigateurs de l'attentat contre le roi Hassan II en août 1972. Le responsable de l'USFP, qui vivait en exil en France, avait été arrêté en mars, à Rabat, où il était venu participer au cinquième congrès de son parti. Selon *Al Ittihad Al Ichtiraki*, sa libération est intervenue à la suite d'un entretien que le premier secrétaire de l'USFP, M. Abderrahim Bouabib, a eu, mercredi, avec le roi. — (AFP.)

■ **SRI-LANKA** : une soixantaine de morts en quatre jours. — Des militants du mouvement nationaliste tamoul Front révolutionnaire de libération du peuple tamoul (EPRLF) ont, pour la seconde fois, vendredi 17 novembre, attaqué des positions gouvernementales sri-lankaises dans le nord de l'île. Les combats auraient fait six morts et trente-cinq blessés parmi les forces de l'ordre selon un porte-parole officiel, et trois cent trente-quatre tués selon l'EPRLF. Soutenu par l'Inde, ce mouvement contrôle l'administration de la province septentrionale du pays, peuplée de Tamouls. Depuis le 14, les violences ont fait au moins soixante-sept victimes au Sri-Lanka.

■ **VANUATU** : vers des « relations diplomatiques normales » avec la France. — La France nommera prochainement un chargé d'affaires à Vanuatu, a annoncé, mercredi 15 novembre, le Quai d'Orsay à l'issue de la visite à Paris du ministre des affaires étrangères de Vanuatu, M. Donald Kalpokas. Les relations diplomatiques entre les deux Etats étaient réduites au minimum depuis l'expulsion, en octobre 1987, de l'ambassadeur de France à Port-Vila (le Monde du 15 novembre). Ceci constitue un pas positif vers le rétablissement des « relations diplomatiques normales » entre la France et Vanuatu, indique-t-on à Matignon.

JUSQU'AU 30 NOVEMBRE
RENAULT VOUS REÇOIT CINQ SUR CINQ



REPRISE ARGUS
+5000 F
ou 5000 F minimum

Reprise Argus* +5000 F ou 5000 F minimum de votre véhicule si vous le possédez depuis au moins 6 mois, pour tout achat d'une Renault Supercinq, hors séries limitées. (*Conditions générales Argus. Diminuée des charges et frais professionnels et des éventuels frais de remise à l'état standard).

FINANCEMENT SPÉCIAL

LOA sur 25 mois*

Par exemple pour une Renault Supercinq Five 3 portes. Prix TTC clés en main 47 000 F. Location avec option d'achat sur 25 mois moyennant un versement initial de 18 800 F (1^{er} loyer majoré 11 750 F + dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale 7 050 F) et 24 loyers de 1 295 F. Coût total en cas d'acquisition 49 880 F.

Coût total du financement : 2 880 F TTC.

Ces deux offres, valables jusqu'au 30/11/89, sont réservées aux particuliers et concernent les VP. neufs.

* Sous réserve d'acceptation par la DMC - S.A. au capital de F 321 480 700 27-33, qui Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221

DANS TOUT LE RESEAU RENAULT PARIS - ILE-DE-FRANCE



552 من الاجل

AMÉRIQUES

SALVADOR

Washington subit les événements

Tenu en échec par le général Noriega au Panama, Washington, déjà empêtré dans ses tentatives pour faire entendre raison au régime sandiniste de Managua, se voit une nouvelle fois contraint de subir les événements au Salvador, pris au piège de ses alliances dans ce qui fut jadis « la vitrine démocratique » de sa politique en Amérique centrale.

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Etats-Unis peuvent tirer un unique et maigre motif de satisfaction de la semaine d'affrontements au Salvador : les rebelles du Front Farabundo Martí n'ont pas eu le dessus sur l'armée régulière salvadorienne. Pour le reste, le bilan est fort sombre, et l'atrocité assassinat de six jésuites pèse – politiquement – encore plus lourd que les centaines ou les milliers de victimes des combats. Le crime, même si ses responsables ne sont pas formellement identifiés, est venu rappeler l'extrême difficulté de la tâche que se sont assignés les Etats-Unis dans ce pays – mettre en échec la subversion tout en essayant de préserver la démocratie.

Que l'armée régulière ait apparemment refoulé les rebelles est bien le moins : la plus grosse part de l'aide américaine au Salvador – 1 million de dollars par jour – est précisément destinée à cette armée, par ailleurs nettement supérieure en nombre aux combattants du FMLN. Accessoirement, le fait que la responsabilité des affrontements échoie clairement aux rebelles et que la population ne leur ait apporté qu'un soutien très limité, pouvait aussi faire l'affaire de Washington, légitimer dans une certaine mesure son soutien au président Cristiani, un homme dont les Etats-Unis n'avaient pas souhaité l'élection, en raison de ses liens avec l'extrême droite et qui n'en avait pas moins été élu « démocratiquement », raison suffisante pour que Washington lui apporte malgré tout son aide.

Mais si le résultat de l'offensive du FMLN devait être – comme le laisse craindre l'assas-

sinat des jésuites – une recrudescence des opérations terroristes de l'extrême droite, débordant M. Cristiani lui-même, l'échec de Washington serait patent, et le Congrès serait en mesure de contraindre l'administration à revoir sa politique. Déjà certains sénateurs démocrates ont déclaré, vendredi 17 novembre, que les Etats-Unis dépensent en vain leurs dollars au Salvador, pour financer une guerre qui selon le sénateur Cranston (Californie) « ne peut être gagnée ». Le même sénateur a exigé un arrêt immédiat de l'aide américaine, mais n'a pas été suivi par ses collègues. Dans le même temps, des manifestants reprochaient bruyamment à l'administration de financer indirectement les Escadrons de la mort.

Options limitées

De leur côté les officiels américains – que ce soit l'ambassadeur des Etats-Unis à San Salvador ou le porte-parole du département d'Etat à Washington – ont non seulement exprimé leur extrême indignation à la suite de l'assassinat des jésuites, mais aussi le ferme espoir que les responsables seraient découverts et punis « avec toute la rigueur de la loi ». Il est certain que Washington exercera les plus fortes pressions sur le président Cristiani pour l'inciter à rechercher énergiquement les coupables – et lui faire comprendre que la poursuite de l'aide américaine pourrait dépendre de sa bonne volonté en la matière.

Cela dit, les options de Washington sont limitées, car, à en croire les responsables de l'administration, priver le président Cristiani du soutien américain ne pourrait que favoriser la prise du pouvoir par les militaires, avec pour résultat final un surcroît de violence et de victimes.

Dans l'immédiat, les événements de la semaine ont à nouveau montré que l'équipe Bush en était, une fois de plus, réduite à subir les événements – sa seule action concrète dans le cas du Salvador ayant été d'accepter d'accélérer certaines livraisons d'armes, tout en dénonçant, en

particulier par la bouche du secrétaire d'Etat James Baker, la responsabilité des sandinistes, des Cubains et même des Soviétiques, coupables de « soutenir la violence, la destruction ou la guerre », en armant, directement ou indirectement, les rebelles du FMLN.

En difficulté au Salvador, ayant renoncé à obtenir la chute des Sandinistes au Nicaragua – sauf à demander les bons services de M. Gorbatchev pour faire pression sur Managua – et incapable de se débarrasser du général Noriega à Panama, l'administration Bush ne semble donc guère en meilleure posture en Amérique centrale que celle de M. Reagan.

Est-ce pour tenter de dissiper cette désastreuse impression que le président a demandé à la CIA de préparer un plan dont le but avéré est de susciter un nouveau putsch dans l'armée panaméenne (le Monde du 18 novembre), qui, cette fois, irait jusqu'à son terme ? Interrogé à ce propos, M. Bush a répondu, avec une logique imparfaite, que s'il parlait d'une opération secrète de cette nature, « elle ne serait plus secrète », ce pourquoi il « ne confirmait ni ne démentait ».

Il n'empêche que le projet en question a été très largement rapporté par la presse américaine, au point qu'on peut se demander si l'objet essentiel de l'opération est vraiment d'obtenir un résultat, ou simplement de donner l'impression qu'on n'a pas renoncé à faire quelque chose.

Le principe de cette opération secrète a fait l'objet de consultations avec les commissions spécialisées du Congrès, après que l'administration et les élus eurent aplani leur différend sur l'interprétation d'un décret, signé il y a treize ans par le président Carter sous la pression du Congrès, et qui interdit l'utilisation de fonds publics pour des actions pouvant conduire à la mort d'un dirigeant étranger.

L'interprétation de ce décret a été assouplie, et si toute tentative d'assassinat reste interdite, il n'est apparemment plus question de bloquer toute opération qui pourrait avoir comme conséquence non voulue la mort d'un dirigeant. Le général Noriega a-t-il été suffisamment informé ?

JAN KRAUZE

les avions qui font des ravages (le FMLN affirme que des pilotes américains sont arrivés au cours des derniers jours pour remplacer leurs collègues salvadoriens « inefficaces ».

Pas de trêve

Les autorités font preuve, elles aussi, de beaucoup d'optimisme, affirmant sans cesse, sur les ondes de la radio officielle, que l'armée a remporté la bataille contre les « terroristes criminels ». Le vice-président, M. Francisco Merino, dont les positions dures semblent prévaloir depuis plusieurs jours, a rejeté, une fois de plus, le principe d'une trêve, estimant que les insurgés en profiteraient pour gagner du temps et essayer de « transformer leur déroute militaire en victoire politique ».

Quelques heures plus tôt, l'archevêque de San Salvador, Mgr Rivera y Damas, avait pourtant annoncé que M. Cristiani avait réagi de manière positive à la proposition de médiation devant conduire à un cessez-le-feu et à la reprise des négociations de paix interrompues par le FMLN après l'assassinat de dix syndicalistes, le 31 octobre.

Mais certains secteurs de l'armée sont décidés à aller jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à l'élimination physique de tous ceux qui ne pensent pas comme eux et osent le dire. Dans les heures qui ont suivi l'assassinat des six jésuites de l'université, un officier hurlait dans un haut-parleur, dans l'enceinte de la première brigade d'infanterie de la capitale, tout près de l'archevêché : « Ellacuria et les autres sont tombés. Continuons à tuer les communistes ! »

BERTRAND DE LA GRANGE

EUROPE 93

Selon un sondage « transfrontières »

Les Britanniques se démarquent nettement des continentaux sur la construction communautaire

Les réticences britanniques à l'égard de la construction européenne ne sont pas seulement le « fait du prince ». M^{me} Margaret Thatcher peut à juste titre se prévaloir d'une opinion publique très différente de celle des pays continentaux. Tel est l'enseignement que l'on peut tirer d'un sondage réalisé simultanément en Grande-Bretagne, en RFA, en France et en Espagne, à l'initiative du quotidien britannique *The Independent* et de la chaîne privée de télévision Channel 4.

Les Espagnols, bien qu'ils soient les plus nombreux à ne pas se prononcer (ce que l'on comprend aisément du fait de leur adhésion récente), sont très largement acquis à l'intégration européenne, si l'on en croit cette enquête réalisée auprès d'un millier de personnes de chacun des quatre pays, et publiée samedi 18 novembre, par le *Monde* par la *Süddeutsche Zeitung* et par *El País*.

Si seulement 5 % des Français et 7 % des Espagnols demeurent hostiles à la réalisation du marché unique, les Britanniques sont, eux, 24 % à rejeter ce projet en cours. De même, 46 % d'entre eux sont contre une monnaie unique européenne. A noter, d'ailleurs, que les demandeurs d'asile y sont hostiles à 31 %, contre 13 % pour les Français et 8 % pour les Espagnols.

« Pour le pire »

Les Britanniques sont aussi les plus nombreux à considérer que « beaucoup » de pouvoir a été transféré des gouvernements nationaux à la Communauté, et en tiers d'entre eux estiment que les changements intervenus dans leur pays, en raison de son appartenance à la CEE, ont été réalisés « pour le pire ».

Les deux tiers des Allemands, selon ce sondage, souhaitent que les pays membres de la Communauté passent outre les oppositions britanniques à la formation d'un gouvernement européen. Les Britanniques, quant à eux, ne souhaitent pas, 23 % des personnes interrogées en Grande-Bretagne, verraient d'un mauvais œil les Etats continentaux s'organiser sans eux.

Si l'ensemble des personnes « sondées » sont hostiles à un transfert des compétences des gouvernements nationaux vers la Communauté dans les domaines de l'imposition sur le revenu et de la protection sociale, en revanche les Français y sont favorables, à 61 %, dans le domaine de la législation sociale, et à 63 % dans celui de la politique de la défense ; un avis partagé par 74 % des Allemands interrogés, par ailleurs acquis à l'idée d'un transfert des compétences dans tous les domaines qui touchent à l'environnement et à la qualité de la vie.

M.-P. S.

Sondage réalisé par l'Institut britannique Harris

Research Centre, en collaboration avec les instituts qui lui sont associés en France, en Espagne et en RFA, du 9 au 16 octobre, auprès de 1 000 Espagnols, du 2 au 9 octobre, auprès de 1 074 Français, du 3 au 5 octobre, auprès de 1 036 Britanniques, et du 8 au 14 octobre, auprès de 1 003 Allemands de l'Ouest.

Le tournant calédonien

EDWY PLENEL

MOURIR A OUVÉA

ALAIN ROLLAT

une édition LE MONDE/LA DÉCOUVERTE

Les Etats membres de la Communauté projettent d'achever le marché unique européen fin 1992. Etes-vous pour ou contre ce projet, en tant que moyen de faire progresser l'union européenne.

	G-B	FRANCE	ESPAGNE	RFA
Très favorable	13	33	13	18
Favorable	33	46	63	58
Ni pour ni contre	18	28	22	19
Contre	15	24	5	5
Tout à fait contre	8	2	2	2
Ne se prononce pas	11	2	16	7

Les Etats membres de la Communauté européenne examinent un projet qui mènerait au remplacement des monnaies nationales par une monnaie européenne unique. Que pensez-vous de ce projet ?

	G-B	FRANCE	ESPAGNE	RFA
Très favorable	10	37	15	14
Favorable	27	37	65	58
Ni pour ni contre	12	21	19	18
Contre	22	46	13	8
Tout à fait contre	24	11	2	2
Ne se prononce pas	6	2	15	7

La Communauté européenne a été créée il y a plus de trente ans. A votre avis, pendant ce laps de temps, quelle part de pouvoir a été transférée des gouvernements nationaux à la Communauté ?

	G-B	FRANCE	ESPAGNE	RFA
Beaucoup	10	5	7	5
Pas mal	33	35	22	20
Un peu	41	39	34	57
Aucun	3	5	5	6
Ne se prononce pas	14	16	32	12

Diriez-vous que les changements intervenus dans votre pays du fait de son appartenance à la Communauté européenne ont été en général des changements pour le meilleur, ou pour le pire ?

	G-B	FRANCE	ESPAGNE	RFA
Pour le meilleur	28	52	55	51
Pour le pire	34	16	12	16
Pour le meilleur et pour le pire	30	21	19	29
Ne se prononce pas	9	11	14	7

Pensez-vous que, dans chacun des domaines suivants, les décisions devraient être prises par la Communauté européenne ou par chacun des pays ?

	Grande-Bretagne	France	Espagne	RFA
● Les impôts sur le revenu				
Par la Communauté	13	37	24	28
Par chacun des pays	32	57	58	65
Ne se prononce pas	4	6	18	7
● Les lois concernant la protection sociale (les pensions et l'aide à l'enfance par exemple)				
Par la Communauté	36	45	46	71
Par chacun des pays	60	51	39	62
Ne se prononce pas	4	4	15	7
● Les lois concernant les droits des travailleurs				
Par la Communauté	41	51	54	45
Par chacun des pays	53	35	29	47
Ne se prononce pas	6	4	17	8
● Les sujets enseignés à l'école				
Par la Communauté	24	55	53	50
Par chacun des pays	70	40	28	42
Ne se prononce pas	6	4	17	8
● La politique de défense				
Par la Communauté	45	63	45	74
Par chacun des pays	49	31	29	16
Ne se prononce pas	6	6	26	10
● Les lois concernant la pollution				
Par la Communauté	72	63	62	86
Par chacun des pays	24	16	20	8
Ne se prononce pas	5	3	19	5
● Les produits chimiques utilisés dans l'alimentation				
Par la Communauté	71	61	64	81
Par chacun des pays	25	36	18	13
Ne se prononce pas	4	4	19	6
● La qualité de l'eau potable				
Par la Communauté	63	76	45	79
Par chacun des pays	34	21	35	16
Ne se prononce pas	1	4	19	5

Certaines personnes pensent que si M^{me} Thatcher continue à s'opposer à la formation d'un gouvernement européen, les autres membres de la CEE devraient faire avancer sans elle leurs propres projets. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ?

	G-B	FRANCE	ESPAGNE	RFA
Tout à fait d'accord	15	27	22	33
D'accord	32	47	59	45
Ni pour ni contre	14	19	17	13
Pas d'accord	18	10	11	8
Tout à fait contre	5	23	9	20
Ne se prononce pas	13	8	23	7

Le Monde
EN BANQUE DE DONNÉESLE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 87
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL
POUR TOUTES RENSEIGNEMENTS :

SINORG G CAM. SERVEUR

Tél. (1) 48.38.70.72

POLITIQUE

L'assemblée générale des Verts

Des babas cool de 1968 jusqu'au Parlement européen

Avec près de deux millions de voix aux élections européennes de juin dernier, les Verts se trouvent à la tête d'un capital électoral qui les plaçait, alors, en quatrième position sur l'échiquier politique, derrière la liste commune RPR-UDF, celle du PS et celle du Front national. Le mouvement écologiste a fait, ainsi, un véritable bond, car, auparavant, son siège électoral se situait autour de six cent mille suffrages, avec des crues dépassant de peu le million. Phénomène conjoncturel ou naissance d'une nouvelle force politique ? La réponse réside, en partie, dans l'histoire du mouvement et peut-être aussi dans sa capacité à s'en dégager.

L'écologie — ou écologie politique — a vu le jour au sortir de mai 1968, dont il prolongeait la tendance babas cool, à l'opposé des groupes gauchistes dérivés du communisme. De ses origines, le mouvement gardait, alors, l'aspect contestataire, avec occupation du pavé parisien — lors de pacifiques « manifestations » — et du plateau du Larzac, promus aux appétits des militaires. Il y associait une idéologie composite, où le refus de la « société de consommation » obéissait une nouvelle version du retour à la terre, où la « convivialité » cherchait à faire dialoguer les révoltes orientales des chemins de Katmandou, où le pacifisme de Lanza del Vasto, épigone de Gandhi, flirtait avec les mirages consuméristes venus de Californie. Dans le journal *la Gueule ouverte*, Fournier et Isabelle Caba annonçaient « la fin du monde », et le dessinateur Gédé promettait l'An 01, pendant que les Pink Floyd exploraient le « dark side of the moon ».

Refuge contre l'angoisse

A l'époque, ceux qu'on commençait à baptiser les « écologues » croyaient d'instinct à un sacro-saint principe : élections, piège à cons. Il n'était pas question de solliciter les suffrages de ses concitoyens, mais de les persuader des dangers encourus par la planète et de trouver soi-même, dans l'utopie « ici et maintenant », un refuge contre l'angoisse. Dès 1973 pourtant, les premiers candidats écologistes apparaissent en Alsace, conduits par M. Solange Fernex sous l'étiquette Ecologie et Survie. Ils incarnent, il est vrai, un courant différent, plus ancien, celui du naturalisme, illustré par M. Antoine Waechter, qui, à ce moment-là, s'occupe du repairement en castors des forêts des bords du Rhin.

La difficile synthèse entre la stricte défense de l'environnement, représentée par la Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), et la tendance contestataire, issue de mai 1968, alimentera d'incessants débats et de nombreuses ruptures au sein du mouvement écologiste. Sept ans après l'échec du pétrolier Torrey Canyon au large des côtes de

Bretagne, l'élection présidentielle de 1974 permet cependant de réunir les militants autour de la candidature surprise de l'agronome, spécialiste du tiers-monde, M. René Dumont. L'impulsion est venue d'un groupe de journalistes défenseurs de l'environnement, réunis autour de l'un des leurs, Jean Carlier, de RTL. La campagne électorale démarre dans la salle de cours du professeur Dumont à l'Agro et se déroule, avec des bords de ficelles, sur une péniche amarrée à un quai de la Seine. Elle permet au candidat écologiste de recueillir quelque trois cent mille voix (1,34 % des suffrages).

Un ministre de l'électronucléaire

La droite au pouvoir a pris la mesure de l'impact naissant dans l'opinion. Dès 1973, M. Robert Poujade avait inauguré un ministère de la protection de la nature et de l'environnement, que M. Valéry Giscard d'Estaing transformait au lendemain de son entrée à l'Élysée, en ministère de la qualité de la vie, confié à M. André Jarrot. Ces décisions, jointes à l'arrêt ou à la modification de certains programmes d'aménagement urbain, n'évitaient pas au pouvoir d'être chargé, aux yeux des écologistes, d'un crime majeur : la réalisation du programme électronucléaire d'EDF, auquel M. Pierre Messmer, premier ministre, avait donné le feu vert sous la présidence de Georges Pompidou.

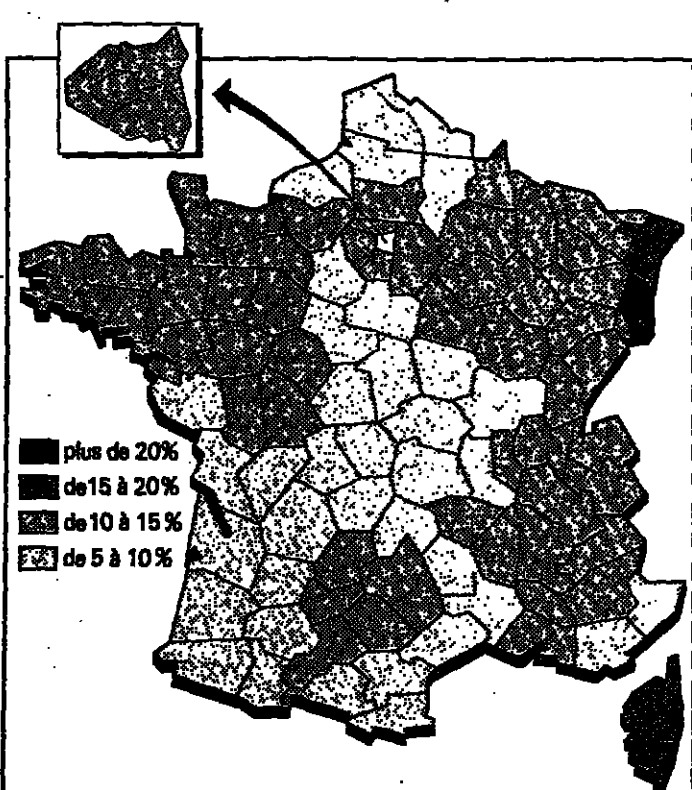
Les années qui suivent sont dominées par le combat antinucléaire, et les écologistes commencent déjà à donner du souci à un Parti socialiste en pleine croissance. Avec la caution de certains scientifiques, les écologistes refusent le « tout nucléaire », et gèrent à leur cause le PSU — M. Michel Rocard et ses amis ont déjà quitté ce parti — et une partie de la CFDT, tandis que le PCF et la CGT soutiennent, comme la droite, les projets d'EDF et que le PS hésite. En 1977, la proposition de M. François Mitterrand, premier secrétaire du PS, d'organiser un référendum sur cette question sera l'un des arguments mis en avant par les communistes pour justifier la rupture de l'union de la gauche.

Chez les écologistes, la lutte antinucléaire attire une nouvelle génération de militants venus de l'anarchisme, dont ils ont gardé le radicalisme et le goût des affrontements. Les manifestations sur les sites des futures centrales deviennent, comme naguère le Larzac, un rendez-vous rituel. Celle du Buguey dans l'Ain donnait lieu à de gigantesques pique-niques, celle de Malville dans l'Isère, le 31 juillet 1977, contre le surrégénérateur tourne au drame avec le mort d'un manifestant, Vital Michalon, tandis qu'on relève une centaine de blessés.

Les élections municipales de mars 1977 ont permis aux écologistes de faire quelques percées à Paris et dans sa banlieue, ainsi que sur le littoral méditerranéen et en Basse-Normandie, en prenant des voix à gauche et à droite. Ces résultats témoignent à la fois de préoccupations locales et de préoccupations globales — pour la qualité de l'environnement et, déjà, d'un désenchantement devant l'affrontement politique traditionnel de la

droite au pouvoir et de la gauche encore unie. Ce succès reste sans lendemain. D'autant que les militants écologistes divisés se révèlent de bien piètres gestionnaires du patrimoine électoral qui leur est quasiment tombé du ciel.

Cette aubaine, cependant, aiguise les appétits et, bien souvent, sous le refus indigné de l'électorisme ou la dénonciation pré-



tendement vertueuse de la politique, se dissimulent des rivalités pour la maîtrise du fond de commerce tout neuf. Le Réseau des amis de la Terre (RAT) animé par M. Brice Lalonde, qui a rompu avec le PSU, apparaît comme une « centrale » de militants relativement plus expérimentés, associant débats idéologiques et pratiques « alternatives » sur le terrain. Plus éclaté, le Mouvement écologiste, qui deviendra le Mouvement d'écologie politique (MEP) sous la direction de M. Jean-Claude Delaune en 1978, s'inspire davantage de la défense du consommateur à la mode nord-américaine. Une autre composante qu'on appellera le « troisième collège » regroupe des militants d'origines diverses, anarchistes, régionalistes ou antilibéralistes.

L'idéologie du mouvement demeure peu structurée. Tandis que Michel Bosquet, dit André Gortz, fait ses « adieux à la classe ouvrière » et propose une troisième voie contre les doctrines socialiste et libérale, d'autres comme M. Dumont, mettent l'accent sur un nouveau partage des richesses en faveur du tiers-monde. D'autres encore font des médecines douces leur credo. L'absence d'axe doctrinal contribue à rendre impossible la synthèse politique et les militants engagés dans l'écologie, qui ne sont au total que quelques centaines, en sont réduits à aller de scrutin en scrutin en se promettant à chaque fois de prolonger l'unité ponctuellement réalisée et de créer un vrai mouvement détenteur de la légitimité. Ces tentatives font

toutes long feu. Le potentiel électoral est à la merci du plus habile ou du plus rapide.

Il est naturellement plus facile de former une liste aux élections européennes ou de lancer un candidat dans la course présidentielle que de présenter des centaines de personnes aux élections législatives. Après l'échec des législatives de mars 1978, les européennes de

juin 1979 permettent aux écologistes, sous la direction du MEP avec M. Fernex comme tête de liste, d'atteindre 4,38 % des voix, pas très loin des 5 % qui auraient été nécessaires pour avoir des élus. Le coup suivant — l'élection présidentielle de 1981 — est joué par le RAT et par M. Lalonde qui réunit 3,87 % des suffrages. Trois ans plus tard, avec le scrutin européen de juin 1984, la liste écologiste conduite par M. Didier Anger obtient 3,37 % des voix.

Entre 1981 et 1984, les Verts sont enfin nés ! La question de l'unification du mouvement écologiste a été posée peu après la victoire de M. Mitterrand. Des amis de la Terre « déçus » par le fonctionnement « familialiste » du Réseau, des écologues du MEP et du « troisième collège » se sont réunis à Combas (Aude) en décembre pour fonder une Confédération écologiste. Deux mois plus tard à Rennes (Ille-et-Vilaine), ils l'ont dotée de statuts. Cette volonté uni-

taire a été grandement alimentée par les succès électoraux des Grönens — les Verts allemands — à partir de 1983. En octobre, une assemblée générale commune à la Confédération et au parti (l'ancien MEP) programme la fusion pour janvier 1984. Dans la confusion générale, à la fin de ce mois-là à Clichy (Hauts-de-Seine), une « AG » accouche des Verts. M. Lalonde ne se lance pas dans cette nouvelle aventure, suggérant, par lettre, un rapprochement avec des mouvements associatifs et des libéraux proche du centre. Mis en minorité, sa logique conduit à « monter » une liste concurrente aux européennes avec MM. Olivier Stirn et François Doubin. Aujourd'hui, les trois hommes sont dans le gouvernement de M. Rocard, l'ancien animateur du RAT ayant hérité du secrétariat d'Etat à l'environnement.

L'arrivée d'Antoine Waechter

A peine éclos, et malgré, ou à cause du scrutin électoral de 1984, les Verts attirent bon nombre de petits groupes : trotskistes de toujours, maïstes revenus du Grand Timonier, fidèles du PSU, adeptes du désarmement nucléaire et « accrus » des nouveaux espaces de liberté. Une fois de plus, la greffe ne se prend, décidément les Verts ne se prêtent pas aux OPA. Le rêve de M. Félix Guattari, maître de la psychiatrie « non institutionnelle », et de ses amis reste à l'état de fiction : il n'y aura pas de « pôle alternatif » regroupant les Verts, l'extrême gauche et la génération des beurs. Pour autant, les écologistes n'en tirent aucun profit en raison, notamment, d'une image brouillée dans l'électorat. Les élections législatives et régionales de mars 1986 sont un échec. Les Verts n'ont que trois élus régionaux : M. Buchmann et M. Waechter en Alsace, M. Anger en Basse-Normandie. Ce piètre résultat sous le glas d'une équipe dirigeante accusée par ses détracteurs de « s'obstiner dans une vaine « ouverture » à gauche, avec alliances sans lendemain. « L'écologie n'est pas à marier », disent-ils.

C'est avec ce message comme drapeau que M. Waechter, le Père Castor du début des années 70, prend les commandes du mouvement en novembre 1986. La bande des quatre anciens capitaines — MM. Anger, Brière, Cochet et Marimot — adopte alors une attitude attentiste, mi-amusée, mi-irritée, avec la certitude qu'elle retrouvera bien l'Alsacien au coin du bois quand celui-ci aura fait ses preuves. Mais voilà, l'ingénieur de Mulhouse a une bonne étoile. La défense de l'environnement déferle sur la planète à la fin des

années 80. On dit la couche d'ozone miée, la forêt amazonienne asphyxiée, les centrales nucléaires meurtrières, si bien que le magazine américain *Time* finit par consacrer sa couverture à notre pauvre Terre martyrisée.

La suite est connue. Candidat à l'élection présidentielle de 1988, M. Waechter devance M. Pierre Juquin (3,78 % contre 2,01 %) renvoyant aux calendes l'espoir « rouge et vert » de l'ancien porte-parole du PCF. Il ne fait pas mieux que son ennemi juré, M. Lalonde en 1981, mais il ne fait pas plus mal. Il commence à faire ses preuves même si ce ne sont pas précisément celles-là que ses opposants attendaient. Intransigeant sur la ligne et souple sur sa mise en œuvre, par réalisme obligé, il constitue une liste européenne sur laquelle ses partisans dilèbles ne sont pas majoritaires. L'histoire faisant un retour en arrière, il s'attire les bonnes grâces des régionalistes en offrant une place européenne à M. Edmond Simonet pour renvoyer l'ascenseur aux maires corses qui ont soutenu sa candidature présidentielle. Les Verts tendent même une perche aux beurs en promettant à M. Dida Tazdait qu'elle rentrera au Parlement de Strasbourg. La route des OPA tourne alors dans l'autre sens.

Après le succès relatif des municipales de mars 1989 (environ mille quatre cents élus contre trois cents sortants) car l'objectif était de « multiplier par dix » le potentiel de 1983, M. Waechter apporte enfin aux Verts une victoire franche et massive en juin en doublant le cap des 10 % qui ouvre les portes du Parlement européen aux neuf premiers de la liste écologiste. Cruelle conclusion pour tous ceux qui ont pensé récupérer les Verts ou bien se les adjoindre. D'autant plus cruelle qu'ayant tiré les conclusions de leur échec, il n'est pas rare qu'ils se voient interdits l'adhésion à une organisation jalouse de la préservation d'une image pureté, non par la purge a posteriori, mais par le filtrage minutieux a priori. Les Verts devraient savoir que les peuples, surtout ces temps-ci, se gausseront des avant-gardes messianiques.

OLIVIER JAFFRAUD et PATRICK BIFFRAU

RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission a déformé le sens d'un article consacré aux « frères ennemis » de l'écologie, MM. Lalonde et Waechter (*le Monde* du 18 novembre). Il était écrit que le score obtenu par M. Lalonde à l'élection présidentielle de 1981 (3,8 %) était « déshonorant ». Il fallait lire au contraire : « pas si déshonorant que cela ».

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

La politique intérieure française s'essayerait-elle, au risque de provoquer quelques bailllements ? Toujours est-il que l'on peut être tenté de la tirer de l'ennui des jours ordinaires et de jouer avec elle, sans intention poétique, pour le plaisir, tout simplement. Jean-Michel Royer, rédacteur du pastiche et du canular, s'est porté volontaire. Il est allé jouer directement sur les sommets en mettant en scène le président de la République, le premier ministre et quelques autres grands personnages.

Ce divertissement politico-littéraire a pour cadre naturel l'Académie française où François Mitterrand est élu le 12 juillet 1980, après s'être démis — abdicé, dit l'auteur — de son mandat présidentiel le 4 juin 1980, l'annonce en ayant été faite au peuple au rocher de Solutré, comme on sait, Michel Rocard a, ainsi qu'il le prévoyait, été élu président de la République le 8 juillet 1980.

Ces fantasmagories sont avérées par une série de documents que Jean-Michel Royer livre sans dévoiler son identité, sinon par la liste de ses précédents ouvrages. Comment douterait-on de son imagination dès lors que notre historien du futur produit une préface de Maurice Duval, secrétaire perpétuel de l'Académie, le discours de réception de l'élu, qui l'est au siège de Jean Dutoit — lequel ne sera que provisionnellement remplacé — la réponse d'André Frossard et, pour couronner les

En guise de récréation

plus sceptiques, un épilogue de Jacques Laurent ? Notons que Jean Dutoit n'est pas fâché du sort qui lui est fait — un immortal ressuscité ! — et précise simplement que sa femme se prénomme Camille et non Claire, genre de rectification propre à authentifier tout le reste.

Les projections dans l'avenir ou dans une autre culture ne sont généralement faites que pour mieux cerner la réalité présente ou récente. Le lecteur est donc assuré de retrouver, ou de découvrir, un environnement très contemporain et familier, la malice de l'auteur consistant à le reconstruire à travers de nombreuses allusions, rappels, clin d'œil, références que tout un appareil de notes explicites lorsque c'est nécessaire. On n'en révèlera pas beaucoup plus pour ne pas gâcher le divertissement de la lecture.

Cependant, la notion même de divertissement ne joue pas que pour le lecteur : elle est peut-être l'une des clés de cette fable. L'invention commence avec l'abdication du président avant le terme d'un mandat qui s'achève en 1988. Explication prêtée à l'intéressé dans son discours à l'Académie : « Tout homme d'Etat est un Hamlet

dans les débuts, et un Charles Quint en mal d'abdication à la fin. Etre ou ne pas être monarque... »

La question paraît devoir se poser d'autant plus vivement lorsque quelques pages plus loin on recueille cette confidence : « ... la rédaction de 1988 me transforma, après la si excitante période présidentielle, en roi sans divertissement » comme le personnage de Jean Giono ». Du coup, le président pouvait se voir « comme un homme qui n'est plus tout à fait de son temps, qui sent la vie fuir ses doigts comme une poignée de sable, qui se découvre le demi-solde de l'Idéal après en avoir été le paladin, l'efficiencia, et qui se retrouve non pas désenchanté, mais intérieurement désemparé... »

L'explication est non seulement séduisante mais aussi crédible. Elle n'en apparaît pas moins fragile à la lumière de ce que produit l'actualité, qui est l'histoire d'aujourd'hui. Il y a du nouveau à l'Est, un sacré chambardement même. De quoi, en tout cas, divertir le roi dans un domaine, celui de la diplomatie européenne, où, précisément, il peut espérer agir, marquer l'époque de son empreinte. Bref, il n'est pas vraiment sûr que le président de la République abandonnera ses fonctions en 1990. Il arrive ainsi que la vie ait des traits supérieurs à ceux de l'immortalité assurée.

► François Mitterrand élu à l'Académie, Bolland, 250 p., 95 F.

La préparation du congrès du PS

M. Fabius souhaite que ses amis puissent d'abord se compter

Le président de l'Assemblée nationale, M. Laurent Fabius, qui est l'invité, dimanche 19 novembre, du « Grand-Jury RTL-le Monde », ne souhaite pas aboutir à une synthèse des motions des différents courants mitterrandistes, lors du comité directeur du 13 janvier prochain. Il l'a exprimé vendredi 17 novembre dans l'avis qu'il a ramené de Moscou.

Le député de Seine-Maritime souhaite, en effet, évaluer ses forces dans un premier temps, quitte à expliquer, dans sa motion, que l'objectif ultime devra bien être la synthèse avant le congrès de Rennes.

M. Fabius estime que le bon fonctionnement de la démocratie interne au Parti socialiste exige que les militants puissent marquer leur choix pour telle ou telle motion. Ensuite seulement, la recherche de la synthèse du courant mitterrandiste aura, selon lui, un sens. D'autre part, le président de

l'Assemblée nationale juge souhaitable que le courant rocardien se retrouve à Rennes dans la majorité du PS : « On voit mal le premier ministre se retrouver dans la minorité du parti ».

Pour sa part, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, avait dénoncé, la veille au Dordogne, « la dérive de certains courants », qui, selon lui, « s'engagent en partis dans le parti ». « Les courants et le système proportionnel, a ajouté le premier secrétaire, permettent au PS d'avoir davantage d'idées, mais ces courants ont exagéré et ils exagèrent ».

M. Mauroy entend pour sa part faire du PS un « parti de militants » et non pas « un rassemblement de supporters » pour présidentiables. Il ne veut pas que le PS en arrive à une situation où « le plus important serait le nom de ceux qui signent une motion plutôt que les idées qu'elle contient ».

Motion de censure à l'Assemblée nationale

Après l'engagement par M. Michel Rocard de la responsabilité de son gouvernement, vendredi 17 novembre, sur l'ensemble du budget 1990, M. Charles Millon, président de l'intergroupe RPR-UDF-UDC de l'Assemblée nationale, a déposé une motion de censure. Cette motion sera discutée lundi 20 novembre en fin de journée. Ses signataires estiment que le budget ne contribuera pas de manière significative à améliorer la justice sociale et la situation de l'emploi dans notre pays.

Le Sénat adopte le projet sur l'exclusion professionnelle. — Le Sénat a adopté, vendredi 17 novembre en deuxième lecture, le projet de loi sur la lutte contre les exclusions professionnelles. Ce texte tend à réintégrer en priorité dans le monde du travail les demandeurs d'emploi les moins favorisés (chômeurs de longue durée, chômeurs âgés de plus de cinquante ans, bénéficiaires du RMI). Compte tenu des modifications apportées au projet par la majorité sénatoriale, les socialistes se sont abstenus et les communistes ont voté contre.

سكنا من الامم

سكنا من الاموال

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Sur plainte de plusieurs de ses adversaires politiques

M. Jacques Médecin a été inculpé de délit d'ingérence

C'est une « visite éclair » qu'a effectué au palais de justice de Grenoble, vendredi 17 novembre en début d'après-midi, M. Jacques Médecin, nous indique notre correspondant à Grenoble. Débarqué d'un avion-taxi, le maire de Nice, président du conseil général des Alpes-Maritimes, devait croiser dans le centre de la cité dauphinoise la statue de Bayard, lui donnant ainsi l'occasion de se comparer à cet homme et peut-être de se rassurer, en

déclarant, « je suis comme lui, sans peur et sans reproche ». Reçu pendant quarante minutes, par le conseiller à la cour d'appel de Grenoble, M. Pierre Bérard, chargé de l'instruction de son dossier — celui-ci occupé, pour la circonstance, le bureau du président de la chambre d'accusation — M. Médecin a été inculpé de délit d'ingérence. A sa sortie du bureau du magistrat-instructeur, M. Médecin a dénoncé la

« cabale politique », menée contre lui et il a constaté que « cette inculpation n'a rien d'infamant ». « C'est un acte normal de procédure judiciaire qui se déroule conformément à la loi. Simplement, j'ai été frappé de constater que le conseiller-juge n'a pas eu encore communication du rapport de la commission rogatoire conduite au cours des dernières semaines. »

L'affaire du mensuel « l'Action Nice-Côte d'Azur »

NICE de notre correspondant régional

L'inculpation de Jacques Médecin fait suite à une plainte déposée, le 28 février dernier, par un ancien député socialiste, M. Jean-Hugues Colonna et trois conseillers municipaux de Nice dont l'instruction avait été confiée à M. Bérard, en juillet, à la suite d'un arrêt rendu par la chambre criminelle de Cassation (1).

Le délit d'ingérence est visé et réprimé par l'article 175 du code pénal. Aux termes de cet article, il est constitué par le fait pour « tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du gouvernement d'avoir pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il avait, au temps de l'acte, en

tout ou partie, l'administration ou la surveillance ». Il est puni par un emprisonnement de six mois au moins à deux ans au plus, ainsi que par une amende. De plus, la personne condamnée est déclarée « à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique ».

Il est, en l'occurrence, reproché au maire de Nice d'avoir détourné la majorité des parts d'une société commerciale, la SEGAT, qui édite un mensuel, l'Action Nice-Côte d'Azur, dont le chiffre d'affaires est en partie constitué par des publicités émanant d'associations para-municipales (Nice-Opéra et Nice-Acropolis présidées par M. Médecin), vivant elles-mêmes de subventions de la ville, ou d'entreprises ayant des liens contractuels avec la mairie. Il

s'ensuit que ce seraient, en quelque sorte, des fonds municipaux qui alimenteraient directement la société contrôlée par M. Médecin.

Empêcher une collusion

En la matière, deux sortes de dispositions, administratives et pénales, se rattachent à la même idée directrice, qui est d'empêcher une collusion entre intérêts privés et intérêt général, mais obéissent à des logiques juridiques distinctes. M. Colonna et les autres plaignants ont successivement mis en action les deux procédures en déposant, d'abord, une plainte au pénal devant le procureur de la République de Nice, puis, trois mois plus tard, un recours en ineligibilité, au titre de l'article 231-6 du code électoral, devant la juridiction administrative.

Ce dernier recours a déjà été jugé, en première instance, par le tribunal administratif de Nice, le 21 juin 1989, en faveur de M. Médecin. M. Colonna a interjeté appel de la décision devant le Conseil d'Etat qui ne s'est pas encore prononcé. Selon l'avocat de M. Colonna, M. Jean-Pierre Gastaud, si le jugement rendu par le tribunal administratif fait échec par M. Médecin aux sanctions du code électoral (les faits visés sont punissables par une ineligibilité de six mois) il l'accable, en revanche, sur le plan pénal. En effet, le tribunal a estimé, notamment, que l'Action Nice-Côte d'Azur, « représente essentiellement un instrument de propagande de l'activité de l'équipe animée par M. Médecin » et non pas un service public communal (notion exigée par le code électoral). Il a également relevé que cette publication bénéficie d'annonces publicitaires dont « certaines émanent d'entreprises ou d'entités entretenant des liens privilégiés avec la ville de Nice ». Tous éléments de faits qui seraient constitutifs, selon les adversaires de M. Médecin, du délit d'ingérence.

Plainte contre X

Après son inculpation par le conseiller Bérard, M. Médecin a indiqué son intention de déposer plainte contre X pour violation du secret de l'instruction, propagation de fausses nouvelles et diffamation. « Le magistrat instructeur ne dispose pas encore des résultats de la commission rogatoire déléguée aux inspecteurs de la police judiciaire en vertu de laquelle ils ont notamment effectué plusieurs perquisitions à Nice. Et cela, trois semaines après la fin de l'enquête sur place des policiers », a expliqué son avocat. Il pose ouvertement les questions : « Où est cette commission rogatoire ? Est-elle actuellement dans les mains de M. Joxe, ministre de l'Intérieur, pour que les pièces saisies puissent être examinées par le plaignant ? M. Colonna (2) avant le magistrat instructeur ? A partir du moment où ces pièces ne sont pas parvenues à Grenoble, il est bien évident que les suites qui ont eu lieu sur les perquisitions ne peuvent pas provenir du palais de justice de Grenoble. Qui, donc, a eu accès à ces informations ? »

GUY PORTE

5 millions de francs sur un compte bancaire

« Matelas » ou prêt ?

NICE de notre correspondant régional

Parmi les révélations publiées au sujet de M. Médecin, sans le nommer, par le Canard Enchaîné, il était fait état d'un relevé de compte bancaire établi en octobre 1984 et « mystérieusement crédité tantôt de 5 millions de francs, tantôt de 4.374.876,91 F », « La section financière, écrivait l'hédo-madaira, s'empare bien connaître le secret qui permet à cet éparpillage heureux de disposer de ce matelas alors qu'il n'a que des indemnités d'été pour vivre. »

Selon l'avocat de M. Médecin, M. Henri-Charles Lambert, ce mystère n'en serait pas un. Le maire de Nice a divorcé de sa première femme, Mme Claude Maillet, en 1979, et ce divorce a été suivi, plus tard, d'un partage de la communauté, d'un partage de la communauté. M. Médecin conservant pour lui seul les propriétés communales de « Lou Soubiran » (« Le Sommet » en nicaise) dans le quartier de Gairaut, il a dû indemniser Mme Maillet de façon conséquente puisque la part de celle-ci était de 5 mil-

lions de francs. « Pour payer cette part, explique M. Lambert, il a contracté, auprès du CCF de Nice, un prêt de la totalité de la somme, soit 5 millions de francs. Puis, après avoir commencé à rembourser, il a obtenu d'un banquier genevois, M. John Laidris, un autre prêt de 5 millions de francs avec lequel il a purgé son premier prêt. Il avait été convenu que ce second prêt serait à valoir sur l'acquisition de la maison de Gairaut lorsque M. Médecin serait en mesure de la lui vendre (1). Il a donc signé une promesse de vente en sa faveur. »

Selon M. Lambert, l'argent mis à la disposition du maire de Nice par M. Laidris a normalement transité par l'Office des changes et a été crédité au compte de M. Médecin au CCF. D'autre part, une hypothèque avait été régulièrement prise sur « Lou Soubiran » par le CCF lorsque cet établissement avait consenti son prêt. Toutes choses aisément vérifiables...

G. P.

(1) M. Médecin a un contentieux avec le fisc, qui a pris une hypothèque de 2,5 MF sur sa maison.

Les suites d'une fusillade à la Réunion
Sept personnes condamnées par le tribunal correctionnel de Saint-Pierre

Sept personnes, auteurs d'une fusillade qui avait opposé, au cours de la campagne municipale de Saint-Pierre (la Réunion), des partisans du maire communiste sortant à ceux de son adversaire RPR, ont été condamnées, jeudi 16 novembre, par le tribunal correctionnel de la ville, à des peines allant de deux mois d'emprisonnement avec sursis à un an dix mois avec sursis.

Le 3 mars, date limite du dépôt des listes électorales, un hameau de la commune de Saint-Pierre, La Ravine-des-Cabris, avait été le théâtre d'un violent affrontement entre les partisans de M. Elie Hocrau, maire sortant, et ceux de M. André-Maurice Pihoué (RPR).

Un responsable communiste dont le véhicule venait d'être bloqué par des militants RPR, était allé chercher du renfort à la permanence du PCR.

Une fusillade avait rapidement éclaté et l'affrontement s'était poursuivi dans trois endroits du

hameau, sans faire de victimes, ni de blessés graves. Les enquêteurs relevaient de nombreux impacts de coups de feu tirés avec des calibres de 7,8 mm et 12 mm, tandis qu'un arsenal important était saisi : un fusil à pompe, des armes de chasse, un poing américain, un nunchaku...

Les avocats de la défense ont affirmé que « les vrais coupables étaient absents », ces derniers étant, selon eux, au congrès de l'Association des maires de France réuni à Paris.

□ L'ex-FLNC revendique l'attentat du 6 novembre. — L'ex-FLNC (Front de libération national de la Corse) a revendiqué, jeudi 16 novembre dans un communiqué authentifié, l'attentat commis dans la nuit du 6 au 7 novembre à Santa-Lucia-Di-Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). Cet attentat destiné à protester contre « la spéculation internationale » avait été dirigé contre une société immobilière italo-corse.

Ordre national du mérite

Ministère de la défense

Sont élevés à la dignité de grand-croix : MM. Raymond Bourgeois, contrôleur général des armées ; Yves Lehar, amiral ; Maurice Rodon, général de division ; André Solard, général de corps d'armée.

Sont élevés à la dignité de grand-officier : MM. Yves Motais de Narbonne, contrôleur général des armées ; Jean Brette, général de corps d'armée ;

André Martini, général de brigade ; Christian Guégan, général de corps d'armée ; Jean Prud'homme, général de brigade aérienne ; Francis Boissin, général de brigade ; Emile Ghaliou, vice-amiral d'escadre ; Jean Guezet, général de corps d'armée.

Le Journal officiel du vendredi 17 novembre publie, en outre, une liste des promotions et nominations aux grades de commandeur, d'officier et de chevalier dans l'ordre national du Mérite.

Michel Parouty
LA TRAVIATA
Dans ce chef-d'œuvre Verdi donne sa véritable dimension à l'un des plus beaux portraits de femmes de l'opéra. Analyse acte par acte, ce livre situe le compositeur dans le courant de l'opéra italien.
Aubier

RELIGIONS

La polémique sur la construction d'une synagogue

Des religieux sur un échiquier...

Les déclarations de M. Jean Murguet, conseiller municipal (div. droite) d'Aix-les-Bains à l'encontre de la communauté juive orthodoxe à propos de la construction d'une école et d'une synagogue (le Monde du 17 novembre), ont suscité, parmi les membres de cette communauté, des sentiments de « surprise et de consternation ». Toutefois, ils ont aussitôt manifesté une « volonté d'apaisement » en se refusant à engager une action judiciaire.

AIX-LES-BAINS de notre correspondant

« L'incident « politique » qui a éclaté au conseil municipal du lundi 13 novembre s'est transformé en « coup médiatique », diversément commenté dans cette station thermale de vingt-quatre mille habitants, désertée par ses curistes qui font vivre les commerces, les hôtels et les restaurants. Se retrouvant entre eux, les Aixois, pour autant, n'ont pas perdu le goût des passions et des querelles intestines. Périodiquement, elles traversent la vie locale, pas seulement au moment des élections.

Vendredi après-midi, à quelques heures du shabbat, un groupe de jeunes gens, coiffés de la kippa, déambule tranquillement dans les rues piétonnes. Ils ont juste après la rentrée les cours de la nouvelle section de BTS action commerciale au lycée spécialisé de l'école talmudique à Trévise, sur la colline qui fit rêver Lamartine.

Parisiens d'origine, ils ignorent tout des méandres de la politique aixoise et du contentieux existant entre le maire, M. Gratien Ferrarri (UDF-PR), et son ancien premier adjoint, M. Murguet, également vice-président du conseil général. Leur jugement est pourtant net : « Une fois de plus, on s'est servi de la communauté juive comme d'un pion sur un échiquier. Avec le risque d'exacerbier des tensions de réveiller des sentiments raciaux latents. » Jusqu'à présent, ils n'avaient remarqué aucun ressentiment particulier dans la ville. Pas d'agressions, d'injures ni d'inscriptions sur les murs.

« La pratique intégrale de la Loi »

Leur séjour est l'aboutissement d'une démarche personnelle : « Je suis ici pour des raisons culturelles, explique l'un d'eux. Après des études dans un collège laïque, je bénéficie ici d'une bonne formation, tout en affirmant mon identité juive, un besoin personnel profond. »

Avec l'appui de professeurs et de chercheurs de haut niveau, la réputation de la yeshiva d'Aix, une des rares en France dans la stricte tradition orthodoxe, dépasse les frontières nationales. Installée en 1945 dans cette ville proche de la Suisse qui a accueilli durant la guerre des familles de réfugiés venus de l'est de la France, elle devient le lieu d'implantation d'une communauté dont « le mode de vie est fondé sur la pratique intégrale de la Loi », comme l'indique le rabbin Cahen.

Après une première vague de provenances d'Afrique du Nord en 1962, le nombre des familles s'est considérablement développé en quinze ans, passant de vingt à cent quarante, avec plus de qua-

tre cents enfants, nécessitant de nouvelles structures d'accueil et des écoles où, dès quatre ans, les enfants apprennent l'hébreu (1).

« Cette attirance est due pour beaucoup au désir d'absolu manifesté par les jeunes », explique M. Aimé Metzger, responsable de la communauté de Chambéry, toute proche, rattachée au consistorat. Une de l'extérieur, la tradition se distingue essentiellement dans la tenue des hommes qui porte barbe honte. Coiffés en permanence du chapeau ou de la kippa d'où s'échappent boucles et papillotes, ils sont vêtus, quelle que soit la saison, d'un large manteau.

Cette seule différence vestimentaire ne saurait expliquer la rumeur dont M. Murguet s'est fait l'écho. « On sentait l'incident venir. Même si aucun signe apparent ne s'était manifesté », admet-on ici et là ; y compris dans l'entourage du maire qui reconnaît : « Un certain nombre d'Aixois ressentent de l'irritation à l'encontre de la communauté. J'attends de voir sur quel elle repose. »

La nostalgie de la splendeur passée

Cette réaction n'est pas fondée sur la présence de la synagogue, une modeste villa parmi d'autres, ou des écoles dispersées, pour la plupart très vétustes. L'acquisition de maisons pour accueillir les grandes familles vivant sobrement, si possible regroupées, la création d'un circuit économique interne (épicerie, boucherie, cacher...), et surtout, le rachat de commerces dans le centre ont plus sûrement commencé d'inquiéter les habitants d'une ville en proie au déclin.

Car Aix n'en finit pas de se dégrader, avec nostalgie, à sa splendeur passée et souhaiterait retrouver sa place parmi les grandes stations touristiques, avec une clientèle haut de gamme. Mais elle ne sait pas encore dans quel sens elle va basculer, avec son thermalisme vieillissant, un taux de chômage élevé et la présence d'une proportion importante de travailleurs immigrés maghrébins. Autant de facteurs qui, sur le plan politique, ont contribué à « durcir » le climat d'une ville où le Front national atteint 20 % des voix.

De ces difficultés, la communauté juive, repliée sur ses propres règles de fonctionnement et peu ouverte sur l'extérieur, s'était bien gardée, jusqu'à présent, de se mêler. Elle se retrouve au cœur des turbulences locales. Son premier souci est de retrouver l'apaisement et la discrétion qu'elle n'a jamais cessé de cultiver. Tel est le message que M. Sali Elayovics, responsable de la communauté, pris dans le tourbillon de « propos excessifs qui ne méritent aucun commentaire », a tenté de faire passer.

Pour M. Jean-Paul Calloud, député (PS), et les élus socialistes : « On aurait pu faire l'acquisition de cette affaire par une bonne pédagogie et le dialogue. Vendredi, à Aix, le maire et les responsables de la communauté ont pris l'engagement de se retrouver plus souvent. »

MICHEL DELBERGHE

(1) Au collège de Marlioz, les quelques élèves inscrits bénéficient de la discipline de cours, le samedi, pour le shabbat. Il y a quelques années, des familles avaient retiré leurs enfants dès l'introduction des cours d'éducation sexuelle.

SPORTS

BASKET-BALL : championnat de France. — La quinzième journée du championnat de France, disputée vendredi 17 novembre, a donné les résultats suivants : Reims b. Racing Paris : 85-73 ; Saint-Quentin b. Tours : 72-58 ; Mulhouse b. Angoulême : 101-84 ; Lorient b. Caen : 90-88 ; Roanne b. Pau-Orthez : 68-63 ; Monaco b. Montpellier : 91-85 ; Limoges b. Antibes : 103-101 ; Gravelines b. Villeneuve : 72-67 ; Nantes-Châteaillon, samedi 18 novembre.

10. Reims 22 ; 11. Gravelines 21 ; 12. Montpellier 20 ; 13. Racing Paris 20 ; 14. Roanne et Angoulême 18 ; 15. Tours 18 ; 16. Caen et Lorient 17. O TENNIS : Masters féminin. — L'Allemande de l'Ouest Steffi Graf et l'Espagnole Arantxa Sanchez se sont qualifiées, vendredi 17 novembre, pour les demi-finales du Tournoi des maîtres féminin, disputé à New-York, en battant respectivement la Tchèque Helena Sukova (6-2, 6-1) et la Bulgare Manuela Melova (7-5, 7-6). En demi-finales, Steffi Graf devait être opposée samedi à l'Argentine Gabriela Sabatini, et Arantxa Sanchez à l'Américaine Martina Navratilova.

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

L'adaptation des formations

La part de la culture générale doit être renforcée dans l'enseignement technique

Comment donner aux élèves des formations technologiques et professionnelles les meilleures chances d'insertion dans la société de demain ? Cette question était au centre du débat sur « Les contenus des enseignements techniques », organisé le 15 au 17 novembre par le secrétariat d'Etat chargé de l'enseignement technique.

En rassemblant à Paris des enseignants, des chercheurs et des représentants des entreprises, les organisateurs ont débattu des contenus des enseignements techniques, qui doivent être adaptés à la société de demain. Les formations techniques, qui ne figuraient initialement pas au programme de ces colloques, y seront désormais abordées de façon officielle. Une synthèse des travaux sera adressée, le 21 novembre, aux recteurs, qui les intégreront à leurs consultations régionales.

En dépit de ses finalités professionnelles, l'enseignement technique ne doit pas s'enfermer dans une hyperspécialisation. « Trop longtemps, l'enseignement technique, laissé à la frontière de l'enseignement général, a souffert de cette marginalisation (...). Il fallait en finir avec cette frontière et les jugements de valeur implicites qui lui servent de fondement », a déclaré le ministre de l'Éducation, M. Lionel Jospin.

De l'avis général, la réflexion sur les contenus des enseignements techniques passe par un renforcement de la culture générale des élèves et des étudiants. Face au déclin de l'information, qui caractérise la modernité, ces jeunes doivent s'ouvrir pour parvenir à structurer la réalité. « Pour eux, la formation générale consiste à se donner les moyens d'intégrer, à travers l'expérience, une multiplicité de savoirs parcellaires », a remarqué M. Robert Chapuis, secrétaire

d'Etat chargé de l'enseignement technique. Ce déclinisme correspond en fait à un premier emploi, ou permittre de passer vers des études. La constitution d'un tronc commun de culture générale devient donc d'autant plus nécessaire qu'elle est fédératrice. Mais elle n'en demeure pas moins difficile à mettre en œuvre.

Eviter la dérive scolaire

Que faire pour conjuguer harmonieusement savoir et savoir-faire ? « Les enseignements généraux doivent être imbriqués avec les enseignements techniques », a affirmé M. Bernard Decompas, président du comité des programmes et du haut comité éducation-économie. M. Decompas suggère que des formations « à objectifs pratiques » soient trouvées dans un premier temps, tout en évitant le morcellement des connaissances. De son côté, M. Michèle Blondel, professeur à l'université Paris-IX, souhaite « reconstruire le pont entre abstraction et monde réel, en privilégiant quelques disciplines », parmi lesquelles l'histoire, la géographie et les mathématiques. La réhabilitation de la « culture générale » passe par une coopération entre les professeurs de technique et ceux de l'enseignement général, à qui cette ouverture pourrait profiter. Elle est enfin le garant de l'intégration des futurs techniciens à l'Europe communautaire.

De tels échanges ne doivent pas faire oublier que l'enseignement technique possède de précieuses spécificités. « La place prise par l'activité de l'élève par rapport à l'enseignement du professeur est une caractéristique fondamentale des enseignements techniques », a observé un intervenant. Il convient de la préserver et d'éviter la dérive scolaire. L'encyclopédie et l'accumulation des connaissances s'accroissent mal avec cet enseignement, où les méthodes « actives » orientent les jeunes vers des buts déterminés. L'apprentissage de l'esprit d'initiative, du travail d'équipe et de la créativité, en revanche, un objectif qui peut être atteint par la création, notamment, de modules de formation. « Ces modules donneraient une plus grande place aux activités personnelles de chacun, à son rythme », M. Chapuis, et permettraient aux enseignants d'accompagner et de guider les acquisitions des élèves.

L'alternance des séquences de formation en entreprises et dans les établissements scolaires est une autre particularité de l'enseignement technique. Ce système, qui se développe, mérite d'être analysé, comme l'a observé M. Decompas dans sa synthèse des travaux de commission. « Il faut comprendre la nature des interactions entre établissements et entreprises, enseignants et entrepreneurs... », a remarqué M. Decompas. Il convient aussi d'identifier l'apport des entreprises dans la formation et d'inventer des pédagogies de passage de l'expérience au savoir.

La mise au point d'une conception plus fine de l'enseignement technique reste donc à développer. La réflexion qui s'annonce est de la plus grande importance, puisque la moitié des élèves français suivent, d'ores et déjà, des formations techniques.

RAPHAËLE RÉROLLE

Les difficultés de la rentrée

L'université de Caen fermera pour vingt-quatre heures le 21 novembre

L'université de Caen fermera ses portes pour vingt-quatre heures, mardi 21 novembre. Le conseil d'administration de l'université a pris cette décision afin de « protester contre les conditions qui sont faites à l'université française ». L'université de Provence (Aix-Marseille-II) avait déjà eu recours à la même mesure spectaculaire le 15 novembre pour attirer l'attention sur les difficultés de la rentrée (le Monde du 16 novembre).

A Caen, dont les effectifs sont en augmentation de 15 % cette année, les cours sont assurés, mais dans des conditions que M. Max Robbe, président de l'université, juge intolérables. C'est pourquoi il a décidé « ce geste ».

Le ministre de l'Éducation nationale paraît prêt à faire un geste important : environ 200 postes supplémentaires pourraient être ajoutés aux 247 que prévoit le projet de budget pour 1990. Cet effort supplémentaire, ainsi que de nouvelles propositions (transformations de postes et indemnités) feront l'objet de discussions qui réuniront, au Greffe de l'Université, l'ensemble des organisations d'ATOS.

Le mouvement est également sensible chez les étudiants. L'UNEF-SE (Solidarité étudiante) a décidé une « conférence nationale ». Les 18 et 19 novembre à Paris pour demander « des mesures d'urgence » et envisager des actions, notamment le 1^{er} décembre, jour où l'Assemblée nationale doit voter le projet de loi relatif à la loi de budget 1990. L'UNEF-ID (indépendant et démocratique) avait tenu une réunion analogue à la Sorbonne jeudi soir, qui s'était terminée par une sévère mise en garde à M. Jospin. Ce mouvement s'explique, pour cette organisation, la loi par les mauvaises conditions matérielles dans de nombreuses universités et par le fait que les « déclarations d'intention » du ministre sur l'aide sociale, la construction de nouvelles universités ou la réforme des études ne sont pas suivies d'effet.

CARNET

Naissances

M. et M^{me} MARTINS sont heureux de faire part de la naissance de

Julien,

le 14 novembre 1989, à Chevroux.

Mariages

M. Philippe LOUËT, M^{me} Hélène DELORME, M. et M^{me} Maurice TERRIER, sont heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

M. Bertrand LOUËT et M^{me} Nelly TERRIER.

Le mariage a été célébré dans l'intimité par M. Pierre Joss, le 21 octobre 1989, à Paris.

Ambassade de France à Stockholm, 44, boulevard Neumarchais, 75011 Paris. 145, avenue Gabriel-Péri, 91330 Yerres. 18, avenue de la République, 75011 Paris.

M^{me} Lila Schwalberg, Roselyne Trokner-Schwalberg, Edith Schwalberg, Julien et Nicolas Trokner, ont la douleur de faire part du décès de

André-Salomon SCHWALBERG,

leur époux, père et grand-père bien-aimé, survenu le 15 novembre 1989, à l'âge de soixante-quatre ans.

Les obsèques ont eu lieu, le 17 novembre, dans la plus stricte intimité.

177, rue du Faubourg-Poissonnière, 75009 Paris.

M^{me} Marcel Serrain, ses enfants et petits-enfants, font part du décès de

M. Marcel SERRAIN, ingénieur agronome INA, conservateur des Eaux et Forêts (om.)

survenu à Valognes (Manche), le 6 novembre 1989.

La cérémonie et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

La Tammerie, 50700 Valognes.

Décès

Le Mar. Benozon (Ain), Chamonix (Côte-d'Or), Paris.

M^{me} Henri CHÉREAU, née Germaine Charpy,

est entrée dans le pain de Dieu, le jeudi 16 novembre 1989, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Le docteur Henri Chéreau, son époux,

Le docteur et M^{me} Roland Polak, M^{me} J. Chéreau,

Dom Dominique Chéreau, M. et M^{me} Jean-François Chéreau, ses enfants,

Ses deux petits-enfants, Ses deux arrière-petits-enfants, M^{me} Jean Moussier, sa sœur jumelle, Et toute la famille, la recommandent à vos prières.

La messe de sépulture sera célébrée le lundi 20 novembre 1989, à 14 heures, en la cathédrale Saint-Julien du Mans, sa paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

31, avenue Solée, 72000 Le Mans.

M^{me} Françoise Duvillat et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

André DENVILLE,

survenu dans sa cinquante-deuxième année.

Les obsèques auront lieu le lundi 20 novembre 1989, à 15 heures, en l'église Saint-Pierre de Vigneux-sur-Seine.

Tous ensemble nous lui rendrons un dernier hommage.

M^{me} Claudine Chanson, M^{me} Laurence Rabat, M^{me} Lisbeth Camaret, M^{me} Martine Waringhem, M. Jean-Pierre Schacher, ses tantes et neveux, Ainsi que leurs enfants,

M^{me} Paulette Borgeat, sa très chère cousine,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie LECUYER, fille de M. H. Marie LECUYER et M^{me} née Gabrielle Lédoux,

survenue le 4 novembre 1989, à Lussaux.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chantemerle II, 1010 Lussaux (Suisse).

Françoise Gallas, Dominique Lefebvre, Monique et Jean-Pierre Arvon, leurs enfants et petits-enfants, Monique Lefebvre, La famille et les amis, ont la douleur de faire part du décès de

Michel LEFEBVRE, survenu le 14 novembre 1989, dans sa soixante-troisième année, à Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Priez pour lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 20 novembre, en l'église Saint-Denis, rue Fernand-Lindet, à Clichy-sous-Bois, où l'on se réunira à 11 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Clichy-sous-Bois dans le caveau de famille.

6, allée Gabrielle-d'Estrie, 93390 Clichy-sous-Bois.

CARNET DU MONDE

Bonnégout : 42-47-48-49

Tarif : à l'Ég. H.T.

Toutefois réductions : 57 F

abonnés et adhérents : 77 F

Comm. ext. : 99 F

COMMUNICATION

Fin du conflit juridique entre M. Parretti et le Trésor

MTI a revendu la majorité de Pathé au groupe Rivaud

L'imbroglio qui paralysait Pathé-Cinéma depuis plus de cinq mois est peut-être proche de son dénouement. Le tribunal de commerce de Paris a en effet décidé, vendredi 17 novembre, de radier du rôle une affaire déclinée, fin juin, par le ministre des finances. La direction du Trésor demandait alors l'annulation de la vente de Pathé-Cinéma à MTI, société contrôlée par l'homme d'affaires italien Giancarlo Parretti, pour « infraction à la législation sur les investissements étrangers ».

Bien que la tenue des négociations entre les avocats des différentes parties n'ait pas été rendue publique, il semble que le président de la dix-huitième chambre du tribunal ait estimé que l'affaire s'éclaircissait d'elle-même, les protagonistes ayant trouvé un *modus vivendi*. Comme prévu (le Monde du 29-30 octobre), MTI rachèterait au groupe Rivaud - et au même prix - les 52 % du capital de Pathé-Cinéma qu'il lui avait achetés pour 487 millions de francs en décembre dernier. Un bloc d'actions qui redonnerait temporairement le contrôle de Pathé-Cinéma au groupe Rivaud, avant que celui-ci ne le revende à un nouveau groupe d'investisseurs. « Exclusivement commercial, cette fois », affirme-t-on au cabinet de M. Bédégovoy.

Rappelant que le gouvernement n'a « pas à s'immiscer dans une affaire privée, mais seulement à faire respecter le droit », l'entourage du ministre d'Etat fait remarquer que MTI reste passible d'une amende pour « défaut de déclaration préalable », comme l'exige la réglementation sur les investissements étrangers en France. Une amende qui pourrait s'élever à une dizaine de millions de francs.

L'honneur du Quai de Bercy serait donc sauve, malgré la récente mise en demeure de la Commission de Bruxelles sommée Paris de reconnaître l'origine communautaire des fonds investis par MTI dans Pathé-Cinéma.

L'avenir de la prestigieuse compagnie cinématographique demeure très largement dépendant de l'attitude qu'adopteront à l'avenir MTI et Giancarlo Parretti. MTI détient toujours, en effet, les 48 % du capital qu'elle avait rachetés en Bourse. Et M. Giancarlo Parretti a toujours affirmé contrôler 36 % au moins du capital d'un holding-câble du groupe Rivaud. Malgré la réputation sulfureuse qui l'entoure, l'homme d'affaires italien garde encore beaucoup d'outils et une solide position d'arbitre.

P.-A. G.

Fin des polémiques sur le rapport Decaux

Les actionnaires de TV 5 décident de maintenir la télévision francophone

TV 5 sera « maintenue et dynamisée en améliorant ses programmes et en modifiant ses structures ». Telle est la décision prise, le 17 novembre, par les représentants de la France, de la Belgique, de la Suisse, du Canada et du Québec, actionnaires de la chaîne francophone diffusée par satellite et par câble. Les pays concernés ont réaffirmé « le caractère multilatéral et consensuel du projet ». Ils ont décidé d'élaborer rapidement la proposition française de transformer les structures juridiques de la chaîne pour la faire passer du statut de groupement d'intérêt économique à celui de société anonyme.

Le communiqué commun évoque le développement de TV 5 « d'abord vers les pays d'Europe de l'Est » tout en poursuivant l'examen de « sa présence en Amérique du Nord et éventuellement en Afrique ».

La réforme de l'audiovisuel public

Agitation chez les journalistes d'A 2 et de FR 3

Il y a trois semaines, à Dijon, les journalistes d'A 2 et de FR 3 réfléchissaient à leur avenir. Certains estimaient aujourd'hui que ce scénario n'est pas assez rapidement suivi d'effet. La situation est surtout sensible à la rédaction d'A 2, qui a tenu le 17 novembre une assemblée générale. Dans un communiqué, la Société des journalistes d'A 2 estime que « trois mois après l'arrivée de la nouvelle direction, l'information est loin du pouvoir : indigence des programmes et des projets, absence de toute décision, la direction paraît en plein désarroi ». Le communiqué conclut en soulignant que « la rédaction,

inquiète, réclame d'urgence une rénovation de la grille des programmes et la mise en application des orientations définies à Dijon ».

A FR 3, le conflit est limité à la station de Toulouse, où le Syndicat national des journalistes (SNJ) et l'USFJ-CFDT ont déposé un préavis de grève pour le 23 novembre. Les deux syndicats mettent l'accent sur « la dégradation des relations professionnelles et sociales au sein de la rédaction, du fait du développement de l'autoritarisme, de l'absence de concertation et de transparence dans la gestion des hommes et des moyens ».

Lancée en 1984 sur le satellite ECS, TV 5 rassemble les émissions des grandes chaînes francophones européennes auxquelles se sont jointes les télévisions québécoises qui assurent la diffusion de la chaîne sur le continent nord-américain par l'intermédiaire du satellite Intelsat V. Depuis quelques mois, certains membres du gouvernement français souhaitent se désengager d'un montage qui estimait coûteux et peu efficace. Dans un rapport, M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, avait envisagé plusieurs solutions, dont le remplacement de TV 5 par une diffusion internationale d'Antenne 2. Mais l'éventualité d'un désengagement de la France avait provoqué une levée de bouilliers chez ses partenaires étrangers. Si la France a renoncé à ce projet, il semble qu'elle ait obtenu de ses partenaires une révision du financement de la chaîne à la faveur d'un changement de structure juridique.

M. Jean-Jacques Céliéri, président de TV 5 Europe, s'est félicité de la décision, mais il a critiqué le ministre des affaires étrangères pour avoir « bloqué la subvention destinée à TV 5 à 40,5 millions de francs » alors qu'il réclamait 67,5 millions.

La République lorraine est paru, samedi 18 novembre, après quatre jours consécutifs d'une grève, qui aura été la plus longue connue par ce journal depuis vingt ans. La direction et le syndicat du Livre CDT ont parvenus à un accord sur l'augmentation de la prime d'ancienneté « sans que celle-ci remette en cause les grands équilibres de l'entreprise ».

55:1 من الاحل

CULTURE

ARCHITECTURE

A HONGKONG : Une forteresse très habitable

La colonie s'est dotée
d'un centre culturel
dédié à la musique
et au théâtre

Le projet a été rondement mené : cinq ans après la pose de la première pierre, les habitants de la colonie britannique prenaient possession d'un bâtiment qui a soulevé quelques polémiques. A son emplacement, s'élevait une gare de chemin de fer, grand bâtiment largement ouvert sur la mer. Certains architectes souhaitaient que cet ensemble soit conservé, d'autres espéraient qu'un concours serait lancé. Rien n'y a fait et l'entente des politiques a eu raison de l'ancien bâtiment.

Jaune de Chine

L'été dernier, en août, un samedi après-midi, sous une bulle de toile plastique établie sur un terrain de sports, à l'essai de l'immense toile posée sur le sol. La toile est vraiment démesurée : 15 mètres de large, 9 de haut. Il faut se hisser sur un échafaudage pour la considérer dans son ensemble, comme autour d'un grand bassin de couleur jaune liquide traversée d'ondes rouges et vertes. Comment est-il passé des esquisses de petit format qui parsèment l'atelier à cette étendue que l'on croirait presque impossible à organiser de l'œil et de la main tant elle excède les proportions habituelles ? Par une transposition au carreau, comme les peintres d'autrefois, répond Debré en montrant l'étude finale quadrillée au crayon. On le croit sans comprendre.

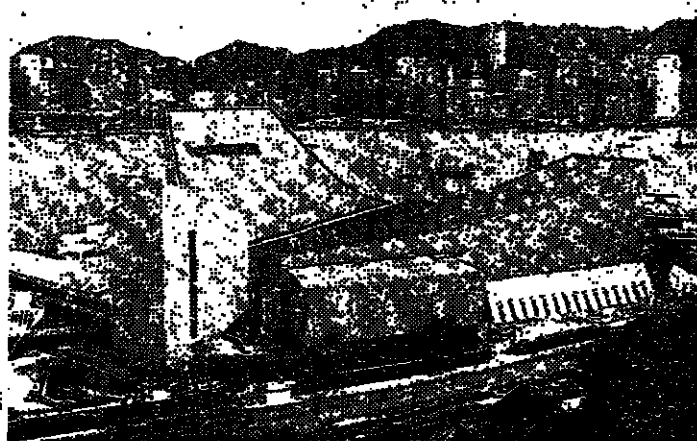
La toile, fixée sur son support vertical, a désormais reçu son logement et pris ses fonctions de rideau de scène du Grand Théâtre de Hongkong offert par la société Louis Vuitton à la ville. Et tout ce que l'on comprend, c'est que l'artiste a réussi à penser sans cesse dans la verticalité ce qu'il exécutait à l'horizontale. Les nervures écartées, les nuances du jaune — du plus acide, qui crée une sensation de vert, au plus solaire, qui contient du rose et un peu d'orange, — les ponctuations de bleu sur et de blanc, tout cela organise une abstraction monumentale. Tout cela suggère des axes au regard qui doit courir le long de l'oblique montante de gauche à droite qui structure l'essentiel de la toile, puis glisser de haut en bas avant de revenir aux « détails », aux « morceaux de peinture », disséminés dans l'espace.

La couleur impériale

Parce que le format est tout simplement rectangulaire, parce qu'il ne devait s'incliner d'aucune tradition, alors qu'à la Comédie-Française il devait composer avec la salle et son passé, Debré a exécuté l'une de ses plus belles toiles. Il a atteint la splendeur sans que son rideau soit pour autant « fol » ou trop opulent. Il n'y a pas trace de mépris décoratif, pas d'effet facile sur la toile, mais un équilibre parfait.

Pour Hongkong, pour ce comptoir occidentaliste que la Chine s'approprie à l'art, il semble s'être inspiré de l'antique et fabuleux Cathay dont a rêvé le dix-huitième siècle, pays paisible de sages voluptueux et contemplatifs. Sans doute n'est-ce point coincé, mais la jeune yéclote, puisée, jadis, le jaune était en Chine la couleur impériale : la peinture de Debré n'a jamais été en effet ni plus majestueuse ni plus triomphante.

PHILIPPE DAGEN



Six fois moins cher que l'Opéra-Bastille

Tel qu'il se présente aujourd'hui, hautes façades avengées recouvertes d'un carrelage beige rosé, le nouveau centre culturel est massif. L'absence de fenêtre, qui lui donne un air de forteresse, a été souvent décrite par les habitants de Hongkong. L'architecte désigné, M. José Lei (l'architecte en chef des services municipaux de la Ville) a voulu concentrer l'attention du public vers le cœur même d'un lieu destiné à la production de spectacles. L'opacité du bâtiment n'en bouche pas moins la vue sur la mer.

Si l'architecture extérieure et intérieure du centre (le même carrelage en recouvre les murs, tandis qu'une moquette mauve d'un effet funéraire garanti s'étale voluptueusement le long des couloirs et des couloirs) est critiquable, l'aspect fonctionnel et le faible coût de construction sont en revanche indéniables. Pour 600 millions de dollars de Hongkong (soit 510 millions de francs), six fois moins que l'Opéra-Bastille), Hongkong s'est offert un opéra de 1750 places, une salle de concert de 2084 places, équipée d'un orgue autrichien de Rieger (93 jeux et 8000 tuyaux), une salle de théâtre expérimental dont la capacité d'accueil modulable (de 300 places à 500 places) permet toutes les dispositions imaginables, une librairie et un restaurant intégré. Fait remarquable dans une région où l'espace est si compté, la part réservée aux déambulations du public offre tout l'espace nécessaire.

Les salles sont donc au nombre de trois. Commençons par la salle de concert. Ses murs s'inscrivent dans un ovale et son plateau, à l'exemple de celui de la Philharmonique de Berlin, est décentré vers le mur du fond, sous l'orgue. Ses murs, blancs cassés, sont ornés de panneaux de chêne qu'un ingénieux système de poulies permet d'incliner, de monter, de descendre de telle sorte que l'acoustique peut être modifiée en fonction des spec-

tacles présentés. Le sol est entièrement recouvert de parquet de chêne et les fauteuils de velours vert menthe à l'eau. L'ensemble est certes un peu terne, mais cette salle respire l'harmonie. Son acoustique n'est pas irréprochable, mais lorsque M. Wayne Madder, manager du centre, nous affirme que les dernières révisions corrigeraient ces défauts, nous le croyons bien volontiers. Au fait, quels sont ces défauts ? D'abord un rapport son direct/son réfléchi trop en faveur du premier — ce qui se traduit par un son assez mat — et surtout par une sorte d'éloignement auditif de musiciens pourtant proches.

La salle d'opéra ensuite. Ses murs sont noirs et eux aussi revêtus de panneaux de chêne n'ayant pas qu'une fonction décorative. D'abord placés au mur, ils s'en éloignent au fur et à mesure qu'ils rejoignent le plafond. Les fauteuils ont beau être rouges, cette salle n'en est pas moins triste. Une tristesse égayée par la présence du rideau de scène peint par Olivier Debré (voir encadré).

L'acoustique de ce nouvel opéra ne souffre aucun reproche, elle est à la fois claire et ronde. Les voix ne sont jamais couvertes par l'orchestre, elles portent loin, sans que les chanteurs aient besoin de forcer ; l'orchestre sonne avec une plénitude réelle, soyeuse et net.

La salle de théâtre, enfin, est une salle entièrement modulable, tout de noir vêtue, à l'exception de la scène elle-même recouverte d'un parquet d'un bois exotique couleur saumon. Nous n'avons pu juger de son acoustique, mais la petite scène centrale du plateau, la petitesse de son volume laisse espérer de sa qualité.

Une inconnue demeure : la population de Hongkong apprécie-t-elle ce legs des Britanniques ? Pour le moment, les Chinois semblent plutôt préoccupés par leur avenir. Et cela paraît plus important, en effet, qu'un bon concert donné dans une belle et bonne salle.

ALAIN LOMPECH

Deux opéras ont ouvert leurs portes

A DALLAS : Un vaste palais musical

La ville texane
vient d'inaugurer
une salle de concert
à vocation multiple

Dallas était plus Dallas que nature jusqu'à l'inauguration du Morton H. Meyerson Symphony Center. Une salle de deux mille six places (contre deux mille sept cents à l'Opéra-Bastille, par exemple), qui aura coûté 108 millions de dollars (650 millions de francs) qu'on pourrait mettre en regard des 3 milliards de francs (valeur juin 1989) dépensés pour la Bastille si ce dernier édifice ne comportait, différence notable, l'immense machinerie nécessaire au fonctionnement de l'opéra.

Si réussi que soit au final le nouveau monument musical de Dallas, monument d'au moins deux talents conjugués de l'architecte I.M. Pei (celui du Grand Louvre) et du technicien de l'acoustique Russel Johnson, l'addition finale, elle, correspond à plus du double du devis initial, ce qui a fait grincer les dents d'une bonne partie de la ville. Très précisément, les plus hostiles au projet ont divisés les 108 millions de dollars par le prix du hamburger, qu'ils ont encore divisés par le nombre de pauvres recensés par Dallas. On se rappelle qu'au plus fort de l'offensive contre la Bastille un calcul du même ordre avait été fait, le coût de l'Opéra étant divisé par le nombre de Français impossibles. Une arithmétique peu propice, à vrai dire, au développement des arts.

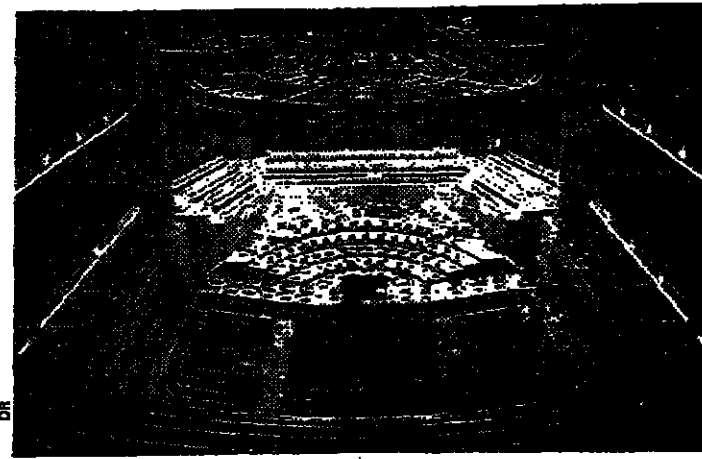
A la différence de Paris, et malgré ces fâcheux calculs, Dallas a accueilli le Meyerson Symphony Center dans un enthousiasme quasi délirant. La période inaugurale avait été assez judicieusement choisie pour correspondre avec la semaine du mécénat (Support the Arts Week), sur quoi s'est justement fondé, pour l'essentiel, le financement de la nouvelle salle. Or qu'on soit défenseur des causes humanitaires ou supporter des arts, il n'est jamais bien vu de s'attaquer à la base ou au mécénat, puisque c'est la principale source de revenus de la création, du patrimoine et des organisations charitables.

Trois millions de 45 tours

Et s'ils avaient péché par ignorance et précipitation, comme ils l'affirment, on s'explique mal pourquoi Olivier Loras et Jean Karakos auraient tenté de réduire à la portion congrue les auteurs d'un succès qui devrait rapporter en France au moins 5 millions de francs.

Mais la carrière de la Lambada n'est pas finie. CBS, qui a vendu trois millions de 45 tours en France, a sorti le disque avec un succès comparable en Espagne, en Allemagne et en Italie. Reste encore à conquérir le Japon et les États-Unis. Dans un communiqué, CBS France affirme que « le succès de la Lambada a été obtenu à l'étranger sans l'appui d'une télévision majeure, comme TF1 en France ». C'est reconnaître la valeur d'une composition écrite par des musiciens dont les droits n'ont toujours pas été officiellement reconnus.

VÉRONIQUE MORTAGNE
et THOMAS SOTINEL



Une impression de luxe et de tradition

L'ardoise du Meyerson Symphony Center s'est donc bien élargie dans la liasse générale. Et l'on a pu congratuler comme il faut M. Morton Meyerson, dont la salle porte le nom, ancien manager de la firme Electronic Data System. Le propriétaire de la firme, Ross Perot, et véritable financier de la salle, aurait ainsi voulu récompenser le plus efficace de ses hommes d'affaires. Comme quoi, l'univers de Dallas n'est pas aussi impitoyable que le vent la chanson.

Pittoresque baroque

L'acoustique a été testée depuis l'inauguration sous tous les régimes possibles (orchestres, récitals, chœurs, etc.). La presse américaine, notamment le *New York Times*, a envoyé ses plus fins limiers pour repérer chaque faiblesse, tandis que chaque musicien et presque chaque spectateur était interrogé sur ses plaisirs et déplaisirs. Enthousiasme de rigueur, malgré quelques notes discordantes émanant d'ailleurs plutôt de l'orchestre. Il semble, cela dit, que l'enthousiasme soit mérité.

Pour la salle proprement dite, l'acoustique a imposé ses exigences de manière telle que Pei, qui n'est rien d'un post-moderniste, en est arrivé à une architecture au pittoresque baroque mais dont les principes sont calqués sur les meilleures salles de concert légères par l'histoire : un seul grand volume rectangulaire (1 sur 2) dans lequel s'inscrivent face à face la scène et la salle marquée par les courbes de trois balcons qui alignent les spectateurs jusqu'au plus près de l'orchestre. Deux hautes colonnes blanches ont la responsabilité architecturale de marquer la limite scène-salle.

Pour le reste, tout joue dans les tonalités de bois et de rouge qui,

mutatis mutandis donnent la nécessaire impression de luxe et de tradition dont Dallas semble faire sa tasse de thé culturelle. Élément-clé de l'ensemble, un vaste plafond mobile au-dessus de la scène, assemblage régulier de piques de bois et de jours d'onyx aux allures futuristes.

C'est agaçant, c'est séduisant, c'est certainement efficace. Autour de la salle, le bâtiment de Pei est plus Pei que nature. Deux volumes géométriques, un grand parallélépipède de pierre (évidemment la salle) croise une forme ronde type casque de samouraï, elle-même reprise en bord de la rue par une façade rectiligne. A l'intérieur, le passage entre les espaces de l'entrée et la salle est particulièrement réussi, qui fait passer avec un effet de surprise brutal d'une zone de lumière blanche, aux couleurs de pierre et de verre, au rouge presque cuivre de la salle. C'est boursé de petits défauts, de ratapages. Mais finalement tout cela est d'une bienheureuse sobriété. Surprenant, non, pour Dallas ?

FREDERIC EDELMANN

DANSE

Noureev au Kirov

Après vingt-huit ans d'exil, l'ex-danseur étoile du Kirov a dansé à nouveau avec son ancienne troupe. Arrivé en début de semaine dernière à Leningrad, Rudolf Noureev a interprété, jeudi 16 novembre, le rôle de James du ballet classique *Le Sylphide*, en compagnie de l'étoile montante du Kirov, Janna Aloupova. Le danseur se produira une dernière fois dimanche 19 avant de regagner Paris.

VARIÉTÉS

Lambada : incertitudes et contrat léonin

L'accord entre les promoteurs français et les véritables auteurs boliviens du tube de l'été n'est pas encore renégocié

La Lambada, chanson typiquement brésilienne, déclarée à la SACEM par un Français qui ne l'avait pas écrite, était en fait une composition bolivienne (*Le Monde* du 30 août et du 20 septembre). A la fin du mois de septembre, Olivier Loras et Jean Karakos, les promoteurs de l'opération lambada en France, annonçaient qu'ils venaient de conclure un accord avec les vrais auteurs de la chanson, les frères Uliass et Gonzalo Hermosa.

Aux termes de cet accord, les frères Hermosa reconnaissent la validité du dépôt de leur chanson à la SACEM par Olivier Loras (de son vrai nom Olivier Lamoitte d'Incamps, mais qui avait utilisé le pseudonyme Chico de Oliveira) et confient à BM productions, société d'édition musicale de Loras et Karakos, les droits mondiaux de *Llorando se Fue*, version originale en espagnol de la Lambada. Loras et Karakos présentaient ce règlement comme la conclusion d'une série de malentendus dont ils n'avaient pas responsables, et affirmaient que, avec le versement d'une avance de 140 000 dollars (environ 920 000 francs) à répartir entre les frères Hermosa et Lauro Records, leur maison de disque, les auteurs légitimes étaient amplement payés de leur contribution à l'opération lambada. En revanche, Jean Karakos, interrogé au téléphone, se refusait à révéler les pourcentages respectifs des compositeurs et du dépositaire à la SACEM, affirmant que les frères Hermosa ne souhaitent pas voir publier ce chiffre.

A la lecture du contrat signé le 22 septembre dernier entre Olivier Loras, Uliass Hermosa et Sonia Rojas (directrice de Lauro Records et représentant de Gonzalo Hermosa), on s'aperçoit qu'il accorde 10 % des droits d'auteurs de la Lambada aux musiciens boliviens. Un taux très bas qu'Olivier Loras, joint au téléphone le 16 novembre, explique ainsi : « Nous n'étions pas sûrs que les frères Hermosa étaient vraiment les auteurs. Nous étions assaillis de prétendants ». Ces doutes n'auraient-ils pas dû interdire tout accord ? De toute façon, Olivier Loras affirme que l'accord sera « réévalué » lors d'un prochain voyage de Jean Karakos en Bolivie.

D'autre part, cette nouvelle répartition n'a pas été déposée à la SACEM, contrairement à ce que prévoit le contrat. Un repli qui laisse penser que les arguments successifs des deux promoteurs au sujet du dépôt du titre : ils affirmaient qu'ils ignoraient la provenance exacte de la chanson, achetée à une firme brésilienne, lorsqu'ils l'ont déposée à la SACEM. Mais les règlements de la société sont formels : on ne peut déposer une chanson que l'on n'a pas écrite. On peut en déposer un arrangement si le titre est tombé dans le domaine public, une explication avancée dans un communiqué, mais dans ce cas il faut passer un examen d'arrangement. Olivier Loras, membre de la SACEM, au tant qu'auteur depuis 1976, ne s'est inscrit comme compositeur que quelques jours avant le dépôt de la Lambada et n'a

jamais passé l'examen d'arrangement. D'autre part, il paraît surprenant qu'un Vieux routier du show-business comme Jean Karakos ait acheté une chanson sans se préoccuper d'en découvrir l'auteur, d'autant qu'il lui aurait suffi de consulter le label de la version brésilienne, *Chorando se Foi*, interprétée par Marcia Ferreira, pour découvrir la signature Hermosa-Ferreira.

L'arrangement de la Lambada s'inspire d'ailleurs très étroitement de cette version brésilienne.

Trois millions de 45 tours

Et s'ils avaient péché par ignorance et précipitation, comme ils l'affirment, on s'explique mal pourquoi Olivier Loras et Jean Karakos auraient tenté de réduire à la portion congrue les auteurs d'un succès qui devrait rapporter en France au moins 5 millions de francs.

Mais la carrière de la Lambada n'est pas finie. CBS, qui a vendu trois millions de 45 tours en France, a sorti le disque avec un succès comparable en Espagne, en Allemagne et en Italie. Reste encore à conquérir le Japon et les États-Unis. Dans un communiqué, CBS France affirme que « le succès de la Lambada a été obtenu à l'étranger sans l'appui d'une télévision majeure, comme TF1 en France ». C'est reconnaître la valeur d'une composition écrite par des musiciens dont les droits n'ont toujours pas été officiellement reconnus.

VÉRONIQUE MORTAGNE
et THOMAS SOTINEL

EXPOSITIONS

Les fleurs séchées de l'art colonial

A Boulogne, les derniers orientalistes sont ressuscités le temps d'une exposition

Y a-t-il en France un art colonial ? C'est à cette question que tente de répondre l'exposition organisée par le Musée de Boulogne-Billancourt. Dans un espace exigu, un grand nombre d'œuvres — peintures, sculptures, maquettes, photos, meubles, livres, — sont groupés autour des trois événements qui, en dix ans (1923-1933), ont médiatiquement ponctué l'aventure coloniale française : la Croisière noire (1923-1925), l'exposition coloniale de Vincennes (1931) et la mission Dakar-Djibouti (1931-1933). L'expédition transafricaine conduite par la firme Citroën, la grande kermesse organisée par le marchand Lyantze et le voyage ethnographique mené par Grimaud poussèrent un certain nombre d'artistes à partir à la découverte de la « France d'outre-mer » pour en ramener des images. Tentation d'autant plus grande que l'art nègre était à la mode et que l'avant-garde plâtrait en avait déjà tiré la leçon.

Ceux qui voyagèrent ainsi dans ces contrées plus ou moins lointaines sont presque tous les héritiers d'un orientalisme déjà désuet. Certains sont passés par la villa Abd-el-Tif d'Alger, fondée en 1907 et qui aurait voulu être une sorte de villa Médicis orientale. Ils pratiquent un post-impressionnisme bariolé qui met en valeur le pittoresque des marchés ensolés, l'ombre brutale des oasis et l'exotisme des accoutrements indigènes, le tout pimenté d'un exotisme facile. Certains, les animaliers surtout, chos-

sissent parmi les sujets ceux qui conviennent le mieux à leur esthétique : arts déco : panthères stylisées d'Hernandez, éléphants massifs de Jouve aux formes stylisées. D'autres enfin, comme Jacovlev, développent un graphisme élégant et précis qui allait servir le travail des premiers ethnologues à partir sur le terrain.

Ces derniers, derrière Georges Henri Rivière, mettent en valeur l'objet ethnographique et le sortent de l'exotisme où il était cantonné en Europe. On regrette que cette exposition n'accorde pratiquement aucune place à l'« art colon », c'est-à-dire aux œuvres exécutées par des autochtones en contact d'une clientèle européenne. Il est le pendant de cet orientalisme attardé qui allait bientôt perdre ses connotations colorées dans les affres de la décolonisation. Il en reste quelques vestiges (la bâtiment qui abrite aujourd'hui le Musée des arts africains et océaniques) et des images parfois étonnantes, quel-ques-fois bien venues, souvent ridicules, comme ce grand bronze d'Évariste Jonchère : un joueur de tambour à l'anatomie caricaturale et qui démontre à l'envi que l'Africain a une petite cervelle mais le sens du rythme. Mais toutes appartenant à notre histoire.

E. de R.

« Coloniales, 1920-1940 », Musée municipal de Boulogne-Billancourt, jusqu'au 31 janvier 1990. Tél. 46-84-77-39.

AGENDA

SAMEDI 18 - DIMANCHE 19 NOVEMBRE

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMEDI

Mon (1986), d'Henri-Georges Clouzot, 15 h 15 : le Plus Grand Amour (1925), d'Augusto Genoa, 17 h 30 : l'Homme qui tua Liberty Valance (1962), v.o. a.s.t., de John Ford, 19 h 30 : Du monde pour les petits chiens (1983), de Marcel Camé, 21 h.

DIMANCHE

Les Cheyennes (1984, v.o. a.s.t.), de John Ford, 15 h 15 : Les Deux Cavaliers (1961, v.o. a.s.t.), de John Ford, 19 h 30 : Trois chemins à Manhattan (1983), de Marcel Camé, 21 h.

SALLE GARNIER

CENTRE GEORGES-POINCARÉ (42-78-37-28)

SAMEDI

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Enfant (1971, v.o. a.s.t.), d'André Delvaux, 15 h 30 : Les Enfants de la prison (1984, v.o. a.s.t.), de Nelson Pereira Dos Santos, 20 h 30.

DIMANCHE

Révoltes, Révolutions, Cinéma : Jours glorieux (1968, v.o. a.s.t.), d'André Delvaux, 15 h 30 : Les Enfants de la prison (1984, v.o. a.s.t.), de Nelson Pereira Dos Santos, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

Centre Georges-Poincaré (42-78-37-28)

SAMEDI

Le Paris des années 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30.

DIMANCHE

Le Paris des années 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30 : L'Année de la Grande Dépression (1930), de Jean Cocteau, 15 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A. v.o.) : Forum Horizon, 15

(45-08-57-57) : UGC Normandie, 9 (45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ALICE (Tchecoslovaquie-Guise)

Alfred Hitchcock, 14 (42-38-33-33) : Forum Orient Express, 1 (42-38-33-33) : UGC Normandie, 9 (45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ARIEL (A. v.o.) : Utopie Champollion, 9

(43-28-94-05).

L'ARME FATALE 2 (A. v.o.) : UGC

Emplacement, 9 (45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ASTÉRIX ET LE CLOUP DU MÈNÉRIER

(A. v.o.) : UGC Normandie, 9 (45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

BOULEVARD (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

BURNING SECRET (A. v.o.) : Cino-

chies, 9 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

CALME BLANC (A. v.o.) : 14 Juillet

Odéon, 9 (43-28-94-05).

COMÉDIE D'ÉTÉ (A. v.o.) : Epée de Bois, 9

(43-28-94-05).

DERNIÈRE SORTIE POUR BROOKLYN

(A. v.o.) : Forum Horizon, 15 (45-08-57-57) : UGC Normandie, 9 (45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

EDGAR (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

ÉPIQUE (A. v.o.) : UGC Normandie, 9

(45-08-57-57) : Sept Persepolis, 14 (43-20-32-20) : v.f. : Rex, 2 (42-38-33-33) : Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31).

THÉÂTRES

ANTOINE - SIMONE-BERNAU (42-08-77-71)

La Roulotte : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ARCANE (43-38-18-70)

Le Saison de neiges : 20 h 30, dim. 17 h.

ARLEQUIN (46-08-43-22)

Y'a qu'à rêver : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAIN (48-06-36-02)

Régiment d'été de mensonge : 17 h et 21 h, dim. 17 h.

ATYLANTE (48-08-11-90)

Chemin d'une âme : 20 h 30, dim. 17 h.

ATELIER (48-06-48-24)

L'Avenir : 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27)

Salle C. Bernard, Eberhard Isabella : 20 h 30.

BATEAU-THÉÂTRE FEMME DOCTEUR

Parades (42-06-68-88) : Histoire du tigre : 20 h 30.

BERRY (43-70-37-02)

La Déclaration de Peter le Rouge : 20 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES PARISIENS (42-06-00-24)

Parade sous tous les régimes : 15 h 30 et 18 h 30.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

BOUFFES DU NORD (42-38-34-50)

Le Festival d'automne à Paris 1989 : 15 h et 20 h, dim. (dimanche) 15 h.

Les banques face à l'écologie

AVEC LA PARTICIPATION DE

 COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS
EUROPÉENNES

(programme Comett)

TEMPÉRATURES										maximum - minimum et temps observés									
Valeurs extrêmes relevées entre										le 15-11-1989 à 6 heures TU									
le 17-11-1989 à 6 heures TU										le 16-11-1989									
FRANCE										ÉTRANGER									
ALGER	19	9	P	F	10	10	N	13	9	N	LOS ANGELES	29	11						
BARCELONA	19	9	P	F	10	10	N	13	9	N	LUXEMBOURG	6	-5						
BORDO	16	10	C	N	10	10	N	13	9	N	MADRID	15	0						
BREIZH	11	8	C	N	10	10	N	13	9	N	MARSEILLE	21	8						
BREST	11	8	C	N	10	10	N	13	9	N	MEXICO	24	10						
CAEN	11	7	C	N	10	10	N	13	9	N	MILAN	9	4						
CLERMONT	11	7	C	N	10	10	N	13	9	N	MONTREAL	4	-5						
CORNICHOFF	15	9	P	F	10	10	N	13	9	N	MURMANSK	4	-3						
DUN	16	10	C	N	10	10	N	13	9	N	NANTZ	23	16						
GENÈVE	7	2	C	N	10	10	N	13	9	N	NEW-YORK	23	16						
LYONS	12	8	C	N	10	10	N	13	9	N	OSLO	3	-3						
LYON	8	4	D	N	10	10	N	13	9	N	PALMA-DE-MAJAL	20	10						
MARSEILLE	15	12	C	N	10	10	N	13	9	N	PRIN	8	-6						
NANCY	6	-2	D	N	10	10	N	13	9	N	RENO	26	21						
NANTES	16	9	P	F	10	10	N	13	9	N	ROME	12	8						
NICE	16	9	P	F	10	10	N	13	9	N	SARAJEVO	32	24						
PARIS-MORVA	10	6	C	N	10	10	N	13	9	N	STOCKHOLM	5	-4						
PAU	17	6	C	N	10	10	N	13	9	N	STUTTGART	20	14						
PERPIGNAN	13	12	P	F	10	10	N	13	9	N	SYDNEY	22	16						
RENNES	12	9	P	F	10	10	N	13	9	N	TOKYO	13	12						
SEZING	14	7	C	N	10	10	N	13	9	N	TYNS	24	13						
STRASBOURG	6	-5			10	10	N	13	9	N	VERSAILLES	3	-2						
					10	10	N	13	9	N	VILLEFRANCE	7	2						
					10	10	N	13	9	N	VIRGO	6	-2						
					10	10	N	13	9	N									

A	B	C	D	E	F	G
source	bruit	ciel ouvert	ciel dégagé	nuage	orage	pluie
						tempête
						neige

Souhaitant choisir leurs lieux d'implantation

Les banquiers français restent circonspects face à l'évolution dans les pays de l'Est

« On va changer les choses », affirmait le chef de la Banque d'Etat est-allemande pour le commerce extérieur, la Deutsche Aussenhandelsbank à un banquier français, en visite en RDA, peu de temps avant l'ouverture du mur de Berlin. Mais il est plus facile de percer un mur que de passer d'une économie centralisée à une économie de marché. L'organisation qui a eu cours jusqu'à présent craque, mais personne ne sait quelles nouvelles structures se mettront en place et à quelle vitesse. « Le mouvement de libéralisation qui touche l'Est présente de grandes opportunités, mais aussi de grands risques », déclare, circonspect, un spécialiste des pays de l'Est à la Société Générale.

« Une banque et une seule : tel est le fondement du socialisme ». C'est, en substance, la doctrine héritée de Lénine, qui inspirait naguère, en matière bancaire, les autorités d'URSS et des pays de l'Europe de l'Est. Si la devise est toujours inscrite sur les murs de la Banque centrale à Moscou, elle devient progressivement obsolète en URSS et dans certains pays de l'Est, qui ont engagé une mutation financière : Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

Jusqu'à maintenant, les quelques banques étrangères présentes dans cette partie de l'Europe ne l'ont été qu'à travers des bureaux de représentation, formule qui s'intègre le mieux dans une économie planifiée et centralisée.

La Société Générale est l'une des rares banques occidentales, et la seule française, à avoir constitué un réseau dans tous les pays de l'Est, si l'on excepte l'Albanie (voir tableau). A l'époque où le général de Gaulle préchait pour une Europe de l'Atlantique à l'Oural, la banque du boulevard Haussmann entreprenait de nouer des liens dans chacun des pays de l'Est, qui ont débouché sur l'ouverture de bureaux : Moscou en 1973, Berlin-Est en 1975, Varsovie en 1976, Belgrade en 1978 et, plus récemment, Sofia en 1980 et Prague en 1982.

En outre, chaque fois que l'évolution de la législation le lui permettait, la Société Générale en a profité pour aller plus loin. En 1979, elle devenait, avec 11 % du capital, une des six banques occidentales actionnaires de la Central European International Bank, aux côtés de la Banque nationale de Hongrie, qui en détenait 34 %. En 1981, son bureau de Bucarest se transformait en succursale, faisant d'elle l'une des deux seules banques à 100 % étrangères (l'autre est autrichienne) en Roumanie, un an avant que la crise économique ne mette fin à la politique d'ouverture de ce pays.

Marge de manœuvre limitée

La Société Générale comme ses homologues présentes dans les pays de l'Est ont, jusqu'ici, en une marge de manœuvre assez limitée. Leur vocation principale a été de faciliter les échanges commerciaux entre l'Est et l'Ouest, en finançant soit les exportations des entreprises de leur pays d'origine, soit le commerce extérieur des entreprises du pays d'accueil.

La perestroïka, qui touche l'Europe de l'Est, devrait permettre aux banques de pratiquer de nouvelles activités. Grâce, notamment, à un nouveau type d'implantation comme les banques mixtes. Déjà existantes en Hongrie, elles se propagent en URSS où, récemment, cinq banques européennes, dont le Crédit lyonnais, et trois établissements soviétiques ont créé l'International Moscow Bank, sous forme de société anonyme (le Monde du 21 octobre). Elle aura pour mission de financer des sociétés mixtes, des projets dans l'industrie et les services. Grâce aussi à de nouveaux modes d'intervention : le financement de sociétés mixtes dans les pays où elles sont possibles, le leasing, le conseil financier, l'assistance pour la création de réseaux.

Tout n'est pas possible partout, et les banquiers français souhaitent se montrer sélectifs. Les pays les plus intéressants, l'URSS et la

RDA (qui bénéficie de la meilleure économie et du meilleur niveau de vie à l'Est) sont les derniers touchés par la vague de libéralisation, et on a encore du mal à savoir ce que sont leurs besoins. Combien de joint-ventures établies par des industriels français avec des partenaires soviétiques, il y a plus d'un an, sont encore dans les limbes ? Et quelle part du prêt de 12 milliards de francs proposé par un pool de banques françaises à l'URSS, en octobre 1988, a déjà été utilisée ?

Inversement, les pays les plus libéralisés — la Pologne et la Hongrie — où les méthodes occidentales pourraient le mieux s'adapter, sont aussi ceux qui présentent les plus grands risques. Or qu'y a-t-il de pire, pour un banquier, que le risque ?

Il est vrai que les obstacles ne manquent pas. Comment superviser de collecter des dépôts dans des pays où la monnaie n'est pas convertible ? Même la collecte de l'épargne en devises — les 6 à 7 milliards de dollars rapatriés par les quatre millions de Polonais émigrés — ne semble guère attirer les banquiers, alors même que les autorités du pays leur demandent de venir établir des réseaux bancaires fiables (les Polonais plus que tout autre se méfient des banques d'Etat) pour la récupérer et aider à la recapitalisation de l'industrie.

Absence de comptabilité

Comment décider du crédit à accorder à une entreprise hongroise, polonaise, ou à une joint-venture franco-russe, alors qu'aucune comptabilité ne permet de mesurer la rentabilité d'un projet d'investissement ? Habitues à une économie centralisée où la production est soumise aux commandes de l'Etat et selon une nomenclature rigide, les entreprises ne savent pas ce qu'est un bilan prévisionnel. Le Crédit lyonnais, qui pilote le prêt de 12 milliards de francs offert l'an dernier à l'URSS, a dû mettre au point un avenant expliquant comment faire pour analyser une joint-venture.

Le problème est le même pour accorder un leasing. Longtemps considéré par l'Est comme « un truc pour vendre du crédit plus cher » — au nom de ce principe, la RDA s'obstine à recourir à des crédits classiques pour l'achat de ses avions — le leasing a fait son apparition dans certains pays. La Société Générale, dont c'est une spécialité, la pratique ainsi pour l'achat de bateaux en Pologne et en Yougoslavie ou d'avions en Tchécoslovaquie. Elle ne désespère pas d'y convertir l'Aéroflot pour l'acquisition de ses Airbus.

Mais la banque française connaît les handicaps. S'il est facile, en cas de non-paiement, de récupérer un avion sur n'importe quel aéroport du monde, il l'est moins d'aller chercher une machine textile au fin fond de la Bulgarie. Tout recours juridique est exclu, la notion de propriété se limitant à celle de l'Etat. En outre, si l'achat d'avions ou de bateaux est régi par des conventions internationales, il n'en est pas de même pour des équipements type machine-outil. Comment s'assurer que l'entreprise sera en mesure de rembourser, en l'absence de comptabilité ? Pour l'heure, le leasing pratiqué dans certains pays de l'Est sert surtout à contourner des quotas d'importations parfois trop limités.

Des banques conseils

Des perspectives s'ouvrent en revanche dans l'activité de conseil. Le Crédit commercial de France est ainsi conseiller du gouvernement hongrois pour la privatisation.

La Société Générale voit de son côté défilier depuis l'été des délégations : le Gosplan, désireux d'acquiescer un ensemble de logiciels informatiques de gestion pour établir des bilans prévisionnels nécessaires aux entreprises soviétiques et aux joint-ventures ; les banques yougoslaves en passe de devenir des sociétés par actions (la langue de Zagreb a connu cet avatar le 14 novembre), et curieuses de savoir comment s'était opérée la privatisation de la Générale ; des banquiers tchécoslovaques soucieux de connaître, à la veille de

l'écroulement de la banque d'Etat en plusieurs entités spécialisées, l'évolution des méthodes bancaires, des moyens de paiement aux échanges interbancaires en passant par les relations commerciales avec les clients, particuliers ou entreprises.

Si elles ne bénéficient pas de l'avantage de la langue, à la différence de leurs homologues d'outre-Rhin, pour travailler en RDA — par ailleurs déjà très intégrée à l'économie de la RFA — ou de la remarquable infiltration autrichienne dans toute l'Europe de l'Est, les banques françaises ne sont pas forcément les moins bien placées pour accroître leur présence dans cette zone en raison de leur compétence et de leurs techniques.

Même si elles sont bien conscientes que leurs interlocuteurs de l'Est font appel à elles et à leur know-how financier pour attirer plus de devises et non pour leur ouvrir de nouvelles sources de marché, les banques françaises se doivent d'y aller. Ces pays ont besoin de réseaux pour collecter des dépôts, de banques et de Bourses de valeurs pour recapitaliser leurs entreprises et développer des industries, notamment dans les biens de consommation, d'un marché monétaire et d'un marché des changes, d'une comptabilité et de méthodes de gestion qui leur permettent de s'adapter à une économie de marché. Car la libéralisation économique des pays de l'Est ne réussira pas s'il n'y a pas structuration d'un véritable système bancaire et financier.

CLAIRE BLANDIN

Les banques françaises en Europe de l'Est

Pays	Banques
Allemagne (Rép. dém.)	BNP (B), Crédit lyonnais (B), Société Générale et Sogelal (B) à Berlin-Est.
Autriche	Sogelal (groupe Société Générale) (F) à Vienne.
Bulgarie	Société Générale (B) à Sofia.
Hongrie	BNP (B) et Société Générale (A) à Budapest.
Pologne	CIC-UEI (B) et Société Générale (B) à Varsovie.
Roumanie	Société Générale (S) à Bucarest.
Tchécoslovaquie	CCF (D) et Société Générale (B) à Prague.
URSS	Banque Indosuez (D), BNP (B), CCF (D), CIC-UEI (B), Compagnie financière (E. de Rothschild) (A), Crédit lyonnais (B), Paribas (B), et Société Générale (B) à Moscou.
Yougoslavie	BNP (B) à Zagreb et Société Générale (B) à Belgrade.

A : affiliation ; B : bureau de représentation ; D : délégation ; F : filiale ; S : succursale.

Source : AFB, 1988.

Libéralisant son commerce

L'URSS pourrait obtenir un statut d'observateur au GATT dès décembre

L'Union soviétique pourrait obtenir, dès décembre, un statut d'observateur au GATT, première étape vers une adhésion à plus long terme à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. L'URSS avait exprimé ce désir il y a plus de trois ans déjà, mais se dénouait à l'heure la l'opposition des Etats-Unis et de la Communauté européenne, qui invoquaient officiellement le caractère centralisé de l'économie soviétique, incompatible avec l'esprit et la lettre de l'Accord général. La question devrait être évoquée au cours du sommet des Douze, prévue samedi à Paris.

Selon l'OCDE

Perspectives économiques favorables pour les pays industrialisés

Les perspectives économiques pour les deux prochaines années dans les 24 pays de l'Organisation pour la coopération économique et le développement (OCDE) sont « relativement favorables », ont indiqué vendredi 17 novembre les responsables du comité des politiques économiques de l'OCDE, réuni à Paris. La croissance de la production de l'ensemble des 24 pays membres se maintiendra à environ 3 % et l'inflation se stabilisera à environ 4,5 %.

Les Etats-Unis n'y feraient plus opposition, au moment où ils se déclarent prêts à accorder à l'URSS la clause de la nation « la plus favorisée », ce qui supprime les surtaxes de son produit à leur entrée sur le marché américain. Seul le Japon, troisième grand partenaire du commerce mondial, vient d'exprimer ses réserves.

Cinq pays d'Europe de l'Est à économie planifiée (Hongrie, Pologne, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) sont depuis longtemps membres de plein droit du GATT, tandis que la Bulgarie, qui a un statut d'observateur, a demandé son admission. Parallèlement, la Chine négocie actuellement son retour dans l'institution.

— (AFP).

Les pays de l'Est éventuellement dans l'OCDE. — M. Jean-Claude Paye, secrétaire général de l'OCDE, n'a pas écarté, vendredi 17 novembre, l'idée d'une entrée éventuelle de certains pays de l'Est dans l'OCDE en tant que membres à part entière. « Rien n'est exclu, a-t-il déclaré. L'OCDE n'est pas un club fermé. C'est l'organisation qui regroupe les démocraties libérales à économie de marché. S'il y a un nombre grandissant de démocraties libérales à économie de marché sur la planète, en Europe de l'Est ou en Asie du Sud-Est, s'ils veulent entrer dans le club, je ne vois pas pourquoi les membres trouveraient que c'est une mauvaise idée. » — (AFP.)

« Nous devons nous battre pour que le niveau de la production ne s'effondre pas au cours des prochains mois »

nous déclare le directeur général d'un combinat est-allemand

Les dirigeants des combinats, les quelque 130 gigantesques unités de production qui composent l'industrie est-allemande, n'ont pas tardé à profiter du vent de libéralisation qui souffle sur la RDA pour faire entendre leur voix. M. Heinz Warzecha, directeur général du combinat *Werkzeugmaschinen* 7 octobre ne cache pas son inquiétude quant à l'avenir proche. Selon lui la production est conçue de telle façon que « si une seule entreprise ralentit, des secteurs entiers seront touchés ».

BERLIN-EST

de notre envoyée spéciale

Interrogé sur sa préoccupation la plus immédiate, M. Warzecha répond qu'il faut « se battre pour que le niveau de la production ne s'effondre pas au cours des prochains mois ». « Time is money », lance-t-il en guise d'introduction à ses entretiens. Son slogan s'applique à toute l'économie de la RDA.

La tâche sera dure car les départs vers l'Ouest devraient se poursuivre. « Je redoute beaucoup », déclare M. Warzecha, que *Berlin-Ouest* prenne nos meilleurs ouvriers. Comment ceux-ci pourraient-ils résister à la possibilité de gagner en un mois, de l'autre côté de la frontière, ce qu'ils gagnent en un an en RDA ? En outre, si la motivation des ouvriers a quelque peu augmenté, depuis les événements de novembre, une amélioration rapide du niveau de vie est absolument nécessaire : les gens n'ont pas seulement besoin d'être autorisés à se rendre à Berlin-Ouest.

Beaucoup d'emplois pourraient être supprimés

M. Warzecha craint d'importants mouvements de grève. L'une des usines qu'il dirige a été menacée d'un conflit social la semaine dernière. Il raconte avoir rétorqué aux ouvriers mécontents que de telles intentions étaient contradictoires avec les manifestations gigantesques pour réclamer davantage de liberté et de démocratie. « Ils auraient trahi leurs propres objectifs en se mettant en grève », affirme M. Warzecha. D'après lui, la création d'une entité représentative des dirigeants de combinats,

sorte d'organisation patronale, est nécessaire pour que les intérêts de l'industrie soient représentés dans la lutte qui se profile avec les syndicats.

Pas plus que le nouveau premier ministre, M. Warzecha ne donne de détails sur les moyens à mettre en œuvre pour permettre aux Allemands de l'Est de vivre plus décemment. Mais il affirme sans hésiter que « 25 % de la force de travail pourrait être supprimée sans dommage pour l'économie » et orientés vers des activités véritablement productives. Dans sa propre entreprise estime-t-il, « jusqu'à trois mille emplois pourraient disparaître sur un total de vingt-trois mille, sans diminution de rendement ».

Trois raisons principales expliquent, d'après M. Warzecha, l'insuffisante productivité des entreprises en RDA : les retards de livraison (« les ouvriers tournent en rond en attendant les pièces nécessaires »), les fréquentes pannes de machines et la bureaucratie. « Les sociétés de RDA ont dix fois plus d'employés affectés à des activités bureaucratiques que leurs voisines occidentales, cela parce qu'elles se doivent de répondre à la demande de la bureaucratie d'Etat ».

M. Warzecha estime que c'est un « devoir » pour son pays de reconstruire les personnes dont les emplois seront supprimés par les réformes. Sa volonté de changement profond ne va donc pas jusqu'à mettre en cause le principe sacro-saint du droit à l'emploi. Parmi les mesures qui lui semblent nécessaires à très court terme figurent l'autorisation de créer des sociétés mixtes avec l'Occident, ce qui va à l'encontre de la position officielle du ministère du commerce extérieur, très prudente en la matière. Il avoue d'ailleurs préparer depuis plusieurs mois un grand projet de coopération avec la RFA, sans l'avoir déclaré officiellement, projet qu'il espère finaliser d'ici à la fin de l'année.

Souhaitait-il coopérer seulement avec l'Allemagne de l'Ouest ou avec l'ensemble de la CEE ? « Il est impossible que nous nous tirions d'affaire seuls » mais il faut commencer par coopérer avec la RFA. « Après nous pourrions penser à nous intégrer à la CEE ».

En clair, l'Allemagne de l'Ouest doit permettre à la RDA d'entrer dans le Marché commun. Mais plus tard.

FRANÇOISE LAZARE

EN BREF

Retour à la normale sur la ligne n° 9 du métro parisien. — La circulation des rames était normale, samedi 18 novembre au matin, sur la ligne n° 9 (Pont-de-Sèvres-Mairie-de-Montreuil) du métro parisien, après la grève de vingt-quatre heures suivie vendredi à l'appel des syndicats Autonome-traction, CGT et CFDT. Les syndicats voulaient « lancer un avertissement » aux pouvoirs publics, la ligne n° 9 étant devenue « la plaque tournante du trafic de drogue ».

Peugeot-Mulhouse : un licenciement refusé. — Le licenciement pour faute grave de M. Jean-Christophe Dominguez, élu CFDT de l'usine Peugeot de Mulhouse, a été refusé le jeudi 16 novembre par l'inspection du travail. Accusé par la direction de l'établissement d'avoir malmené un agent de maîtrise, au lendemain de la reprise du travail, M. Dominguez avait fait l'objet d'une mesure de mise à pied. Un autre ouvrier a été licencié pour les mêmes motifs par Peugeot-Mulhouse. Lundi, une grève de quatre heures avait eu lieu pour obtenir la réintégration des deux salariés.

General Electric rachète ses propres actions. — Le conseil d'administration du groupe américain General Electric (GE) a décidé de consacrer jusqu'à 10 milliards de dollars (63 milliards de francs) au rachat des propres actions de la firme dans les cinq prochaines années. « Nous avons examiné toutes les possibilités et nous sommes arrivés à la conclusion que les actions de GE constituent le meilleur investissement que nous puissions faire », a indiqué, vendredi 17 novembre, le président de General Electric, M. John Welch. Les rachats seront financés par une combinaison d'emprunt et de ponctions sur les ressources propres. Ils seront suspendus en cas d'évolution défavorable des affaires de l'entreprise. — (AFP.)

United Transport International achète Snel. — United Transport International, la branche transport de la société britannique BET, société de services aux entreprises (sécurité, nettoyage, transport, location de produits textiles), qui a racheté SAVAM (transport et distribution en France) au début de l'année, vient d'acquiescer International Transportbedrijf Snel aux Pays-Bas. Cette société, avec un chiffre d'affaires de 40 millions de florins (120 millions de francs), est spécialisée dans l'organisation de la distribution et rejoindra la division logistique de United Transport International. BET avait, en 1988, un chiffre d'affaires de 2,1 milliards de livres (environ 21 milliards de francs), dont 14 % dans le transport et la distribution.

FRANCE
info
SUR FRANCE INFO
TOUTES LES DEMI-HEURES
Avec Jean-Pierre Gollard et Christophe Beille
Toute l'information économique et financière
à 7 h 57, la clôture des grands marchés
TOKYO, WALL STREET, PARIS
• La Bourse de Paris en direct
• La vie des affaires
De 6 heures à 1 heure du matin.

حکومت اسلامی

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Pour la deuxième semaine consécutive, la Bourse de Paris a été assaillie par le doute. Mais cette fois, elle s'est plutôt redressée après avoir reculé quelques jours auparavant.

Pour tout dire, cette semaine s'est, si l'on peut dire, ouverte entre guillemets. Lundi, une première vague d'effacement (-0,40 %) était repoussée, et la séance s'achèverait sur une note parfaitement neutre (-0,05 %). Singulièrement, le même scénario, ou presque, allait se reproduire les jours suivants. Si mardi, le plan de bourse de placement persistait (-0,27 %), il était le lendemain corrigé en clôture (+0,12 %). Jeudi, un rayon de soleil daigna même filtrer à travers les nuages, et le marché, virtuellement à l'arrêt à l'ouverture matinale (+0,03 %) enregistrant en fin de journée une avance de 0,74 %. A la veille du week-end, l'indice CAC-40, dans le rouge durant la première partie de la journée (-0,14 %), revenait ensuite dans le vert et y restait (+0,42 %). Bref, d'une semaine à l'autre, le mercure est remonté de presque un degré au thermomètre de la Rue Vivienne.

Ce n'est rien de dire que la Bourse a très longtemps hésité ces derniers jours sur la conduite à prendre. D'autant que le bon mot. Comment aurait-il pu en être autrement ? Les nouvelles parvenues sous les lambris ont été pour le moins contradictoires, contribuant à entretenir une certaine confusion dans les esprits. Première réaction observée : les investisseurs français ont d'abord tenté d'emboîter le pas à leurs collègues allemands, soudain encouragés par la démolition symbolique du mur de Berlin. Si cet événement historique risque de poser problème à la Communauté européenne, il ouvre, en revanche, à n'en pas douter, de nouveaux marchés aux entreprises industrielles.

En apparence, la Bourse de Paris semble avoir peu réagi. L'impression, cependant, est trompeuse. Tous les compartiments de la cote intéressés de près ou de loin à la remise à niveau progressive de l'économie est-allemande se sont soudain animés et raffermis, tels l'alimentation, la distribution, le bâtiment, l'équipement ménager. Ce n'est pas un fait du hasard.

L'actualité a malheureusement voulu que de nombreuses statistiques américaines soient publiées cette semaine. Malheureusement, car celles-ci ont été à multiples interprétations. La publication d'une première vague de chiffres a commencé par raviver la crainte d'une récession aux Etats-Unis. La baisse des ventes au détail pour octobre (-1 %), de la production industrielle (-0,7 %) et du taux d'utilisation des capacités, tombé à 83 %, ne pouvait pas signifier autre chose. Mais quarante-huit heures plus tard, l'annonce d'une réduction plus forte que prévu du déficit commercial américain, retombé à son plus bas niveau depuis décembre 1984,

Contradictions

redonnait confiance à la communauté financière... jusqu'à ce qu'on s'aperçoive qu'il était dû à la diminution des importations, ce qui relançait l'idée récessionniste. Mais des voix officielles se sont immédiatement élevées pour démentir cette façon de voir les choses et parler seulement de ralentissement économique.

Quels que soient les termes employés, beaucoup ont jugé que c'était pain béni. Pour éviter un coup de frein économique trop brutal, le FED à leurs yeux ne pouvait faire autrement que d'assouplir sa politique de crédit. Cette réflexion est venue à l'esprit des investisseurs français au moment où la Bundesbank allemande décidait, contrairement aux appréhensions nourries, de ne pas toucher à ses taux directeurs. De quoi redonner confiance à la place parisienne et lui faire passer la pilule des prix de détail français revenus sur une pente glissante en octobre (+0,4 %).

Quand même, l'aggravation de notre déficit commercial pour août fit passer un frisson sous les lambris... Le temps de prendre connaissance des dernières prévisions économiques de l'OCDE. Le moins que l'on puisse en dire : l'organisme international est optimiste en tablant dans les pays industrialisés sur 3 % de croissance pour 1990 et autant pour 1991. Et comme, Rue Vivienne, les investisseurs sont plus prompts parfois à espérer qu'à se désespérer, ils ont repris des positions, mais quand même un peu dans la confusion. Ils ne se sont pas tous départis de la plus élémentaire prudence, comme en témoigne la relative faiblesse de l'activité observée cette semaine avec un rythme quotidien de transactions inférieur à 2 milliards de francs. La liquidation générale de novembre aura d'autre part lieu mercredi 22. Elle est actuellement légèrement perdante (-1,5 %) et s'incline guère à favoriser les achats dans l'immédiat. Le mois prochain, il sera toujours temps.

Reste qu'un optimisme mesuré régnait quand même en fin de semaine sous les lambris. A condition que des statistiques par trop contraires ne viennent pas tout gâcher, le « gourou du pilier sud » se disait vendredi persuadé que l'année s'achèverait en Bourse un peu au-dessus des niveaux actuels, mais avec de faibles volumes. Pour lui, la véritable amélioration devrait arriver pendant le premier trimestre de 1990, en liaison avec la détente des taux d'intérêt qu'il prévoit à ce moment-là. Le responsable du département Bourse d'une grande banque de la place était plus catégorique, ne disant résolument « ferme » pour la fin de l'année.

Semaine du 13 au 17 novembre

Ces réflexions ne sont pas isolées. Le commentateur de la charge d'agent de change Didier Philippe donne le ton général. Il assure, lui, que « la psychologie boursière qui s'est installée après la secousse du 13 octobre dernier paraît en voie de résorption. La confirmation de la détente à pas comptés des taux d'intérêt américains constitue, en effet, un élément suffisamment important pour que nous mettions un terme aux conseils de prudence de nos derniers flashs ». Et d'ajouter : « L'émancipation d'une moindre volatilité du dollar devrait constituer pour les marchés financiers, et, singulièrement pour Paris, un facteur d'amélioration de la visibilité. Dans ces conditions, conclu-t-il, le potentiel de hausse du marché sera davantage dépendant des éléments macro-économiques, qui restent fondamentalement favorables ».

Sauf imprévu, ces pronostics ont des chances de se vérifier. Les derniers habitants du palais sont catégoriques. Qui vivra verra.

Des événements survenus cette semaine, l'on se rendra compte. Tout d'abord, le rebondissement du feuillet LVMH, avec la révocation de M. Racamier de la direction du groupe, la décision du tribunal de commerce de reporter au 15 mars 1990 l'assemblée générale, prévue le 15 novembre, et la mise sous séquestre des OSA finies en 1987 par Moët.

Deuxième événement : les suspensions de cotations survenues sur Confiance. Des vendeurs ont circulé sur la vente de ce groupe de distribution à des intérêts allemands pour 6 milliards de francs. Rumeurs démenties. Mais...

D'autre part, les boursiers se posaient la question de savoir comment M. Marc Fourrier, président de la Navigation mixte, allait parvenir à ramener assez d'amis pour boucler son tour de table et faire échec à l'OPA de Paribas.

Un peu à la surprise générale, Maison Phébus a brûlé les planches ces derniers jours. Renseignement pris : confirmation à été donnée que la Générale des Eaux allait faire apport à la société de ses filiales exerçant leur activité dans la promotion immobilière et la location de loisirs ainsi que de ses agences immobilières. Traditionnellement déficitaire, Maison Phébus devrait enregistrer des bénéfices pour 1990.

Enfin, le cours d'Eurotunnel a chuté de 18 % en trois jours avec près de 7 millions de titres échangés, au point d'être au-dessous de parures inconnues et non fondées. La COB enquête, et Eurotunnel remonte. Décidément, il se passe toujours quelque chose Rue Vivienne.

ANDRÉ DESSOT

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Un timide raffermissement

La tendance s'est raffermie cette semaine à Wall Street. Mais le moins que l'on puisse en dire c'est que le marché s'est remis à bouger, et ce n'est pas la fin de la semaine. A la fin de la semaine, l'indice des industriels s'inscrivait à 2 652,66, en hausse de 27,05 points (+1 %).

Une fois encore, les investisseurs ont été suspendus aux statistiques. Et celles publiées ces derniers jours ont été plutôt de nature à entretenir le pessimisme en confirmant ce que tout le monde redoutait : l'économie se refroidit. L'annonce mardi d'une baisse conjuguée de la production industrielle, des ventes au détail et du taux d'utilisation des capacités, c'est le moins que l'on puisse dire, fait très mauvais effet autour du Big Board. Du coup, le marché s'est pas réagi en apparence que le déficit commercial pour septembre était tombé à son plus bas niveau depuis le mois de décembre 1984.

L'activité hebdomadaire a peu varié. Elle a porté sur l'échange de 738,44 millions de titres contre 743,82 millions précédemment.

Indice Dow Jones du 10 novembre : 2 625,61 (contre 2 629,51).

	Cours 10 nov.	Cours 17 nov.
Alcoa	69	70 1/8
AIT	44 1/8	43 1/4
Boeing	56	57 7/8
Chase Man. Bank	36 5/8	36 7/8
De Post de Nations	113 5/8	114 1/2
Eastern Kodak	41 7/8	41 7/8
Exxon	45 1/4	46 3/8
Ford	45	44 7/8
General Electric	54 5/8	59 1/2
General Motors	54 1/4	52 1/2
Goodyear	45 5/8	45 3/4
IBM	96 1/4	99 1/8
ITT	58 1/4	58 1/4
Modell OH	55 3/4	57 3/4
Pfizer	70 5/8	70 1/4
Schmoller	41 1/8	43 1/2
Tenneco	51 7/8	52 3/4
UAI Corp (ex-Alleg)	189	188 3/8
Union Carbide	25 7/8	25 7/8
USX	44 5/8	44 1/2
Westinghouse	68 1/2	72 3/8
Xerox Corp	56 1/4	58

LONDRES

Comme la Bourse de Paris, le London Stock Exchange s'est montré cette semaine très hésitant sur le marché à terme. Il est vrai que les éléments de déconfort n'ont pas manqué avec les mauvais chiffres de l'industrie et la faiblesse consécutive de la livre sterling. A la veille du week-end, néanmoins, le marché britannique, encouragé par la reprise de Wall Street, s'est décidé à se redresser.

Indice FT du 17 novembre : 100 valeurs, 2 221,4 (contre 2 216,7) ; 30 valeurs, 1 769 (contre 1 773) ; fonds d'Etat, 82,71 (contre 84,47) et mines d'or, 265,6 (contre 259,3).

	Cours 10 nov.	Cours 17 nov.
Bovair	430	416
BP	380	387
Charter	467	468
Courtauld	357	350
De Beers (*)	14,12	14,25
Glaxo	14,67	13,90
GLS	25	25
ICI	11,10	10,88
Rochem	891,50	905
Shell	425	430
Unilever	640	665
Vickers	283	281

FRANCFORT

Plus 2 %

Les réformes politiques engagées en Allemagne de l'Est et la démolition symbolique du mur de Berlin ont eu un effet positif sur les marchés allemands qui, en moyenne, ont monté d'un peu plus de 2 % cette semaine. Les bons résultats semestriels annoncés par de nombreux groupes industriels et, en définitive, la bonne résilience de Wall Street ont fait le reste. Les investisseurs étrangers ont été particulièrement actifs.

Indice du 17 novembre : Commerzbank, 1 903,5 (contre 1 862,3) ; DAX, 1 531,52 (contre 1 496,69).

	Cours 10 nov.	Cours 17 nov.
AEG	246,50	259,50
BAE	268	271
Bayer	280,20	295
Commerzbank	257,50	249,50
Deutschebank	648	675,50
Hoechst	264,50	271,50
Karstadt	605	631
Mannesmann	241,50	269,50
Stromes	562,50	589,50
Vollswagen	430	468,50

TOKYO

Haut

Cinq séances de hausse cette semaine à Tokyo, où les valeurs nippones ont en moyenne monté de 1 %. Les différents indices ont, eux aussi, atteint des niveaux records.

Indice du 17 novembre : Nikkei, 35963,63 (contre 35663,20) ; Topix, 2 717,90 (contre 2 692,77).

	Cours 11 nov.	Cours 17 nov.
Akai	774	768
Asahi	1 960	1 958
Casio	1 780	1 758
Fuji Bank	3 200	3 200
Florida Motors	1 830	1 780
Matsushita Electric	2 260	2 230
Atsumi Heavy	1 140	1 140
Sony Corp	8 280	8 180
Toyota Motors	2 390	2 360

Filatures, textiles, magasins

	17-11-89	Diff.
Agache (Fla.)	1 569	+ 29
BHV	857	- 5
CFAO	25	- 33
Dunelm	3 945	+ 225
DMC	565	+ 35
Galeria Lafayette	2 015	- 30
La Redoute	3 225	- 90
Nouvelles Galeries	735	inch.
Printemps	680	+ 16
SCOA	50	inch.

Produits chimiques

	17-11-89	Diff.
Inst. Mérieux	5 700	- 110
Labo. Bell	2 315	+ 135
Rauschel Ue	2 360	- 50
SASF	921	+ 10
Bayer	996	+ 33
Hoechst	921	+ 13
Imp. Chemie	106,30	- 2,30
Norsk Hydro	129	- 1,50

Bâtiment, travaux publics

	17-11-89	Diff.
Auxil. d'entr.	992	+ 87
Bouygues	674	+ 23
Ciments Français	1 585	+ 70
Dumez	900	- 40
CTM	1 040	- 33
J. Lefebvre	1 159	+ 9
Lafarge	1 446	+ 49
Maisons Phébus	86,30	+ 16,30
Poliet et Chastang	600	- 25
SCREG	1 115	- 5
SGE-SB	238,50	- 1

Pétroles

	17-11-89	Diff.
BP - France	129,10	+ 2,10
Elf-Aquitaine	487	+ 6
Esso	450,50	- 4,50
Exxon	288	+ 3,50
Petrofina	2 800	- 90
Primagaz	831	+ 27
Raffinage	162	+ 12
Royal Dutch	416,50	+ 13,20
Sogehap	396	+ 4
Total	482,30	+ 18,20

Alimentation

	17-11-89	Diff.
Béghin-Say	672	- 8
Bouygues	2 597	+ 7
BSN	702	+ 7
Carrefour	3 351	+ 7
Casino	1 090,10	+ 6,10
Eurocarrefour	3 921	+ 91
Guyenne et Gasc.	1 012	+ 52
Mon-Hennery	4 970	+ 143
Nord	3 950	- 380
Océid. (Gie)	767	- 3
Oliva-Caly	417	+ 22
Pernod-Ricard	1 392	+ 24
Prunelle	1 350	+ 224
St-Louis-Bouillon	1 400	+ 12
Sour Perrier	1 807	- 36

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	17-11-89	Diff.
Bail Équiment	341	- 6,50
Banque (Cie)	610	+ 18
Cetelem	575	- 6
CCF	1 199	+ 1
CFI	498	- 4
Chargours SA	1 120	+ 86
Eurochem	2 390	+ 25
Hénil (La)	630	- 1
Localfrance	510	- 15
Locindus	815	- 7
Midland Bank	182	- 11
Offp	1 522	+ 22
Puribus	607	- 18
Paris de rées	1 146	+ 15
Prêtalant	828	+ 24
Schoeder	486,50	+ 15,50
Société Générale	242,50	- 4,50
UCB	242,50	- 4,50

Matériel électrique

	17-11-89	Diff.
CGE	471	+ 7
CSBE (ex-Sigaux)	366	- 8
Général des Eaux	2 164	+ 160
Interchemie	1 498	inch.
Legrand	3 270	- 75
Leroy-Somer	1 676	- 71
Lyonnais des Eaux	472	- 3
Matra	485,50	+ 4,50
Merlin-Gérin	4 320	+ 140
Moulinex	141	+ 7,30
PM Labinal	1 170	+ 40
Radiorécepteur	535	- 28
SEB	981	+ 52
Servat-Aviation	598	- 2
Thomson-CSF	166,50	- 9
IBM	613	- 2
ITT	365	+ 3
Schneider	280	+ 11,20
Siemens	2810	+ 120

Métallurgie

	17-11-89	Diff.
Alpi	610	- 25
Avions Dassault-B.	580	- 20
De Dietrich	2 230	+ 163
FACOM	1 515	- 15
Fives-Lille	1 825	+ 17
Marine Wende	460	+ 16
Penhoët	475	+ 11
Peugeot SA	1 150	- 1
Sagem	1 626	+ 126
Saintes-Châtillon	337	+ 7
Stralor	1 280	+ 68
Valco	780	+ 13
Valloire	468	+ 17,50

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 17 nov. 1989

	Déc. 89	Mars 90	Juin 90	Sept. 90
Premier	-	-	-	-
+ last	105	105,10	105,30	-
+ bas	104,82	104,92	105,24	-
Dernier	104,92	104,98	105,30	-
Compensation	104,90	104,98	105,30	-

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	13 nov.	14 nov.	15 nov.	16 nov.	17 nov.
RM	1 683 929	2 115 373	2 341 578	2 042 429	-
Comptant	7 559 146	7 612 264	5 600 197	9 340 735	-
R. et obl.	329 847	175 302	228 900	162 469	-
Actions	9 572 922	9 902 939	8 170 675	11 545 633	-

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 30 décembre 1988)

	121,8	121,5	121,6	-	-
France	121,8	121,5	121,6	-	-
Etrangers	116,6	117	116,7	-	-

SOCIÉTÉ DES BOURSES FRANÇAISES

(base 100, 30 décembre 1988)

	117,1	117	117,2	117,8	118,4
Tendance	117,1	117	117,2	117,8	118,4

(base 100, 31 décembre 1981)

Indice gén.	512	512,7	511,6	514,1	516,7
-------------	-----	-------	-------	-------	-------

(base 1000 31 décembre 1997)

(base 1000, 31 décembre 1987)

OMF (base 100, 31 décembre 1981)					
----------------------------------	--	--	--	--	--

OMF (base 100, 31 décembre 1981)

	499,98	496,22	496,34	501,34	502,75
Indice OMF 50	499,98	496,22	496,34	501,34	502,75

Pechelbronn deviendra une société en commandite par actions

Une bonne affaire pour les AGF

Le conseil d'administration de Pechelbronn, holding principal du groupe Worms qui contrôle les assurances PFA-GDA, réuni le 14 novembre a décidé de proposer à une assemblée générale

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Sous l'influence des événements est-allemands

L'attention des opérateurs était ces derniers jours attirée par le marché new-yorkais. Une des grandes compagnies américaines d'électricité, la Tennessee Valley Authority, est parvenue sans peine à y lever pour 2,5 milliards de dollars d'obligations, d'une durée de quarante ans à des conditions correspondant à un rendement très légèrement supérieur à 9 %. Sur l'euro-marché, on est encore loin d'atteindre de si longues échéances, mais, pour ce qui est des montants, on redoute de moins en moins la comparaison avec New-York. Le volume des euro-obligations devient très important et une transaction de 500 millions de dollars ne fait plus figure d'exception. La plus récente émission de cette taille a été lancée vendredi pour le compte d'une société du groupe General Motors par le truchement de Merrill Lynch International, à des conditions correspondant à quelque 86 centimes au-dessus du rendement des fonds d'Etat américains. Cette marge, jugée très serrée, n'a de loin pas suscité l'assentiment de tous les participants.

Par ailleurs, la situation du deutschemark demeure au cœur des préoccupations. Les taux de rendement allemands ont ces derniers jours poursuivi leur mouvement de hausse sans pour autant que la devise ne se soit appréciée. Il y a là une contradiction évidente qui reflète la difficulté générale à évaluer l'impact des événements d'Allemagne de l'Est sur le plan politique mais aussi, plus concrètement, leurs conséquences financières sur les budgets de Bonn et des régions orient-allemandes.

Dans ce contexte, l'activité de prêt d'un établissement public français prend un relief particulier. Le Crédit local de France vient de fournir des fonds pour une durée de cinq ans à deux Laender d'Allemagne fédérale : celui de Hesse dont Francfort est la capitale et celui de Rhénanie-Palatinat dont le gouvernement est à Mayence. Ces crédits sont consentis sous la forme typiquement allemande des *Schuldenscheine* qui sont des reconnaissance de dette cessibles. Ils portent respectivement sur 10 et 50 millions de deutschemarks. Leurs taux d'intérêt illustrent bien l'envolée récente des rendements outre-Rhin : 70 % pour la première transaction conclue à Francfort au début d'octobre et 7,60 pour la

seconde dont les contrats viennent tout juste d'être signés.

Pour le Crédit local, dont l'ambition avouée est de devenir le banquier des collectivités locales européennes, ces premiers pas à l'étranger en tant que bailleur de fonds sont très prometteurs. Ayant réussi son entrée en Allemagne, il peut envisager d'y accroître sa présence et de s'attacher à d'autres pays. Logiquement, pour des raisons de simple congruence, on devrait s'attendre à ce que cet organisme s'adresse au marché international des capitaux pour y puiser, dans la devise de ses prêts, les ressources dont il

a l'emploi. Or il ne s'est pas encore présenté dans le comportement du fait des grandes difficultés des emprunts en marks. C'est vraisemblablement aussi et surtout parce que la technique des swaps (ou opérations d'échange de taux d'intérêt et de devises) s'est tant affaiblie qu'elle permet à un débiteur de premier plan de se procurer les capitaux qui lui conviennent à un coût sensiblement inférieur à celui qui lui incomberait s'il venait à émettre un emprunt dans la monnaie qu'il recherche.

Le jeu des swaps

On sait qu'une grande partie de l'activité euro-obligataire est dictée par les possibilités de swap qui s'offrent aux candidats à l'emprunt. Ceux-ci sont fréquemment amenés à solliciter un marché alors que le produit de l'opération, celle que voient les investisseurs, ne les intéresse pas. Des banques spécialisées se chargent de les en débarrasser et de leur procurer à la place ce qu'ils recherchent.

Cela peut impliquer des montages si compliqués que certains des plus prestigieux débiteurs se refusent de se prêter à ce jeu : ils estiment en effet que pour gérer au mieux leur dette, ils doivent la maintenir la plus simple et la plus transparente possible. Mais les opinions sont partagées. D'autres investisseurs de qualité ne désignent pas de profiter, à l'occasion, des incroyables constructions qu'échafaudent des établissements financiers japonais. C'est ce qu'a fait le Crédit local en acceptant de lancer la semaine passée une transaction euro-obligataire en yens une mise au point par Daiwa Europe, l'éurobanque londonienne de la maison de titres de Tokyo.

Au départ, durant la première année, l'emprunt de 10 milliards de yens se présente de façon traditionnelle. Son coupon d'intérêt de 6,75 % paraît bien élevé pour une opération en cette monnaie, mais il sera payé en yens, la monnaie dans laquelle est libellé le principal. A partir de 1990 toutefois, et jusqu'à l'échéance, en 1994, le coupon sera versé en dollars australiens, à un taux très bas pour cette monnaie (7,5 %). De telles formules hybrides ne sont pas destinées à la clientèle de l'euro-marché. Elles sont taillées sur mesure en fonction des

besoins d'investissement de quelques institutions financières japonaises. Après swaps, le Crédit local dispose finalement de fonds en dollars des Etats-Unis à taux variable dont la rémunération est très inférieure au Libor, le taux interbancaire offert sur le marché international, la différence étant estimée à environ 35 centimes ou points de base. A partir d'un tel niveau, il est aisé de se procurer des ressources en d'autres grandes monnaies à un faible coût.

Electricité de France s'est imposée dans le compartiment du franc suisse à des conditions très exigeantes mais qui ont néanmoins trouvé la faveur des investisseurs. Il s'agit d'une opération d'une durée de onze ans qui, placée sous la direction de la Société de Banque Suisse, revient à 6,48 % à l'emprunteur. Son taux d'intérêt facial est de 6,25 %. Les obligations de l'EDF sont garanties par la République française.

En euros français, une nouvelle transaction a vu le jour la semaine passée pour le compte d'Interfinance, le véhicule financier du Crédit national, dont les opérations ne sont pas garanties par la République. Placée sous la direction du Crédit commercial de France, l'émission de 500 millions constitue en fait une nouvelle tranche qui porte à 1,5 milliard le montant total de l'emprunt 9,125 %, qui viendra à échéance en mai 1993. Lancée mardi, c'est-à-dire bien avant la publication des statistiques de l'inflation et du commerce extérieur qui ont contrarié la bonne tenue des marchés du franc, l'opération a reçu un bon accueil.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le deutschemark revient très fort

Un peu malmené à la fin de la semaine dernière, le deutschemark a amorcé une très nette remontée cette semaine, et, à la veille du week-end, faisait preuve d'une grande fermeté vis-à-vis de toutes les devises. Il y a huit jours, l'intensification de l'afflux des réfugiés d'Allemagne de l'Est vers l'Allemagne de l'Ouest pesait sur la tenue du deutschemark dans la mesure où les effets éventuellement négatifs de cet afflux étaient montés en épingle : des dépenses supplémentaires pour l'aide aux réfugiés qui risquaient de creuser le déficit budgétaire, une demande de logement qui allait être stimulée sur un marché déjà très tendu, une augmentation de la consommation domestique qui était susceptible de nourrir l'inflation et de surchauffer encore davantage une économie déjà dopée par des exportations en vive progression.

En conséquence, les cours du mark fléchissaient par rapport au dollar, dont le cours à Francfort montait à plus de 1,86 DM, tandis qu'au sein du système monétaire européen la devise allemande retombait au-dessous de 3,39 F à Paris.

Depuis, les inquiétudes sur les conséquences éventuellement néfastes de l'afflux des réfugiés se sont un peu calmées et, même, ont fait place à une satisfaction décrite, l'ouverture des frontières avec la RDA étant susceptible, dit-on, d'ajouter un point de plus à la croissance allemande.

Mais surtout, c'est l'effet-taux qui a joué à plein. En fin de semaine, la montée des taux d'intérêt outre-Rhin s'accélérait sur le long terme, les rendements sur les

emprunts d'Etat à dix ans dépassant largement 7,40 % en RFA, contre 7,87 % aux Etats-Unis actuellement. L'écart entre les deux pays est donc revenu à moins d'un demi-point, ce qui, compte tenu des incertitudes qui règnent sur la tenue du dollar, a provoqué une ruée sur les investissements en marks. Celle-ci, pour l'instant, a surtout affecté les taux à court terme : le loyer de l'argent au jour le jour à Francfort est retombé de 7 1/8 % à 7 % environ.

Maintenant, les placements en deutschemarks redevenaient intéressants après une éclipse d'au moins deux ans, ce qui, d'ailleurs, la monnaie allemande vis-à-vis d'un dollar revenu à 1,94 DM à la veille du week-end. Autrement dit, les événements de l'Est semblent désormais favorables au deutschemark, dans tous les cas de figure, toute surchauffe éventuelle ne pouvant qu'inciter la Banque fédérale d'Allemagne à relever ses taux d'intérêt, d'où comme on l'a vu, un attrait supplémentaire pour les capitaux vagabonds.

La sensibilité du franc

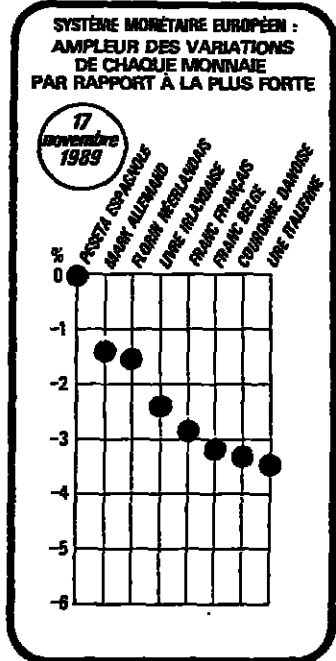
Le franc a naturellement souffert du raffermissement du mark et a pâti de deux mauvaises nouvelles. La première a été l'annonce d'une hausse des prix de détail de 0,4 % en octobre, prévue, certes, mais considérée comme importante, la seconde a été la très forte augmentation du déficit commercial de la France en août, 9,3 milliards de francs après correction des variations saisonnières, un record absolu

depuis septembre 1982. Conséquence, le cours du deutschemark à Paris a bondi au-dessus de 3,40 F atteignant jeudi 3,4055 F avant de revenir à 3,4020 F en fin de semaine.

Cette dégradation rapide qui ne sera que temporaire, sans doute, montre toutefois à quel point le franc reste sensible à toute nouvelle défavorable. L'augmentation des prix de détail en Allemagne a beau avoir atteint 0,4 % pour le mois d'octobre comme en France, la tenue du deutschemark n'en a guère été affectée, comme on la vu.

Quant au dollar, l'annonce d'une diminution sensible du déficit commercial américain pour le mois d'août, revenu à son plus bas niveau depuis septembre 1984 avec 7,94 milliards de dollars contre 10 milliards de dollars le mois précédent, n'a eu pratiquement aucun effet. Ce chiffre, en principe favorable, rendu public jeudi en milieu de journée, a fait monter le billet vert pendant une heure, au bout de laquelle il est immédiatement retombé à son niveau initial soit 1,84 DM. Cette absence de réaction a encouragé le clan des boursiers sur la devise américaine, clan qui par ailleurs spéculait sur une baisse lente des taux d'intérêt outre-Atlantique, baisse de nature à déprimer plus durablement le dollar.

FRANÇOIS REMARD



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 13 AU 17 NOVEMBRE

(La ligne inférieure montre ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Franc italo	Franc esp.
New-York	1,5670	15,9991	61,2369	54,2740	2,5973	48,1232	8,0738	
Paris	1,5680	15,9854	61,3128	53,8358	2,5974	47,7441	8,0738	
Bruxelles	5,8188	6,2640	38,71	34,08	16,2121	391,54	4,6244	
Amsterdam	9,9461	6,2559	38,56	33,98	16,1617	390,55	4,6292	
Zurich	2,5769	1,6310	26,9413	24,43	8,4336	17,5251	1,282	
Frankfurt	2,5872	1,6425	26,9447	11,783	8,4374	17,5706	1,2845	
Bratislava	2,5348	1,6575	26,9712	11,388	8,4389	18,6846	1,2719	
Madrid	68,5645	36,25	4,1022	22,4887	28,9769	18,5996	2,8224	
Barcelone	61,5410	36,95	4,1874	23,3811	28,9698	18,5993	2,8766	
Genève	2,5851	1,6589	33,435	27,425	11,778	17,5745	1,2825	
Amsterdam	3,3959	2,0945	33,77	12,041	11,778	17,5745	1,2825	
Bruxelles	0,1325	1,035	21,635	18,76	7,5541	35,8382	632,87	
Madrid	11,3032	1,254	215,89	838,16	728,94	34,7625	646,45	
Barcelone	226,84	144,25	23,0211	88,3341	76,2894	3,7322	69,4177	6,1865
Tokyo	225,94	143	22,7164	87,6702	76,2852	3,6715	68,2748	6,1856

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 17 novembre, 4,3438 F contre 4,4021 F le vendredi 10 novembre.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Lourde rechute

Décidément, rien ne peut être tenu pour acquis sur les marchés financiers européens à la différence de celui des Etats-Unis, où, maintenant, tout le monde s'accorde à penser que les taux d'intérêt sont orientés, lentement mais sûrement, à la baisse.

A Paris, un soulagement prudent avait été noté la semaine dernière, après la véritable « Bérézina » de la période précédente. Un bon vent d'Amérique avait soufflé, apportant avec lui une précieuse baisse indicative (1/4 %) du loyer de l'argent au jour le jour. Du coup, une détente générale s'installait, aussi bien sur le court terme que le long terme. Le loyer de l'argent au jour le jour retombait de 10,50 % à 9,50 %, et le rendement de l'OAT 8 1/8 1999 qui, de 8,96 % avait bondi à 9,15 %, revenait bien sagement à son point de départ de 8,96 %.

Sur le front des émissions, l'emprunt d'EDF, offert à des taux avantageux pour les souscripteurs (9,39 %) recevait un accueil très chaleureux. Quant au MATIF, le cours de l'échéance décembre, après une plongée aux enfers, à 104,40, rebondissait à plus de 106, pour terminer la semaine plus prudemment, à 105,50 environ.

On notait, enfin, qu'en Allemagne, point de mire des marchés européens, la Bundesbank s'efforçait de calmer un peu le jeu en alimentant les banques par des pensions courtes à 7,30 %. Bref, tout le monde s'estimait un peu rassuré, sans l'être complètement, toutefois, au seuil de la semaine sous revue.

Cette semaine commençait prudemment, tant sur le MATIF que pour les obligations. En RFA, le ton était plutôt à l'apaisement, la Bundesbank faisant connaître qu'aucun communiqué ne serait

diffusé à l'issue de son conseil d'administration du jeudi.

Un accueil correct était réservé aux emprunts obligataires lancés sur le marché. L'Auxiliaire du Crédit foncier devait en émettre pour 1,5 milliard de francs, sous les auspices de Crédit agricole et d'Indosuez, avec un rendement réel de 9,40 %, plus un « écart protégé » de 0,05 %. Ce dernier correspondait à une rémunération supplémentaire de cet ordre en cas de malheur, c'est-à-dire dans l'hypothèse où le rendement de l'OAT 8 1/8 1999 décalerait brutalement à la hausse le jour de l'émission et le lendemain. La semaine précédente, l'emprunt EDF avait bénéficié du même écart protégé, qui n'avait pas été utilisé, les rendements restant stables. Certaines émissions, celle du Crédit agricole, 1,65 milliard de francs à taux variable (PIBOR trois mois) qui était placée quasi intégralement dans le réseau de la Banque verte, et un emprunt de 500 millions de francs du Comptoir, émis à 9,52 % de rendement facial, recevaient, également, un accueil correct. Mais, vendredi matin, tout se gâta sous l'influence d'un vent d'est absoluement glacial.

En Allemagne, un accès brutal de pessimisme renvoyait à la hausse les rendements des emprunts d'Etat, celui à dix ans passant de 7,20 % à près de 7,45 %, au plus haut depuis cinq ans. La Bundesbank, pour éviter, disait-on, que le loyer de l'argent au jour le jour ne retombe au plus bas en raison d'un afflux de liquidités en provenance, notamment, de l'étranger avait porté de 6,50 % à 7 % le taux des bons du Trésor.

A Paris, la réaction fut immédiate : le rendement de l'OAT 8 1/8 1999 passait à près de

9,10 % et le loyer de l'argent au jour le jour s'élevait à nouveau au-dessus de 10 %, tandis que le cours de l'échéance décembre sur le MATIF, retombait lourdement en dessous de 105. Il faut dire que deux mauvaises nouvelles, une hausse des prix intérieurs de 0,4 % en octobre et un déficit commercial de 9 milliards de francs en août, un record depuis 1982, avaient déjà pesé sur les cours et élevé les rendements ; avec les événements d'Allemagne, c'était le coup de grâce.

Sur le marché des obligations, les émetteurs de l'emprunt de l'Auxiliaire du Crédit foncier, devaient utiliser leur « écart protégé », qui se trouvait même débordé, au grand dam des souscripteurs. En cette fin de semaine, le pessimisme régnait à nouveau, les opérateurs s'attendant à une nouvelle hausse des rendements à long terme la semaine prochaine si l'augmentation brutale des taux en Allemagne se maintenait. A 7,45 %, en effet, sur les emprunts d'Etat à dix ans en RFA, il n'est pas exclu de voir l'OAT 8 1/8 1999 coter 9,15 % ou même davantage, ce qui entraînerait tout le reste.

F. R.

MATIÈRES PREMIÈRES

Stabilité pour le platine

Le temps est loin où la reine d'Espagne Isabelle de Castille ordonnait qu'on jettât dans l'Amazonie la platine découverte en Amérique du Sud, sous prétexte qu'il ressemblait par trop à l'argent et risquait d'éveiller l'appétit des faussaires. Depuis cet épisode vieux de deux siècles et demi, le platine — de l'espagnol platina, petit argent — a gagné sa place au soleil.

En 1989, pour la cinquième année consécutive, la consommation occidentale sera même supérieure à l'offre, occasionnant un déficit que le grand courtier britannique Johnson Matthey évalue à 120 000 onces dans son dernier rapport, en date du 15 novembre. Inférieur à celui de 1988, qui atteignait 400 000 onces, ce nouveau déficit a été largement anticipé par le marché. Johnson Matthey estime que « d'ici à la fin de

l'année, le prix du platine restera calme et se situera dans une fourchette comprise entre 470 dollars et 520 dollars l'once de 31,1 grammes ». Après avoir touché un sommet de 555 dollars l'once en avril à Londres, le platine s'est stabilisé depuis l'été autour de 515 dollars.

Globalement en 1989, la demande mondiale de platine devrait diminuer de 6,4 % par rapport à ses niveaux records de 1988 (3,66 millions d'onces) pour s'établir à 3,425 millions d'onces. Ce recul tient à une certaine désaffection des achats de platine comme placement et investissement, de la part en particulier des opérateurs et ménages japonais qui avaient montré ces dernières années une grande ferveur pour le métal blanc. La relative satiété japonaise n'a pu être totalement compensée par une résurgence des transactions spéculatives sur le platine en Amérique du Nord. Aussi l'investissement en pièces, barres et autres produits platinés ne constituera-t-il cette année que 5 % de la demande mondiale, contre 17 % en 1988.

La consommation industrielle reste en revanche très forte et augmentera de 7,5 % en 1989. Pour la première fois, les secteurs de l'automobile, de la joaillerie et des autres industries (pétrole, chimie, électricité) absorberont plus de 3 millions d'onces de platine. La généralisation progressive en Europe de la voiture propulsée à pot catalytique va occasionner dès 1990 des achats supplémentaires de 55 000 onces de platine de la part des constructeurs automobiles de la Communauté (sur une consommation totale pour cet usage de 300 000 onces). Dans un proche

avenir, la Suisse, la Norvège, la Suède et l'Autriche vont à leur tour accroître leur consommation de platine à des fins écologiques, de même que la Californie.

Si les Japonais ont boudé le métal blanc comme placement, ils l'ont au contraire plébiscité comme atout pour le plus grand profit des bijoutiers nippons. Bagues, bracelets et chaînes de platine ont continué à s'attacher.

Parmi ses autres usages majeurs, on peut relever ceux de l'industrie pétrolière (pour la fabrication de carburants à fort taux d'octane) et chimique (pour la production de fertilisants). Une nouveauté est apparue en 1989 : l'administration américaine a approuvé le lancement du Carbolatine, un médicament destiné à lutter contre certains cancers.

Du côté de l'offre, Johnson Matthey prévoit pour l'année en cours une production de 3,305 millions d'onces, en légère augmentation par rapport à 1988 (3,260 millions d'onces). L'accroissement provient essentiellement des mines sud-africaines des groupes Rustenburg et Impala, l'extraction restant stable au Canada et en Union soviétique. Selon le courrier britannique, Moscou a été sollicité l'an passé pour écouler davantage de platine au moment de l'émission de nouvelles pièces canadiennes et australiennes. Les autorités de ces deux pays auraient en effet cherché à boycotter le métal d'Afrique du Sud, les grèves dans les mines risquant d'interrompre les approvisionnements. Le régime de Pretoria, qui produit 80 % du platine occidental, demeure toutefois un fournisseur obligé des pays industriels.

ERIC FOTTORINO

PRODUITS	COURS DU 17-11
Cuivre h. g. (Londres)	1 624 (- 53) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	1 710 (- 35) Dollars/tonne
Nickel (Londres)	9 790 (+ 50) Dollars/tonne
Stain (Paris)	2 505 (NC) Francs/tonne
Café (Londres)	692 (- 4) Livres/tonne
Cacao (New-York)	923 (- 76) Dollars/tonne
Ré (Chicago)	410 (+ 6) Cents/boisseau
Mout (Chicago)	240 (+ 2) Cents/boisseau
Soy (Chicago)	388,40 (+ 3,10) Dollars/c. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

5522 من الاصل

حکومت اسلامی

16 • Dimanche 19-Lundi 20 novembre 1989 •

Le Monde

FOOTBALL : L'Egypte qualifiée pour la Coupe du monde

Les débordements du « match du siècle »

L'Egypte a battu l'Algérie (1-0), vendredi 17 novembre au Caire, en match retour des éliminatoires de la Coupe du monde de football. Elle est ainsi le vingt-deuxième qualifié pour le Mondial italien. Le but a été marqué par Hosam Hassan à la 4^e minute de jeu d'une rencontre plus émotionnelle que belle. A l'aller, l'Egypte et l'Algérie avaient fait match nul (0-0) à Constantine le 8 octobre.

LE CAIRE

de notre correspondant

Les Egyptiens s'offrent, une fois par siècle, des festivités légendaires et c'est, chaque fois, un 17 novembre. Il y a 120 ans, c'était la royale célébration de l'inauguration du canal de Suez. Aujourd'hui, le délire populaire marquant le retour en Coupe du monde.

En battant l'Algérie, les « Pharaons » ont remporté ce qu'ils considéraient comme « le match du siècle ». C'est pour eux l'aboutissement de cinquante-cinq ans d'efforts pour participer à nouveau à la Coupe du monde. Après une brève participation aux phases finales de la Coupe de 1934 en Italie, l'Egypte n'avait plus réussi à se qualifier. Le plus vieux football d'Afrique et du Proche-Orient a regardé durant plus d'un demi-siècle, impuissant et jaloux, « tous les nouveaux venus » occuper une place qu'il estimait lui revenir.

Cela explique les débordements joyeux de millions d'Egyptiens qui ont fêté toute la nuit leur victoire. Les rues du Caire ont été envahies après le coup de sifflet final de l'arbitre par une foule exubérante. Sur les trottoirs, des inconnus s'embrassaient, puis, brandissant le drapeau noir, blanc, rouge de l'Egypte, affluaient en groupes, en files et en processions vers les diverses places de la capitale pour crier leur joie au son des tambourins et des youyou.

Les toits des autobus comme des Mercedes 500 ont servi de piste de danse à des milliers de Caireotes. Un exercice d'autant plus périlleux que les véhicules roulaient en cortège compact. Les manifestants, illuminés par les feux d'artifice, chantaient au rythme tonitruant d'un concert de klaxons, de pétards et même de salves d'armes automatiques. Les policiers des brigades anti-émeutes, si prompts à réprimer toute manifestation, regardaient en souriant, quand ils ne se joignaient pas tout simplement à la farandole, en agitant joyeusement leur mâtreaque et leur bouclier de plexiglas.

Une fièvre à la mesure de la tension extrême qui n'a pas quitté les cinquante-deux millions d'Egyptiens avant et tout au long des quatre-vingt-dix minutes de jeu. Car la victoire était loin d'être acquise, les Algériens ayant manqué plusieurs occasions d'égaliser, et donc de se qualifier. Une qualification qui aurait été catastrophique pour les cent mille supporters, dont une bonne partie

avait couché devant les grilles, et qui s'étaient massés sur les gradins du stade du Caire.

Jets de pierres

Catastrophique aussi pour l'ordre. En début de semaine, la police avait dû intervenir à coup de gaz lacrymogènes contre des dizaines de milliers de supporters qui n'avaient pas réussi à trouver de billets. Un bout de papier précieux, puisque son prix avait dépassé sur le marché noir où les « troisièmes » ont atteint la moitié du salaire minimum.

Signes de la nervosité extrême des supporters, cette quasi-absence d'encouragements tout au long de la rencontre et ces pierres jetées sur l'équipe algérienne, qui s'était violemment battue, en donnant même des coups de poing derrière le dos de l'arbitre. Celui-ci fut haï en fin de match pour « avoir cédé », comme l'écrivent les quotidiens égyptiens, au terrorisme algérien.

Tout est donc bien qui finit bien. Reste maintenant à faire bonne figure en Italie, à défaut de voir « le football égyptien envahir le monde », comme l'a escompté l'entraîneur de l'équipe égyptienne après la victoire. Une victoire qui a été comparée à la traversée du canal de Suez par les Egyptiens durant la guerre d'octobre 1973 et jugée, par un éditorialiste, aux proportions que le Nobel décerné l'an dernier au romancier égyptien Naguib Mahfouz.

ALEXANDRE BUCCIANTI

TCHÉCOSLOVAQUIE : l'anniversaire du soulèvement étudiant contre les nazis

Cinquante mille manifestants brutalement réprimés par la police

Prague. — Plus de cinquante mille étudiants et lycéens selon l'agence officielle CTK ont participé, vendredi 17 novembre, aux cris de « Liberté ! » et « Prague, soulève-toi ! », à la plus importante manifestation contre le régime depuis vingt ans. Les policiers des unités anti-émeutes, coiffés de casques blancs et protégés par des boucliers, ont matraqué brutalement et sans ménagement les jeunes gens et les personnes âgées qui se sont jointes à la manifestation, les poursuivant dans les boîtes de métro et les cafés des maisons le long de la Narodni, l'avenue Nationale, au centre de Prague.

Selon plusieurs témoins, la répression a fait de nombreux blessés. La police, accompagnée de chiens, a fait usage par endroits de gaz lacrymogènes pour disperser la foule, et des véhicules blindés ont culaient dans le centre-ville. « La répression a été d'une sauvagerie sans précédent », ont rapporté plusieurs diplomates occidentaux.

Un cortège pacifique s'était constitué dans la soirée sur le quai Gottwald, le long de la Vitava et sur la Narodni. Les étudiants qui commémoraient la première rébellion ouverte contre l'occupation nazie il y a cinquante ans en Tchécoslovaquie — réprimée alors dans le sang — portaient des bougies, arboraient des fleurs et chantaient l'hymne national, tandis que les cris de « Prague, Berlin, Varsovie ! » et « Ça a marché en RDA ! » fusaiient dans la foule, ainsi que

« Jakes à la poubelle ! » ou « Vive Havel ! ». Le défilé venait du cimetière de Vyšehrad, à l'issue d'un rassemblement autorisé qui s'était tenu l'après-midi dans le quartier universitaire Albertov de Prague. La foule se dirigeait vers la place Venceslas, tentant d'emprunter le trajet du cortège funèbre qui avait conduit, le 15 novembre 1939, la dépouille mortelle de Jan Opletal à la gare centrale de la capitale tchécoslovaque.

Jan Opletal, victime du soulèvement étudiant de 1939, est devenu un héros national en Tchécoslovaquie. Ce soulèvement avait fait deux morts et vingt-huit blessés, entraînant l'exécution de neuf leaders étudiants, la déportation dans des camps de centaines d'autres, le 17 novembre 1939, il y a cinquante ans jour pour jour.

La statue de Dzierzinski déboulonnée

« Félix, maintenant, t'es foutu »

Plusieurs centaines de Polonais en sont pratiquement venus aux mains pour s'emparer de morceaux de la statue de Félix Dzierzinski, le fondateur d'origine polonaise de la très redoutée Tcheka (la police politique soviétique, ancêtre du KGB), qui a été déboulonnée vendredi matin 17 novembre sur une grande place de Varsovie.

La statue, d'une quinzaine de mètres de haut, était érigée dans le centre de la capitale polonaise depuis 1945. La place qui porte son nom doit également être débaptisée.

Sur un marteau-piqueur, utilisé par les ouvriers pour mettre à bas la statue, des inconnus ont écrit : « Félix, maintenant, t'es foutu ». (AFP.)

Bouygues détient 3,88 % de la Mixte

Tililt Valeurs, filiale à 99 % de Bouygues, a acquis le 17 novembre 393 108 titres de la Compagnie de navigation mixte. Comme Bouygues détenait déjà 0,8 % de la Mixte, cela porte sa participation à 3,88 %, sans compter les obligations convertibles qui lui feraient dépasser les 4 %.

A qui Bouygues s'est-il acheté ? Officiellement la transaction s'est faite sur le marché, donc par un vendeur non identifié. Mais il se trouve que, le même jour, Victoire (du groupe Suez), qui détenait 4,5 % de la Mixte, en a vendu 3,8 % « sur le marché ».

Si, en apparence, rien ne permet de prouver que vendeur et acheteur se sont mis d'accord (ce qui serait interdit), il est permis de se poser la question. N'est-ce pas ce qu'est en train de faire la Commission des opérations de Bourse, qui a publié vendredi 17 novembre en fin d'après-midi un communiqué rap-

marqué en période d'OFA sont autorisées à condition qu'elles répondent : « au principe général que la compétition doit s'exercer par le libre jeu des offres et de leurs surenchères ».

Pourquoi Bouygues n'a-t-il pas hésité à investir près de 800 millions de francs dans la Mixte ? Deux interprétations, compatibles, sont envisageables. D'une part Bouygues rendrait ainsi service à l'un de ses actionnaires, le Crédit lyonnais, qui se décharge beaucoup pour soutenir M. Fournier, patron de la Mixte, contre Paris. Le Lyonnais avait aidé l'an dernier le groupe Bouygues à verrouiller son capital. D'autre part, celui-ci peut espérer, en soutenant la Mixte, récupérer en échange les 10 % de celle-ci dans les Grands Moulins de Paris, dont Bouygues a pris récemment le contrôle.

C.B.

Impasse autour de la convention médicale

L'assurance-maladie propose un « gel » du secteur à honoraires libres

Les discussions autour du renouvellement de la convention médicale, qui détermine les rapports entre les 101 700 médecins libéraux et l'assurance-maladie, sont apparemment dans l'impasse depuis le 30 octobre. Mais les tractations officielles sont fort actives. N'ayant pas pu obtenir l'accord des médecins pour plafonner à 40 % par département et par spécialité la proportion de praticiens du secteur 2 (honoraires libres), la Caisse nationale d'assurance-maladie propose désormais un accord sur deux ans (au lieu de quatre) et un « gel » pur et simple de ce secteur, ce qui ne règle pas le problème des « zones d'ombre » où il est pratiquement impossible de trouver un médecin pratiquant les honoraires conventionnels.

Le gouvernement privilégie une autre formule : contraindre les médecins du secteur 2 à réaliser une partie de leur activité aux tarifs conventionnels. Mais il n'a toujours pas officiellement formulé de propositions sur l'évolution des tarifs remboursables. Il attend que soient adoptées des règles du jeu garantissant un équilibre satisfaisant entre les deux secteurs. Or ses interlocuteurs ne souhaitent pas s'engager avant de connaître le montant de l'enveloppe financière autorisée par les pouvoirs publics. Conséquence de cet imbroglio : les assemblées générales extraordinaires des syndicats CSMF et MG-France, prévues, d'habitude, à la fin novembre, ne pourront débiter sur aucune base officielle, alors que l'actuelle convention arrive à échéance le 30 novembre.

J.-M. N.

L'ESSENTIEL

RECAPITULATIF

Il y a dix ans, la prise de la Grande Mosquée de la Mecque 2

ETRANGER

Europe de l'Est

La réunion des Douze et les bouleversements dans les pays socialistes 3-4 et 13

Le voyage de M. Shamir aux Etats-Unis

Le premier ministre israélien durement critiqué par les dirigeants des organisations juives américaines 5

Assassinat en Espagne

Le lieutenant-colonel tué en plein centre de Madrid 5

La situation au Liban

La « non » chrétien bloque toujours la composition du gouvernement de M. Selim Hoss 5

Un « escadron de la mort » en Afrique du Sud

L'existence d'une unité spécialisée dans l'élimination des opposants révélée par un de ses membres 5

POLITIQUE

L'Assemblée générale des Verts

Des débats cool de 1968 jusqu'au Parlement européen 7

Livres politiques

« En guise de récréation », par André Laurens 7

SOCIÉTÉ

Le projet de synagogue d'Aix-les-Bains

Faça à la polémique suscitée par un projet de construction de synagogue, la communauté juive d'Aix-les-Bains souhaite l'apaisement 8

Culture générale et formation technique

La nécessité de faire une large place à la culture générale a été au centre du colloque organisé par M. Chapuis sur les contenus de l'enseignement technique 9

L'affaire Pathé

Le tribunal de commerce n'a pas examiné la plainte du Trésor contre le rachat de Pathé par M. Parrotti. L'homme d'affaires italien a en effet recédé 52 % du capital au groupe Rivaud. Une initiative qui, selon le ministre des finances, prépare une

« solution plus communautaire »

pour la reprise du groupe cinématographique français 9

TV 5 « maintenue et renforcée »

La France n'abandonne pas la chaîne francophone pour la remplacer par Antenne 2. Sous la pression de la Belgique, de la Suisse et du Québec, TV 5 sera renforcée et se développera vers les pays de l'Est 9

Les nouveaux Opéras de Dallas et de Hongkong

Le premier est signé Pei et le second Lai. Celui du Texas est un véritable palais. Le bâtiment chinois est plutôt une forteresse, qui contient néanmoins un chef-d'œuvre : le rideau de scène d'Olivier Debré 10

L'affaire de la lambada

La tube de l'été continue de gagner des marchés un peu partout dans le monde. Les véritables auteurs de la chanson en touchent-ils les bénéfices ? 10

ECONOMIE

L'URSS au GATT ?

Après avoir libéralisé son commerce, l'Etat soviétique pourrait obtenir un statut d'observateur 13

Revue des valeurs

..... 14

Crédits, changes et grands marchés

..... 15

Services

Abonnements 2
Cartes 9
Mots croisés 12
Météorologie 12
Spectacles 11
Télévision 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM

Le numéro du « Monde »

daté 18 novembre 1989

a été tiré à 553 858 exemplaires

RÉGIONS

L'abondance de l'actualité nous contraint à reporter la publication de notre page Régions.

M. Joxe présente un avant-projet de loi sur l'administration générale de la République

La coopération intercommunale sera-t-elle à la fin des années 80 ce que la décentralisation fut à la fin des années 70 ? M. Pierre Joxe l'espère. Il compte, en présentant, soumettre au Parlement un grand loi sur l'administration générale de la République, dont l'essentiel consistera, justement, à fournir des cadres adaptés à un développement de la coopération entre les collectivités locales.

Si les arrière-pensées politiques ne l'emportent pas, l'accueil pourrait ne pas être négatif. Un colloque organisé jeudi 16 et vendredi 17 novembre, par la Fondation pour la gestion des villes et des collectivités territoriales et en effet, confirmé que nombreux sont les élus — quelle que soit leur tendance politique ou la taille de leurs communes — et les fonctionnaires locaux qui sont persuadés que la décentralisation, en accroissant leurs prérogatives et en privant l'Etat de son rôle de coordination des initiatives locales, rend indispensable un travail en commun des collectivités territoriales. Le ministre de l'Intérieur en a profité pour présenter les grandes lignes de ce qui n'est, encore, qu'un avant-projet.

Th. B.

EN BREF

□ Salaire horaire : + 0,9 % au troisième trimestre. — Selon les premières estimations du ministère du travail, l'indice du taux de salaire horaire ouvrier aurait augmenté de 0,9 % au cours du troisième trimestre 1989 contre 0,9 % au deuxième trimestre et 1,3 % au premier. Cette progression indiquerait que les entreprises ont moins « lâché » sur les salaires qu'on ne le croyait.

□ BRÉSIL : toujours l'incertitude pour le second tour. — Plus de deux jours après le premier tour de l'élection présidentielle, mercredi 15 novembre, on ignore encore qui affrontera M. Fernando Collor au second tour, le 17 décembre prochain. Samedi, la deuxième place restait toujours disputée entre les deux candidats de gauche, M. Luis Inacio Lula da Silva et M. Leonel Brizola.

□ YOUGOSLAVIE : 99 morts dans une mine de charbon. — 99 mineurs ont péri dans les houillères d'Aleksinat, à 200 kilomètres de Belgrade dans la République yougoslave de Serbie, à la suite d'un incendie qui avait éclaté vendredi 17 novembre. Les mineurs ont été asphyxiés par les gaz développés par la combustion de la poussière de charbon. — (AFP.)

Un colloque à Paris

« La compétitivité des villes françaises »

L'Ecole nationale des ponts et chaussées et l'Institut d'urbanisme de Paris organisent, avec la collaboration du Monde, un colloque sur « La compétitivité des villes françaises et le marché financier européen », les 6 et 7 décembre prochains, à la Maison de l'Europe à Paris.

Avec l'échéance de 1992, les villes françaises vont se trouver plus que jamais en concurrence avec les villes européennes en tant que lieux d'investissement industriel, financier, humain. Quelles sont les techniques qui permettent dès à présent d'apprécier et de renforcer leur compétitivité ?

Sur ce thème, des experts français et européens — banquiers, spécialistes du marketing, responsables de la compétitivité locale — exprimeront leurs points de vue, feront partager leurs expériences et répondront aux questions des participants. • Renseignements et inscriptions : Ecole nationale des ponts et chaussées, 28, rue des Saints-Pères, 75007 Paris. Tél. : (1) 42-60-34-13 poste 1301.